

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère

2023
Juin
N° 398
TOME 1 – Partie 2



ISSN 0987-6758

BULLETIN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

TOME 1 – Partie 2

SOMMAIRE

DIRECTION DES FINANCES

Service stratégie financière et programmation

Politique : Finances

Garantie d'emprunt pour la société Entreprendre pour humaniser la dépendance (EHD) -
Construction d'une résidence autonomie de 24 logements à Salaise-Sur-Sanne
Extrait des délibérations de la commission permanente Séance du 30 juin 2023
Dossier N° 2023 CP06 F 34 101

Politique : Finances

Garantie d'emprunt pour l'association Sainte Agnès – réhabilitation du foyer Le Planeau à Saint-
Martin-Le-Vinoux
Extrait des délibérations de la commission permanente du 30 juin 2023
Dossier N° 2023 CP06 F 34 102

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT

Service collectivités locales et partenariats

Politique : Solidarité territoriale

Programme : Equipements communaux et intercommunaux

Opération : CDC Petites Villes de Demain - AP9Q

Dispositif "Petites Villes de Demain" : partenariat avec la Banque des Territoires

Extrait des délibérations de la commission permanente du 30 juin 2023

Dossier N° 2023 CP06 C 14 64

Politique : Solidarité territoriale

Programme : Aide aux communes

Opération de Revitalisation de Territoire des Balcons du Dauphiné

Extrait des délibérations de la commission permanente du 30 juin 2023

Dossier N° 2023 CP06 C 14 65

Politique : Solidarité territoriale

Programme : Aides aux communes

Opération : Dotation des territoires

Dotations territoriales des territoires du Haut-Rhône dauphinois, de la Porte des Alpes et du
Voironnais-Chartreuse - 2ème répartition 2023

Extrait des délibérations de la commission permanente du 30 juin 2023

Dossier N° 2023 CP06 C 14 66

Politique : Attractivité et tourisme

Programme : Développement touristique local

Opération : Schéma départemental du tourisme

Site événementiel Alpexpo : avenant n°1 à la convention de réalisation et de financement – plan
pluriannuel d'investissement 2020-2024 et avenant n°1 au pacte d'actionnaires de la société
publique locale Alpexpo

Extrait des délibérations de la commission permanente du 30 juin 2023

Dossier N° 2023 CP06 B 23 50

Politique : Toutes

Programme : Programme 2002P005 - Maintenance dans les collèges ; Programme 2002P010 - Bâtiments administratifs ; Programme 2002P003 – Construction et réhabilitation de collèges - Programme 1999P106 Espaces naturels sensibles ; Programme 1999P114 Sécurité (liste non exhaustive susceptible d'évoluer)

Opération : Opération 2002P005O208 - PPMA Oasis cours des collèges ; Opération 2002P010O136 - AP5C Mise aux normes des Bâts ; Opération 2002P003OAP6K - AP6K Construction et réhabilitation de collèges; Opération 1999P106O006 - Aménagement de corridors biologiques, Opération 1999P106O001 - Fonctionnement ENS ; Opération 1999P106O003 - Sites départementaux ENS Opération 1999P114PCY Pistes cyclables ; Opération 1999P114RIS Risques naturels ; (liste non exhaustive susceptible d'évoluer)

Demandes de subvention Fonds Vert sur des opérations en maîtrise d'ouvrage départementale
Extrait des délibérations de la commission permanente du 30 juin 2023
Dossier N° 2023 CP06 C 39 68

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Service pilotage, prospective et études

Politique : Ressources humaines
Programme : Effectifs budgétaires
Adaptation des emplois
Extrait des délibérations de la commission permanente du 30 juin 2023
Dossier N° 2023 CP06 F 31 87

Service gestion du personnel

Délégation de signature et attribution pour la direction des affaires juridiques, des achats et des marchés
Arrêté N°2023-3128 du 02/06/2023

Délégation de signature et attribution pour la direction territoriale du Haut-Rhône Dauphinois
Arrêté N°2023-3378 du 09/06/2023

Délégation de signature et attribution pour la direction territoriale de la Bièvre
Arrêté N°2023-3379 du 09/06/2023

Délégation de signature et attribution pour la direction de la performance et de la modernisation du service au public
Arrêté N°2023-3406 du 09/06/2023

Délégation de signature et attribution pour la direction du social du territoire de l'Agglomération Grenobloise
Arrêté N°2023-3666 du 09/06/2023

DIRECTION DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES ET DE L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL

Service programmation, conseils et maintenance

Politique : Bâtiments départementaux
Programme : Gestion des bâtiments et foncier
Opération : Gestion des bâtiments et foncier
Gestion des bâtiments
Convention UGAP : fourniture d'électricité pour les bâtiments départementaux
Extrait des délibérations de la commission permanente du 30 juin 2023
Dossier N° 2023 CP06 F 33 99

**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 F 34 101

Objet : Garantie d'emprunt pour la société **Entreprendre pour humaniser la dépendance (EHD) - Construction d'une résidence autonomie de 24 logements à Salaise-Sur-Sanne**

Politique : **Finances**

Programme :

Opération :

Service instructeur : DFI/SFP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

L'an deux mille vingt-trois, le trente juin à onze heures, la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère s'est réunie à l'Hôtel du Département sur la convocation et sous la présidence de M. Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental.

Membres de conseillers départementaux en exercice :	58
Présents :	51
Représentés :	6
Absents :	1

Présents : M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, Mme Nathalie Faure, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay

Représentés : Mme Imen De Smedt donne pouvoir à M. Bernard Perazio, M. Michel Doffagne donne pouvoir à M. Christophe Borg, M. Gérard Dézempte donne pouvoir à Mme Annick Merle, Mme Martine Faïta donne pouvoir à M. Roger Marcel, Mme Joëlle Hours donne pouvoir à M. Franck Benhamou, Mme Frédérique Puissat donne pouvoir à M. Damien Michallet

Absents : M. Pierre-Didier Tchétché

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 F 34 101

Numéro provisoire : 5086 - Code matière : 7.3.3

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :
Finances - accorder les garanties d'emprunt ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 04-07-2023

Exécutoire le : 04-07-2023

Publication le : 04-07-2023

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu la délibération du 24 juin 2022 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère donne délégation à la commission permanente en matière de garanties d'emprunts,

Vu la délibération 2015 BP F34 05 du 17 décembre 2015 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère précise les modalités d'attribution des garanties d'emprunts au logement et à l'hébergement social et médico-social,

Vu la demande d'EHD – Entreprendre pour Humaniser la Dépendance - tendant à obtenir la garantie du Département de l'Isère,

Vu le contrat de prêt n° A922206C entre EDH – Entreprendre pour Humaniser la Dépendance - et le Crédit Coopératif,

Vu le rapport du Président N°2023 CP06 F 34 101,

Vu l'avis de la Commission Finances, ressources humaines, moyens généraux,

DECIDE

Article 1 : la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère accorde sa garantie, à hauteur de 33,34 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 286 940 €, souscrit par EDH (Entreprendre pour Humaniser la Dépendance) auprès du Crédit Coopératif, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°A922206C.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 762 465,80 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Ce prêt est accordé pour construire une résidence autonomie, rue Louis Saillant à Salaise Sur Sanne (Isère).

Article 2 : la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée du Crédit Coopératif, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Cette garantie d'emprunt est accordée en conformité avec les dispositions du CGCT, notamment celles relatives au plafond de garantie.

Article 3 : le Département de l'Isère s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article 4 : la commission permanente autorise le Président du Conseil départemental de l'Isère à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et autorise la signature de tout document se rapportant à ce dossier.

Pour :	57	M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Besson, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Imen De Smedt, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, M. Michel Doffagne, Mme Céline Dolgopyatoff Bulet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Durantou, M. Gérard Dézempte, Mme Nathalie Faure, Mme Martine Faïta, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Joëlle Hours, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, Mme Frédérique Puissat, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay
Contre :		
Abstention :		
Ne prend pas part au vote :		

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier

Annexe 1 : modalités d'attribution des garanties d'emprunts du Département

A) Dans le cadre de nouvelles demandes de garanties d'emprunts :

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil départemental a modifié ses modalités d'octroi des garanties d'emprunts au logement et à l'hébergement social et a adopté les modalités d'attribution suivantes :

Concernant la production et la réhabilitation de logements sociaux :

- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est supérieure à 20 000 habitants (population municipale), le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts,
- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est inférieure à 20 000 habitants (population municipale), la caution du Département est de 30 %, uniquement pour les Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI).

Concernant le logement et l'accueil des populations spécifiques (la réglementation reste inchangée) :

- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) relevant de la compétence du Département, la caution accordée est de 100 %, quel que soit le territoire d'implantation de l'établissement,
- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) ne relevant pas de sa compétence, le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts.

B) Dans le cadre de réaménagements impactant la durée résiduelle de l'emprunt :

Par délibération du 12 avril 2019, le Conseil départemental a modifié ses modalités de réitération de la garantie départementale selon les modalités d'attribution suivantes :

- toute demande de rallongement de la garantie départementale lors d'un réaménagement d'emprunt ne pourra intervenir qu'une seule fois dans la durée de vie de l'emprunt,
- le rallongement de la durée résiduelle de l'emprunt ne pourra excéder 5 ans, qu'il s'agisse d'une première demande de réaménagement ou d'une demande relative à des emprunts déjà réaménagés, compactés ou transférés lors d'une cession de créances,
- toute demande portant la durée résiduelle de l'encours réaménagé au-delà de 30 ans ne pourra pas bénéficier de la garantie départementale.

Annexe 2 - Conditions financières
Construction d'une résidence autonomie de 24 logements PLS à Salaise-Sur-Sanne
Garantie d'emprunt pour EHD - Entreprendre pour Humaniser la Dépendance

Objet du prêt n°A922206C garanti par le Département de l'Isère : Construction d'une résidence autonomie de 24 logements PLS à Salaise-Sur-Sanne Garantie d'emprunt pour EHD - Entreprendre pour Humaniser la Dépendance	Montant total du prêt	% garanti par le Département	Montant garanti par le Département	Prêteur	index	Durée en années
Prêt PLS	2 286 940,00 €	33,34%	762 465,80 €	Crédit Coopératif	livret A	32 ans dont 2 ans maximum de préfinancement
Montant garanti	2 286 940,00 €	33,34%	762 465,80 €			

CREDIT COOPERATIF
SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE
RCS : NANTERRE 349 974 931
DEPT DES PRODUITS DE CREDITS
12 BOULEVARD PESARO – CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX



REFERENCES

Dossier : **A922206C**
N° Personne : **904379377**
Resp. : **REA / FT**
Tél. : **01.47.24.92 98**
Mail : **rea@credit-cooperatif.coop**

PRÊT

entre :

Le **CREDIT COOPERATIF, SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE**, dont le siège est au **12 BOULEVARD PESARO – CS 10002 92024 NANTERRE CEDEX**, immatriculée au RCS de **NANTERRE 349 974 931** représentée par son Directeur général ou par ses délégués, ci-après dénommée "le Prêteur"

d'une part,

et :

Le ou les Emprunteurs conjoints et solidaires, plus amplement désignés au chapitre II "Conditions particulières", ci-après dénommés "L'Emprunteur" sans que cette appellation nuise à la solidarité stipulée entre eux.

d'autre part,

En présence des personnes qui se sont portées cautions de l'Emprunteur également désignées au Chapitre I "Conditions particulières".

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Le Prêteur consent et/ou ouvre à l'Emprunteur, un crédit dont les **conditions générales** figurent au **Chapitre II**.

Les **conditions particulières** précisant l'objet, le montant, la durée, les modalités et garanties, figurent au **Chapitre I**.

Il est entendu que les fonds devront impérativement être utilisés pour l'objet du concours désigné au Chapitre I. Il est convenu que la présente clause est stipulée dans l'intérêt exclusif du Prêteur et n'emporte aucune obligation pour le Prêteur de contrôler l'utilisation effective des fonds par l'Emprunteur.

Il est précisé que les conditions « particulières » priment les conditions « générales ».

CREDIT COOPERATIF
SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE
RCS : NANTERRE 349 974 931
DEPT DES PRODUITS DE CREDITS
12 BOULEVARD PESARO - CS 10002
92024 NANTERRE CEDEX

REFERENCES

Dossier : A922206C
N° Personne : 904379377
Resp. : REA / FT
Tél. : 01.47.24.92 98
Mail : rea@credit-cooperatif.coop

Chapitre I - Conditions Particulières

Par dérogation à l'article 1 des Conditions Générales, les présentes conditions sont valables sous réserve de leur signature au plus tard le 25/12/2022.

DATE DE NOTIFICATION : 25/11/2022

EXPOSE PREALABLE

Le présent prêt est consenti dans le cadre des articles L. 351 -1 et suivants, R.331 - 1 0 R. 331 - 21 du Code de la construction et de l'habitation relatifs aux prêts locatifs sociaux et des textes subséquents ainsi qu'en exécution de la décision favorable d'agrément prise par le Département de l'Isère en date du 14/11/2022 délivrée à l' Emprunteur.

I - IDENTIFICATION DE L'EMPRUNTEUR

N° Personne : 904379377
NOM : ENTREPRENDRE POUR HUMANISER LA DEPENDANCE - EHD
FORME JURIDIQUE : SOCIETE COOPERATIVE A FORME ANONYME - ENTREPRISE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
ADRESSE : 69 CHEMIN DE VASSIEUX
69300 CALUIRE-ET-CUIRE
RCS N° : 450 695 804 de LYON

II - OBJET DU CONCOURS

Financement de la construction de 24 logements sis Rue Louis Saillant 38150 SALAISE-SUR-SANNE .

III - DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'Emprunteur reconnaît avoir pris connaissance, lu et compris la « Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel ».

IV - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU CONCOURS

NATURE DU CONCOURS	: PRET LOCATIF SOCIAL (P.L.S) AVEC PERIODE DE PREFINANCEMENT
MONTANT	: 2 286 940,00 €uros (deux millions deux cent quatre-vingt-six mille neuf cent quarante €uros)
DUREE TOTALE	: 32 ans dont 24 mois maximum de préfinancement

Il se décompose en 2 périodes successives : une période dite "Période de préfinancement" décrite au paragraphe "Période de préfinancement" ci-après, suivie d'une période de remboursement des fonds mobilisés décrite au paragraphe "Période d'amortissement du capital consolidé".

1. PERIODE DE PREFINANCEMENT

1.1 DUREE

La Période de préfinancement est celle pendant laquelle doit intervenir le versement des fonds qu'ils soient versés en une ou plusieurs fois. Elle aura une durée maximale de **24 mois** qui commencera à courir à compter de la signature du contrat par le Prêteur, l'Emprunteur et ses Garants et après régularisation des garanties et levée des conditions suspensives éventuelles.

La Période de préfinancement prendra fin :

- A la date de point de départ d'amortissement du prêt ;
- ou le cas échéant, à la date de point de départ de la période de différé d'amortissement du prêt.

1.2 VERSEMENT DES FONDS

Toute demande de versement des fonds, en tout point conforme au modèle fourni en Annexe 1, devra être adressée par l'Emprunteur soit par télécopie, soit par courrier à son agence régionale, au minimum 15 jours calendaires avant la date de versement.

Le montant minimum de chaque tirage sera de **200 000,00 €uros**, étant précisé que le dernier versement devra intervenir **au plus tard à la fin de la période de préfinancement telle que définie au paragraphe 1.1** ; de ce fait, l'imprimé de la demande de versement des fonds devra être adressée au Prêteur **au plus tard 15 jours calendaires avant la fin de ladite Période**.

Le nombre maximum de tirages dans un mois calendaire donné ne pourra être supérieur à 2.

1.3 TAUX D'INTERET DE LA PERIODE DE PREFINANCEMENT

Taux indexé sur le **Livret A (2,00 %)** auquel il convient d'ajouter une **marge de 1,11**, soit au jour de la notification : **3,11%**.

Le taux d'intérêt est révisé en fonction du taux de rémunération servi aux titulaires du Livret A qui constitue l'indice de référence et dont la valeur est à la date d'établissement du contrat 2,00 %. Il s'agit d'un taux fixé par les pouvoirs publics.

Pendant la durée du prêt, à chaque échéance, le taux d'intérêt annuel (I) sera révisé dans les conditions suivantes :

- le taux d'intérêt révisé (I') du prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de rémunération servi aux titulaires du Livret A en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt.

Le taux ainsi révisé s'applique au capital restant dû.

Par ailleurs, il est précisé que le taux d'intérêt sera actualisé en cas de variation du taux du Livret A entre la date d'établissement et la date d'effet du contrat de prêt, par application de la même formule de révision.

En cas de disparition de l'indice de référence, le nouvel indice de référence sera fixé par le ministre chargé de l'Economie.

1.4 CALCUL ET PAIEMENT DES INTERETS ET COMMISSIONS PENDANT LE PREFINANCEMENT

Durant cette période, l'Emprunteur payera des intérêts, par **échéances trimestrielles**, à terme échu.

Les échéances seront exigibles le dernier jour de chaque période trimestrielle suivante.

Les intérêts seront décomptés sur la base d'un mois de 30 jours, d'un trimestre de 90 jours, d'un semestre de 180 jours et d'une année de 360 jours.

Les intérêts seront calculés prorata temporis sur l'encours des sommes mobilisées.

Les sommes versées porteront intérêts à compter de leur versement.
L'Emprunteur recevra un avis mentionnant les intérêts à payer, calculés conformément aux dispositions indiquées ci-dessus.

1.5 MODALITES DE CONSOLIDATION DES FONDS MOBILISES

Les sommes mobilisées seront consolidées en un prêt long terme dont les caractéristiques sont définies au paragraphe "Période d'amortissement du capital consolidé".

Cette consolidation interviendra à la date de versement intégral des fonds ou au plus tard au terme de la Période de préfinancement, telle qu'indiquée à l'Article 1.1 « DUREE »

Si au plus tard à la fin de la Période de préfinancement, le montant total du prêt n'est pas entièrement versé, le prêt sera réduit au montant des sommes effectivement utilisées à cette date, sauf prorogation de cette période expressément accordée par le Prêteur.

L'Emprunteur sera alors redevable d'une commission de dédit égale à 0,50 % du montant non mobilisé et non consolidé. Cette commission sera exigible à la fin de la Période de préfinancement. Elle sera prélevée sur le compte mentionné au paragraphe "Paiement des échéances".

Au terme de la Période de préfinancement aucun nouveau versement de fonds ne pourra plus intervenir, sauf accord exprès du Prêteur pour prolonger la Période de préfinancement.

En cas de versement intégral des fonds avant la fin de la Période de préfinancement, l'Emprunteur aura la faculté en accord avec le Prêteur, de différer le point de départ de l'amortissement du capital consolidé dans une période comprise entre la date qui suit le versement de la totalité des fonds et le terme la Période de préfinancement mentionné à l'article 1.1 DUREE.

Cette demande sera formalisée par l'Emprunteur sur le formulaire « demande de versement des fonds » relatif au dernier versement du prêt.

2. PERIODE D'AMORTISSEMENT DU CAPITAL CONSOLIDE

2.1 ECHEANCIER

120 échéances trimestrielles.

2.2 TAUX D'INTERET

Taux indexé sur le Livret A (2,00 %) auquel il convient d'ajouter une **marge de 1,11** , soit au jour de la notification : **3,11%**.

Le taux d'intérêt est révisé en fonction du taux de rémunération servi aux titulaires du Livret A qui constitue l'indice de référence et dont la valeur est à la date d'établissement du contrat 2,00 %. Il s'agit d'un taux fixé par les pouvoirs publics.

Pendant la durée du prêt, à chaque échéance, le taux d'intérêt annuel (I) sera révisé dans les conditions suivantes :

- le taux d'intérêt révisé (I') du prêt est déterminé selon la formule : $I' = I + DT$

où DT désigne la différence positive ou négative constatée entre le taux de rémunération servi aux titulaires du Livret A en vigueur à la date de la révision et celui en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt.

Le taux ainsi révisé s'applique au capital restant dû.

Par ailleurs, il est précisé que le taux d'intérêt sera actualisé en cas de variation du taux du Livret A entre la date d'établissement et la date d'effet du contrat de prêt, par application de la même formule de révision.

En cas de disparition de l'indice de référence, le nouvel indice de référence sera fixé par le ministre chargé de l'Economie.

2.3 MODE D'AMORTISSEMENT

Il s'opérera au moyen de **120 échéances trimestrielles** correspondant à l'échéancier d'amortissement du capital d'un emprunt, à échéances trimestrielles constantes, calculé au taux en vigueur pour la première période trimestrielle.

Dans le cas où le prêt aurait été consolidé pour un montant inférieur au montant maximum mentionné au paragraphe « caractéristiques financières du concours », le montant de l'amortissement de chaque période sera réduit dans la même proportion.

Un tableau d'amortissement définitif sera adressé à l'Emprunteur après consolidation des fonds.

2.4 CALCUL ET PAIEMENT DES INTERETS

Le montant des intérêts est déterminé par l'application du taux au capital restant dû au début de la période trimestrielle.

Le paiement des intérêts dus au titre de chaque période trimestrielle s'effectue à terme échu, à la même date que le remboursement du capital.

Les intérêts sont décomptés sur la base d'un mois de 30 jours, d'un trimestre de 90 jours, d'un semestre de 180 jours et d'une année de 360 jours.

3. TAUX EFFECTIF GLOBAL

Conformément aux dispositions, notamment, des articles L314-1 et R314-1 et suivants du Code de la consommation, et compte tenu des conditions financières énoncées dans la présente, il est indiqué que :

- la durée de la période d'intérêt est d'un trimestre
- le taux de la période est 0,78 %
- Le Taux Effectif Global, qui est le taux annuel proportionnel au taux de la période ressort à 3,12 %

Le TEG est calculé sur l'année civile. Calculé au jour de la notification, le TEG est donné à titre indicatif et tient compte du déblocage en une seule fois de la totalité du montant du prêt.

FRAIS DE DOSSIER

- Frais d'étude et de réalisation : **3 430,00 Euros**
- frais d'actes et de garantie : **Néant**

* L'intégralité des frais et commissions sera prélevée lors du 1^{er} versement des fonds.

* Au cas où il serait précisé au paragraphe "garanties" ci-après que tout ou partie de celles-ci seraient régularisées par un officier ministériel ou un cabinet juridique, les frais de ces derniers de même que tous droits et taxes relatifs à leurs actes, ne sont pas compris dans les frais de dossier dont le montant figure ci-dessus.

L'Emprunteur s'engage à les provisionner directement auprès desdits intervenants préalablement à tout versement ou mise en place du présent concours.

Des frais de 0,03 % du montant du concours, soit la somme de 686,08 Euros, correspondant à la commission d'instruction reversée à la Caisse des Dépôts et Consignations, seront prélevés en une seule fois sur le compte de l'Emprunteur, à la date du premier déblocage des fonds. Les frais ainsi perçus ne peuvent en aucun cas donner lieu à restitution.

Paiement des échéances

Le paiement des échéances sera effectué pendant toute la durée du prêt au moyen de prélèvements sur le compte n° 42559 10000 08011985485 11 ouvert dans les livres du CREDIT COOPERATIF de l'agence de LYON PART DIEU et dont le nombre, le montant et la date d'échéance sont indiqués dans les conditions particulières et sur le tableau d'amortissement qui sera adressé à l'Emprunteur.

Si l'Emprunteur met fin à cette autorisation sans permettre au Prêteur d'effectuer les prélèvements sur un autre compte, le prêteur pourra, prononcer l'exigibilité de la totalité du prêt.

Le présent concours est exclu de toute convention de compte courant.

V-GARANTIES ET CONDITIONS

GARANTIES

GARANTIE DU DEPARTEMENT DE L'ISERE, à hauteur de 33,33 % pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du contrat, SANS renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figurent ci-dessus.

Formalisation : celle-ci résulte des présentes

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes morales de droit privé, et plus particulièrement des articles L3231-4 et suivants, R3231-1, D3231-2 et D1511-30 et suivants dudit code.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

- à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.
- à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours.

En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts qui lui seront dues.

Par ailleurs, le garant renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

PIECES DEVANT ETRE PRODUITES AU PRETEUR PAR LE DEPARTEMENT - SIGNATURES

A - ENUMERATION DES PIECES EN QUESTION ET DE CE QU'ELLES DOIVENT PRINCIPALEMENT CONTENIR :

1/ a) L'ORGANE DE DECISION D'OCTROI DE LA GARANTIE EST DIRECTEMENT LE CONSEIL GENERAL :

la DELIBERATION du Conseil Général du Département garant décidant de l'octroi de la garantie et habilitant son Président du Conseil ou l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

b) L'ORGANE DE DECISION D'OCTROI DE LA GARANTIE EST UNE COMMISSION PERMANENTE :

La DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE du Département garant décidant de l'octroi de la garantie et habilitant le Président du Conseil ou l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

AINSI que la DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL du Département garant ayant délégué de manière générale ses compétences en matière d'octroi de garantie à ladite commission permanente.

2/ Au cas où le présent contrat ne serait pas signé par le Président du Conseil, il devra en sus être produit au Prêteur l'arrêté de délégation, émanant du Président du Conseil habilitant l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer le contrat.

La délibération de garantie devra impérativement comprendre dans le corps de son texte : l'identification de l'établissement prêteur et de l'emprunteur, l'objet exact de l'emprunt, les conditions de l'emprunt (montant, taux, index, durée, marge, type d'amortissement, franchise, etc.) ainsi que la quotité garantie et les conditions de mise en œuvre de la garantie.

Au titre du contrôle de légalité ; L'ENSEMBLE DE CES PIECES DEVRA ETRE CERTIFIE EXECUTOIRE c'est-à-dire revêtu de la mention ou du cachet de la date de transmission aux services Préfectoraux (ou cachet de dépôt émanant de la Préfecture) et de la date de publication ou d'affichage accompagné de la signature du Président du Conseil ou de son représentant dûment habilité.

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

- parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de ses nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 313,33 €uros (*sept cent soixante-deux mille trois cent treize €uros et trente-trois centimes*) auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

GARANTIE SIMPLE DE LA COMMUNE DE SALAISE SUR SANNE, à hauteur de 33,33 % pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, SANS renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figurent ci-dessus.

Formalisation : celle-ci résulte des présentes

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes morales de droit privé, et plus particulièrement des articles L2252-1 et suivants, D2252-1 et D1511-30 et suivants dudit code.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

- à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.
- à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours.

En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts commissions, frais et accessoires qui lui seront dues.

Par ailleurs, le garant renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

PIECES DEVANT ETRE PRODUITES AU PRETEUR PAR LE GARANT - SIGNATURES

A - ENUMERATION DES PIECES EN QUESTION ET DE CE QU'ELLES DOIVENT PRINCIPALEMENT CONTENIR :

1/ la DELIBERATION du conseil municipal de la Commune garante décidant de l'octroi de la garantie et habilitant son Maire ou l'un de ses adjoints ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

2/ Au cas où le présent contrat ne serait pas signé par le Maire, il devra en sus être produit au Prêteur l'arrêté de délégation, certifié exécutoire, émanant du Maire, habilitant l'un de ses adjoints ou conseillers à signer le contrat.

La délibération de garantie devra impérativement comprendre dans le corps de son texte : l'identification de l'établissement prêteur et de l'emprunteur, l'objet exact de l'emprunt, les conditions de l'emprunt (montant, taux, index, durée, marge, type d'amortissement, franchise, etc.) ainsi que la quotité garantie et les conditions de mise en œuvre de la garantie.

Au titre du contrôle de légalité, cette DELIBERATION DEVRA ETRE CERTIFIEE EXECUTOIRE c'est-à-dire revêtue de la mention ou du cachet de la date de transmission aux services Préfectoraux (ou cachet de dépôt en Préfecture) et de la date de publication ou d'affichage accompagné de la signature du Maire ou de son représentant dûment habilité.

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

- - parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- - faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de son nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 313,33 € (sept cent soixante-deux mille trois cent treize Euros et trente-trois centimes), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

GARANTIE SIMPLE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BIEVRE ET RHONE, à hauteur de 33,33 % pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, SANS renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figurent ci-dessus.

Formalisation : celle-ci résulte des présentes

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes morales de droit privé, et plus particulièrement des articles L2252-1 et suivants, D2252-1 et D1511-30 et suivants dudit code.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

- à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.
- à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours. En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts commissions, frais et accessoires qui lui seront dues.

Par ailleurs, le garant renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

PIECES DEVANT ETRE PRODUITES AU PRETEUR PAR LE GARANT - SIGNATURES

A - ENUMERATION DES PIECES EN QUESTION ET DE CE QU'ELLES DOIVENT PRINCIPALEMENT CONTENIR :

1/ la DELIBERATION du conseil municipal de la Commune garante décidant de l'octroi de la garantie et habilitant son Maire ou l'un de ses adjoints ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

2/ Au cas où le présent contrat ne serait pas signé par le Maire, il devra en sus être produit au Prêteur l'arrêté de délégation, certifié exécutoire, émanant du Maire, habilitant l'un de ses adjoints ou conseillers à signer le contrat.

La délibération de garantie devra impérativement comprendre dans le corps de son texte : l'identification de l'établissement prêteur et de l'emprunteur, l'objet exact de l'emprunt, les conditions de l'emprunt (montant, taux, index, durée, marge, type d'amortissement, franchise, etc.) ainsi que la quotité garantie et les conditions de mise en œuvre de la garantie.

Au titre du contrôle de légalité, cette DELIBERATION DEVRA ETRE CERTIFIEE EXECUTOIRE c'est-à-dire revêtue de la mention ou du cachet de la date de transmission aux services Préfectoraux (ou cachet de dépôt en Préfecture) et de la date de publication ou d'affichage accompagné de la signature du Maire ou de son représentant dûment habilité.

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

- - parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- - faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de ses nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 313,33 €uros (*sept cent soixante-deux mille trois cent treize €uros et trente-trois centimes*), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

CONDITIONS PREALABLES AU VERSEMENT DES FONDS

- Bouclage du plan de financement avec :
 - La justification d'un autofinancement à hauteur de 1 645 000,00 €uros
 - La justification de subventions du département à hauteur de 302 000,00 €uros
- Production du permis de construire purgé de tout recours.
- Production de l'agrément PLS
- Production des factures ou d'un état récapitulatif des dépenses justifiant l'objet du financement.

CLAUSE SPECIFIQUE RELATIVES AUX REMBOURSEMENTS ANTICIPES

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 4 des conditions générales, il est précisé que les remboursements anticipés pourront être soit :

Volontaires

- A. L'Emprunteur aura la faculté de rembourser par anticipation, tout ou partie du prêt, moyennant un préavis d'un mois avant l'échéance donné par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Prêteur.
- B. L'Emprunteur effectue, de sa propre initiative, le remboursement anticipé du prêt à concurrence de l'excédent constaté :
- le montant total des financements obtenus est supérieur au prix de revient de l'opération,
 - le prix réel de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du prêt.

Les sommes dues à ce titre sont exigibles au plus tard 1 an à compter de la date de la déclaration de la livraison de l'opération financées, ou en cas de pluralité d'opérations financées de la date de la dernière déclaration déposée.

Ces remboursements anticipés volontaires donneront lieu au paiement au profit du Prêteur d'une indemnité forfaitaire calculée sur les montants remboursés par anticipation et selon la formule ci-après :

Indemnité forfaitaire = $K \times 0,86\% \times (N/365)$ où K est égal au capital remboursé par anticipation majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (N) égal au nombre de jours compris entre la date de valeur du remboursement anticipé et la date de la dernière échéance de la Ligne de Prêt.

Obligatoires

La survenance de l'un ou l'autre des événements mentionnés ci-dessous donneront obligatoirement lieu à un remboursement anticipé :

- la cession ou destruction de l'immeuble financé à l'aide du présent prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires,

Dans ce cas, aucune indemnité n'est due.

- Le transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur final sur le bien financé,
- action judiciaire ou administrative tenant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Ces cas de remboursements anticipés obligatoires donneront lieu à la perception au profit du Prêteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Tirage en vigueur à la date du remboursement anticipé.

- la non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du prêt tel que défini au présent contrat, Il est convenu que la présente clause est stipulée dans l'intérêt exclusif du Prêteur et n'emporte aucune obligation pour le Prêteur de contrôler l'utilisation effective des fonds par l'Emprunteur,
- l'annulation de la décision favorable de l'Etat ouvrant droit à l'octroi du présent prêt,
- le non-respect par l'Emprunteur des dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux, telles que définies notamment par les articles R.331 – 17 à R.331 – 21 et R.372-20 à R.372-24 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Dans ces cas, les remboursements anticipés donneront lieu à la perception au profit du Prêteur d'une indemnité égale à 7% du montant des sommes remboursées par anticipation.

MODALITE PARTICULIERE

L'Emprunteur s'engage en son nom et celui de ses éventuels ayants causes à soumettre les opérations financées au contrôle de l'Agence Nationale de Contrôle du Logement Social (ANCOLS).

Chapitre II - Conditions Générales

Article 1 - Versement des fonds :

Le présent contrat sera formé et deviendra définitif dès sa signature par l'ensemble des parties étant précisé que cette signature devra intervenir au plus tard dans les 30 jours suivants la Date de Notification mentionnée aux Conditions Particulières sous peine de caducité, sauf accord des parties.

L'Emprunteur bénéficiaire du crédit donne, dès à présent, mandat au Prêteur de verser le montant net du prêt d'ordre et pour son compte entre ses mains ou celles de qui il appartiendra et, notamment, au compte bancaire qu'il fera connaître, après régularisation des conditions et garanties prévues au Chapitre I "Conditions Particulières".

Si des limitations étaient apportées par les autorités monétaires, le versement du prêt pourrait être retardé.

Si pour des raisons qui ne seraient imputables ni au Prêteur, ni à ses mandataires, ni à l'administration, aucun versement de fonds n'est intervenu dans un délai de trois mois à compter de la date de signature du présent contrat par l'Emprunteur, le présent Prêt sera caduc et aucun versement de fonds ne pourra plus intervenir, sauf accord des parties.

La période de préfinancement est celle pendant laquelle doit intervenir le versement des fonds qu'ils soient versés en une ou plusieurs fois. Elle aura la durée maximum prévue au Chapitre I « Conditions Particulières ».

La Période de préfinancement prendra fin soit à la date de point de départ d'amortissement du prêt soit le cas échéant, à la date du point de départ de la période de différé d'amortissement du prêt.

Si au terme de la Période de préfinancement telle que mentionnée au Chapitre I « Conditions Particulières », le montant total du prêt n'est pas entièrement versé, le prêt sera réduit au montant des sommes effectivement utilisées à cette date. Aucun nouveau versement de fonds ne pourra plus intervenir, sauf accord des parties.

Tout incident de paiement ou toute autre cause provoquant la déchéance du terme, survenu avant le versement intégral des fonds, entraîne, de plein droit, l'exigibilité immédiate des sommes déjà versées.

La date de versement des fonds ou la date de valeur détermine le point de départ du cours des intérêts.

Article 2 - Taux d'intérêt :

Le taux d'intérêt est fixé au Chapitre I "Conditions Particulières".

Le Prêteur se réserve le droit de le faire varier dans les circonstances suivantes :

- 1) Variation du taux de référence porté aux "Conditions Particulières" ;
- 2) Variation du taux des fonds mis à la disposition du Prêteur pour consentir le prêt lorsque les avances sont assorties de clauses d'affectation spéciale au bénéfice d'une ou plusieurs catégories d'Emprunteurs ;
- 3) Révocation de la garantie donnée par une société de caution mutuelle à un prêt bénéficiant d'un taux préférentiel ;
- 4) Non-respect des conditions particulières ouvrant droit à un taux préférentiel.

En cas de déchéance du terme, le taux de référence est celui en vigueur au jour de son prononcé.

Article 3 - Remboursement du prêt :

Le remboursement du prêt aura lieu, soit par échéances comportant l'amortissement du capital et les intérêts, soit par échéances ne comportant que l'amortissement du capital, les intérêts étant facturés à part, comme indiqué aux "Conditions Particulières". Le paiement de ces sommes dont l'Emprunteur se reconnaît expressément débiteur, s'effectuera par prélèvements sur le compte bancaire ou postal de l'Emprunteur.

Si l'Emprunteur met fin à cette autorisation sans permettre au Prêteur d'effectuer les prélèvements sur un autre compte, le Prêteur pourra prononcer l'exigibilité de la totalité du prêt dans les conditions ci-après définies aux articles 11 et 12. Tout changement de domiciliation bancaire devra être signalé au Prêteur deux mois au moins avant l'échéance à partir de laquelle la nouvelle domiciliation devra devenir effective.

Dans le cas où le prêt est assorti d'une période de différé d'amortissement, le versement de la totalité du prêt ou du premier acompte marque le départ de la période de différé d'amortissement; pendant cette période, seuls seront en principe recouvrés les intérêts, sauf dérogation prévue aux "Conditions Particulières".

Tout paiement reçu par le Prêteur au titre du prêt sera imputé, s'il est partiel, dans l'ordre de priorité suivant :

- en paiement de toutes les cotisations d'assurances et commissions dues et exigibles au titre du présent contrat ainsi que des frais, indemnités et accessoires afférents au prêt, puis
- en paiement de tous intérêts de retard dus et exigibles au titre du présent contrat, puis
- en paiement de tous intérêts dus et exigibles au titre du présent contrat, et enfin
- en paiement de toute somme en principal due et exigible au titre du présent contrat.

Article 4 - Remboursement anticipé total ou partiel :

L'Emprunteur aura la faculté de rembourser par anticipation, tout ou partie du prêt, moyennant un préavis d'un mois avant l'échéance donnée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Prêteur. En cas de remboursement partiel, celui-ci devra en tout état de cause, représenter une somme égale au moins au 1/10^{ème} du capital prêté sauf s'il s'agit de son solde.

Le Prêteur exigera, à l'occasion de tout remboursement anticipé, une indemnité selon les modalités définies ci-après:

- Remboursement anticipé d'un prêt à taux fixe :

Si le taux d'intérêt du prêt en taux fixe est supérieur au taux de réemploi défini ci-après, le remboursement anticipé, total ou partiel, est subordonné au paiement d'une indemnité destinée à compenser la perte financière résultant pour le Prêteur de ce remboursement anticipé.

Dans ce cadre, l'indemnité est égale à la différence entre :

- la valeur actuelle, calculée au taux de réemploi défini ci-dessous, des échéances (intérêts et capital) qu'aurait produit le capital remboursé par anticipation sur la base du taux fixe et sur sa durée résiduelle,
- et le capital remboursé par anticipation.

Le taux de réemploi est le taux de l'OAT à taux fixe dont la vie moyenne résiduelle est la plus proche, à la date de remboursement par anticipation, de la vie moyenne du prêt à taux fixe.

Le taux de réemploi est celui constaté le dernier jour de l'avant dernier mois précédant la date du remboursement anticipé.

Dans l'hypothèse où le taux de réemploi est supérieur au taux fixe du prêt donnant lieu au remboursement, l'indemnité est égale à 3% du capital remboursé par anticipation

- Remboursement anticipé d'un prêt à taux variable ou révisable :

Le remboursement anticipé, dans le cadre d'un prêt à taux variable ou révisable, est assujéti à une indemnité forfaitaire de 3% du capital remboursé par anticipation.

Selon le type de prêt, le remboursement anticipé partiel donne lieu :

- soit à un maintien de la durée du prêt avec réduction du montant des échéances ;
- soit à une réduction de la durée du prêt sans modification du montant des échéances.

Un tableau d'amortissement précisant les modalités de remboursement du capital restant dû sera remis à l'Emprunteur.

Article 5 - Règlements par prélèvements :

8.1 Prélèvement SEPA

Le Prêteur adopte, pour ses prélèvements automatiques, le format SEPA (Espace Unique de Paiement en Euro), SEPA étant la zone dans laquelle les particuliers, les entreprises et les autres acteurs économiques peuvent, à compter de cette date, effectuer et recevoir des paiements en euro au sein de l'Europe (actuellement définie comme les 27 Etats membres de l'UE plus l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein, Monaco et la Suisse), que ce soit à l'intérieur des frontières nationales ou à travers elles, dans les mêmes conditions et avec les mêmes droits et obligations quel que soit le lieu où ils se trouvent.

En conséquence, les identifiants des comptes bancaires sont au format BIC IBAN.

Dans ce cadre, le mandat de prélèvement SEPA remplace l'ancienne autorisation de prélèvement automatique. Ce mandat est caractérisé par un numéro appelé Référence Unique de Mandat (RUM).

Par ailleurs, s'agissant du créancier émetteur de prélèvements, l'Identifiant Créancier SEPA (ICS) remplace l'ancien Numéro National d'Emetteur (NNE).

8.2 Champ d'application du prélèvement SEPA

Dans l'hypothèse où le règlement des sommes dues au titre du présent crédit s'effectuerait par prélèvements sur un compte bancaire ouvert auprès d'un autre établissement, les prélèvements réalisés s'effectuent selon les conditions et modalités du prélèvement SEPA.

Il en sera également ainsi dans l'hypothèse où l'Emprunteur entendraient transférer le prélèvement des sommes dues au titre du présent crédit sur un autre compte ouvert auprès d'un autre établissement, étant précisé que ce transfert devra être constaté par voie d'avenant à l'occasion duquel il appartiendra à l'Emprunteur d'accorder au Prêteur un mandat de prélèvement SEPA.

8.3 Dispositions relatives au règlement des commissions, frais et accessoires

Dans l'hypothèse où les commissions, frais et accessoires dus à la date du premier versement du crédit, tels qu'éventuellement stipulés au Chapitre I "Conditions Particulières", ne seraient pas imputés sur le montant versé (versement « brut »), ces commissions, frais et accessoires seront prélevés sur le compte de l'Emprunteur à partir du premier jour ouvrable suivant la première utilisation du crédit.

8.4 Dispositions relatives aux réaménagements du crédit

En cas de réaménagement du crédit, la première échéance de l'échéancier réaménagé, de même que les commissions, frais et accessoires dus au titre de ce réaménagement, seront prélevés sur le compte de l'Emprunteur à partir du premier jour ouvrable suivant la date de signature de l'avenant constatant ce réaménagement.

8.5 Dispositions relatives à la représentation des impayés

A défaut de paiement d'une somme devant être réglée par prélèvement SEPA, le Prêteur pourra assurer une nouvelle présentation de son prélèvement SEPA, pour une somme correspondant au montant de l'impayé majoré des frais et intérêts de retard calculés dans les conditions stipulées aux présentes, à compter du cinquième jour ouvrable suivant la date de l'impayé constaté.

8.6 Réclamations – Révocation

En cas de réclamation ou de révocation relative à un prélèvement SEPA, l'Emprunteur devra adresser ses demandes au siège social du Prêteur.

Article 6 – Preuve :

La preuve de la réalisation du présent crédit de même que celle des remboursements effectués résultera des écritures du Prêteur.

Article 7 - Impôts :

Les taxes ou impôts qui viendraient grever les prêts ou avances consentis dans le cadre de l'ouverture de crédit avant qu'ils ne soient remboursés, devront, s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge du Prêteur, être acquittés par l'Emprunteur en sus des sommes exigibles.

Article 8 – Impayés :

Toute somme exigible et non payée à bonne date ainsi que tous frais et débours qui seraient avancés par le Prêteur à l'occasion du présent prêt, supporteront de plein droit des intérêts de retard au taux du prêt majoré de 3 (trois) points, sans qu'aucune mise en demeure soit nécessaire. Ces intérêts se capitaliseront de plein droit lorsqu'ils seront dus pour une année entière, conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du Code civil.

Il en sera de même de toutes avances faites par le Prêteur en l'acquit de l'Emprunteur, à partir jour où elles auront été effectuées, pour la sauvegarde de ses droits et garanties, notamment pour primes payées aux entreprises d'assurance, pour l'entretien ou la conservation des biens affectés en garantie et pour le recouvrement de sa créance.

Article 9 - Déchéance du terme :

La créance du Prêteur deviendra immédiatement exigible en son intégralité dans le cas où l'Emprunteur violerait ses statuts, ou les modifierait, ou changerait le montant et/ou la répartition du capital social de manière, soit à diminuer les garanties de solvabilité offertes, soit à perdre la qualité d'organisme pouvant bénéficier du concours du Prêteur.

De même, la créance du Prêteur deviendra de plein droit, et sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire immédiatement exigible, tant à l'égard de l'Emprunteur que de ses cautions dans les cas suivants :

- 1) Défaut de paiement d'une seule échéance à bonne date.
- 2) Inexactitude des renseignements comptables et autres déclarations fournies au Prêteur par l'Emprunteur à l'appui de la demande du concours, ou pendant la durée de son remboursement.
- 3) Cessation de l'activité professionnelle, cession, location ou mise en location-gérance du fonds de commerce, cession ou location de l'immeuble d'exploitation, cession ou location de matériel d'exploitation.
- 4) Pour une raison quelconque, l'une des garanties prévues au Chapitre I "Conditions Particulières" ne pourrait être valablement conférée ou recueillie au rang convenu.
- 5) Diminution des garanties de solvabilité ou de la valeur des sûretés constituées, pour quelque cause que ce soit et notamment par suite d'incendie ou de destruction partielle ou totale, ou d'expropriation.
- 6) Décès de l'Emprunteur s'il s'agit d'une exploitation personnelle ; dans ce cas, il y aura solidarité et indivisibilité entre ses héritiers, qui seront tenus de supporter les frais de signification prévus par l'article 877 du Code civil.
- 7) Décès d'une caution personne physique.
- 8) Dissolution, déconfiture, liquidation amiable ou judiciaire, cession globale de l'entreprise.
- 9) Exclusion de la Banque de France de la signature de l'Emprunteur.
- 10) Dénonciation de procédure tendant à la mise en vente de l'immeuble ou du fonds de commerce, ou de l'un de ses éléments.
- 11) Défaut de paiement par l'Emprunteur d'une somme exigible due à quiconque et correspondant notamment à des contributions fiscales ou taxes et cotisations sociales, ou survenance de l'exigibilité anticipée, pour quelque cause que ce soit, des sommes dues au titre d'un crédit quelconque accordé à l'Emprunteur par le Prêteur ou par un tiers dans le cadre d'un autre contrat, sauf si l'Emprunteur a contesté de bonne foi l'exigibilité de sa dette et saisi le tribunal compétent de cette contestation, auquel cas le manquement reproché à l'Emprunteur ne lui sera pas opposable par le Prêteur tant que le tribunal n'aura pas confirmé l'exigibilité de la dette en cause.
- 12) En cas de comportement gravement répréhensible de l'Emprunteur, comme au cas où la situation de l'Emprunteur s'avérerait irrémédiablement compromise au sens de l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier.
- 13) En cas de résiliation de contrats significatifs ou perte d'une autorisation nécessaire à l'activité de l'Emprunteur.
- 14) D'une façon générale, défaut d'exécuter l'une quelconque des obligations mises à la charge de l'Emprunteur ou de ses cautions par les clauses du présent contrat et, notamment, dans le cas où l'utilisation des fonds ne serait pas conforme à l'objet défini dans les conditions particulières.

Article 10 - Sanctions de la déchéance du terme :

La créance résultant de la déchéance du terme comprend :

- 1) Les échéances impayées, en capital, intérêts et commissions.
- 2) Le capital restant dû à la date du prononcé de la déchéance du terme.
- 3) Les intérêts courus au taux du contrat entre d'une part, la date de la dernière échéance impayée précédant le prononcé de la déchéance du terme et d'autre part, la date du prononcé de la déchéance du terme, sur le capital déterminé au 2) ci-dessus.
- 4) Les intérêts produits par ces trois premiers éléments constitutifs, calculés aux taux du contrat majoré de trois points, jusqu'à parfait paiement.
- 5) Tous les frais de justice et honoraires exposés pour parvenir au recouvrement.
- 6) Une indemnité forfaitaire due dans tous les cas, destinée à réparer l'ensemble des troubles que subit le Prêteur du fait du non-respect par l'Emprunteur des obligations mises à sa charge, ce qui est expressément accepté par l'Emprunteur et ses cautions. Cette indemnité est égale à 5% de l'ensemble des sommes dues au jour de la déchéance du terme.

Article 11 - Communication des documents :

L'Emprunteur s'engage à aviser sans délai le Prêteur de toutes modifications de ses statuts, de ses organes de direction ou de son organisation, et à lui fournir dans les six (6) mois suivant leur approbation ses comptes sociaux annuels, revêtus du visa du Commissaire aux comptes ou certifiés sincères en l'absence de Commissaire aux comptes.

Les personnes physiques, Emprunteur et cautions, s'engagent à fournir au Prêteur tous renseignements concernant leur régime matrimonial et notamment à lui signaler immédiatement toutes modifications qui y seraient apportées pendant la durée du crédit.

Article 12 - Délégations d'assurances :

Risque décès – perte totale et irréversible d'autonomie – incapacité de travail

Pour garantir l'exécution des engagements de l'Emprunteur, celui-ci ou tout autre personne désignée au Chapitre I « Conditions Particulières » du présent contrat, s'engage à toute demande du Prêteur, à contracter auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, une assurance contre les risques décès, perte totale et irréversible d'autonomie et incapacité de travail et à en déléguer le bénéfice au Prêteur pendant toute la durée de remboursement du présent crédit.

Dans le cas où le dossier de la personne à assurer serait accepté par l'Assurance-Groupe souscrite par le Prêteur, celui-ci pourra intégrer le montant des primes au montant des échéances prévues au Chapitre I "Conditions Particulières" du présent contrat. Cette intégration cesse de plein droit dès le prononcé de la déchéance du terme, l'assuré perdant alors le bénéfice de la couverture de l'assurance.

Risque incendie et responsabilité civile

Sauf dans les cas où une assurance est rendue obligatoire par la réglementation, le Prêteur recommande à l'Emprunteur de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable, une assurance le garantissant de tous dommages. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur souscrirait une telle assurance, le Prêteur sera subrogé dans les droits de l'Emprunteur au titre de l'indemnité d'assurance. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas une telle assurance, le Prêteur attire son attention sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.

Article 13 – Garanties :

Pour garantir le remboursement du crédit en principal, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, l'Emprunteur s'engage à conférer au Prêteur toutes les garanties, tant réelles que personnelles, qui sont prévues au Chapitre I "Conditions Particulières" et qu'il a acceptées.

Il est formellement convenu que :

- Le Prêteur aura et exercera sur le ou les biens donnés en garantie tous les droits, actions et privilèges, conférés par la loi au créancier bénéficiant d'un gage, d'une hypothèque ou d'un privilège, pour se faire payer sur le prix à en provenir, du montant de toutes les sommes qui pourraient être dues par l'Emprunteur ou sa (ses) caution(s), en principal, intérêts commissions, frais et accessoires et ce, par préférence aux autres.

- Le Prêteur ne sera pas tenu, pour sauvegarder ses droits, de procéder en premier lieu à la réalisation du gage. Il pourra toujours prendre toutes les mesures conservatoires et entreprendre telles procédures qu'il jugera utiles à la défense de ses intérêts sur les autres biens de l'Emprunteur ou ceux de sa (ses) caution(s).

L'Emprunteur et les cautions s'engagent à ne pas consentir de garanties hypothécaires ou autres garanties réelles ou personnelles, sans en avoir préalablement informé le Prêteur.

Article 14 - Compensation :

L'Emprunteur autorise le Prêteur à compenser de plein droit les sommes dont il serait redevable, à un titre quelconque, au titre du prêt, avec toutes celles que le Prêteur pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre le Prêteur et l'Emprunteur.

Article 15 – Radiation :

Lorsque l'Emprunteur se sera entièrement libéré des sommes dues en principal, intérêts, commission, et accessoires, il pourra demander qu'à ses frais avancés il soit procédé à la radiation de la ou des inscriptions de sûretés réelles prises pour garantir le remboursement du présent crédit.

Article 16 - Absence de renonciation :

Aucun retard, ni aucune omission ou abstention de la part du Prêteur dans l'exercice de l'un quelconque de ses droits aux termes du présent contrat, ne portera atteinte audit droit ni ne sera considéré comme impliquant de sa part une renonciation à se prévaloir de ce droit. Les droits et recours stipulés au présent contrat sont cumulatifs et non exclusifs d'aucun droit ou recours que le Prêteur pourrait avoir par ailleurs.

En outre, le présent contrat conservera ses pleins et entiers effets quelles que soient les modifications que pourra subir la structure et la personnalité juridique du Prêteur, notamment en cas de fusion, absorption ou scission, qu'il y ait ou non création d'une personne morale nouvelle.

Article 17 – Frais :

Tous les frais des présentes, ainsi que ceux qui pourraient surgir ultérieurement, notamment en cas de procédure engagée par suite de la défaillance de l'Emprunteur ou des cautions ou de la déchéance du terme, sont à la charge de l'Emprunteur qui s'y oblige.

Dès à présent, l'Emprunteur donne mandat au Prêteur, pour prélever, s'il y a lieu, sur le montant du crédit accordé, les frais de dossier afférents aux présentes, tels qu'ils sont indiqués au Chapitre I "Conditions Particulières".

En outre, l'Emprunteur s'oblige à supporter les droits, taxes et impôts dont la présente opération peut être passible.

Article 18 - Substitution d'indice :

En cas de modification affectant la composition et/ou la définition des taux ou des indices auxquels il est fait référence dans le présent contrat, de même qu'en cas de disparition de ces taux ou de ces indices et de substitution d'un taux ou d'un indice de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, les taux ou les indices issus de cette modification ou de cette substitution s'appliqueront de plein droit.

Paraphe obligatoire

PLS 2018 avec Ph Mobil – 06.2018

14

En cas de modification des taux ou des indices auxquels il est fait référence dans le présent contrat sans substitution d'un taux ou d'un indice de même nature ou équivalent, le Prêteur proposera à l'Emprunteur un nouveau taux ou indice de référence, le montant des intérêts étant calculé sur la base de ce nouveau taux ou indice dans des conditions identiques à celles prévues initialement aux présentes conditions particulières.

En cas de disparition de l'indice de référence, le nouvel indice de référence sera fixé par le Ministre chargé de l'Economie, le montant des intérêts étant calculé sur la base de ce nouvel indice dans des conditions identiques à celles prévues initialement aux présentes conditions particulières.

En cas d'absence de réponse de l'Emprunteur, dans le délai de 30 jours à compter de la notification de la proposition du Prêteur, le nouveau taux ou indice de référence s'appliquera au prêt à compter de la date mentionnée dans la notification du Prêteur.

En cas de refus de l'Emprunteur, dans le délai de 30 jours à compter de ladite notification, l'Emprunteur devra rembourser par anticipation le prêt dans les conditions prévues aux présentes conditions générales.

Article 19 - Taux effectif global :

Pour satisfaire aux prescriptions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier et des articles L. 314-1 à L. 314-5 du Code de la consommation, il est précisé que le taux effectif global du crédit indiqué au Chapitre I "Conditions Particulières" est calculé selon la méthode indiquée par les articles R. 314-1 et suivants du Code de la consommation.

Article 20 – Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent contrat, et plus généralement de notre relation, le CREDIT COOPERATIF recueille et traite des données à caractère personnel vous concernant et concernant les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation (mandataire, représentant légal, caution, contact désigné, préposé, bénéficiaire effectif, membre de votre famille..).

Les informations vous expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont vous disposez sur vos données figurent dans notre Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel.

Cette notice est portée à votre connaissance lors de la première collecte de vos données. Vous pouvez y accéder à tout moment, sur notre site internet www.credit-cooperatif.coop ou en obtenir un exemplaire auprès de votre agence. Le CREDIT COOPERATIF communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Article 21 - Autonomie des dispositions :

Au cas où l'une quelconque des dispositions du présent contrat deviendrait ou serait déclarée nulle, interdite ou sans effet, la validité des autres dispositions du contrat n'en serait pas pour autant remise en question.

Article 22 - Garantie des dépôts dans les Etablissements de crédit information de la clientèle :

En application des articles L. 312-4 et suivants du Code monétaire et financier et des textes pris pour leur application, l'établissement de crédit qui recueille vos dépôts est couvert par un dispositif agréé par les pouvoirs publics.

Article 23 - Application de l'article L 214-172 du Code monétaire et financier :

Il est précisé qu'en cas de cession par le Prêteur à un Fonds commun de créances, de sa créance contre l'Emprunteur au titre du présent concours, le Prêteur se réserve la possibilité d'en confier le recouvrement à un autre établissement de crédit ou à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Article 24 - Langue et loi applicables – tribunaux compétents :

La présente convention est soumise à la loi française et à la compétence des tribunaux français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les parties acceptent l'attribution de juridiction, devant les "TRIBUNAUX DU SIEGE SOCIAL DU PRETEUR", sous réserve des dispositions de l'article 48 du Code de procédure civile.

Article 25 – Signification :

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes pour les faire signifier -partout où besoin sera- et faire toutes formalités légales.

Article 26 - Election de domicile :

Pour l'exécution des présentes et de leur suite, les parties font élection de domicile, à savoir

- le Prêteur en son siège social :
12 Boulevard Pesaro – CS 10002 - 92024 Nanterre Cedex ;
- l'Emprunteur à l'adresse indiquée au Chapitre II «Conditions particulières».

Article 27 - Numérisation de l'acte – Convention sur la preuve :

Le(s) signataire(s) a (ont) pris note que le Prêteur pourra conserver le présent document sous la forme numérisée. Il(s) accepte(nt) donc expressément comme mode de preuve la version électronique du présent document conservée par les systèmes du Prêteur.

Fait à NANTERRE, le 13 décembre 2022

en 5 exemplaire(s)

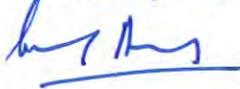
Le Crédit Coopératif

L'Emprunteur : ENTREPRENDRE POUR HUMANISER LA DEPENDANCE - EHD

(nom prénom et qualité du signataire + signature + mention manuscrite)

« Bon pour la somme de 2 286 940,00 (deux millions deux cent quatre-vingt-six mille neuf cent quarante) Euros en principal plus tous intérêts, frais, accessoires et indemnité de résiliation dans les conditions mentionnées ci-dessus »

Bon pour la somme de 2 286 940,00 (deux millions deux cent quatre-vingt-six mille neuf cent quarante) Euros en principal, plus des intérêts, frais, accessoires et indemnité de résiliation dans les conditions mentionnées ci-dessus.



Entreprendre pour Humaniser la Dépendance
69 chemin de Vassieux
69300 CALUIRE
Tél. : 04.78.30.33.10 - Fax : 04.27.82.66.00

Le Garant : DEPARTEMENT DE L'ISERE

(nom prénom et qualité du signataire + signature + mention manuscrite)

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 313,33 Euros (sept cent soixante-deux mille trois cent treize Euros et trente-trois centimes) auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

Le Garant : COMMUNE DE SALAISE SUR SANNE

(nom prénom et qualité du signataire + signature + mention manuscrite)

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 313,33 Euros (sept cent soixante-deux mille trois cent treize Euros et trente-trois centimes), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

Le Garant : COMMUNAUTE DE COMMUNES

Paraphe obligatoire

PLS 2018 avec Ph Mobil - 06.2018
27

BODI N°398 de Juin2023-Tome 1-Partie 2

16

(nom prénom et qualité du signataire + signature + mention manuscrite)

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 313,33 € (sept cent soixante-deux mille trois cent treize euros et trente-trois centimes), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

ENTREPRENDRE POUR HUMANISER LA
DEPENDANCE - EHD
69 CHEMIN DE VASSIEUX
69300 CALUIRE-ET-CUIRE

S/Couvert de l'Agence LYON PART DIEU

REA / FT
Tél. : 01.47.24.92.98
Dossier : A922206C
N° Personne : 904379377

Nanterre, le 12 mai 2023

LETTRE VALANT AVENANT

Messieurs,

Nous nous référons au contrat de prêt de 2 286 940,00 €uros cité en référence, signé sous seing privé le 13/12/2022, destiné à financement de la construction de 24 logements sis Rue Louis Saillant 38150 SALAISE-SUR-SANNE, pour lequel le taux est à 3,11% sur une durée de 32 ans dont 24 mois maximum de préfinancement.

1/ Ce concours est assorti entre autres, des conditions de garanties suivantes :

GARANTIE DU DEPARTEMENT DE L'ISERE, à hauteur de 33,33 % pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du contrat, SANS renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figurent ci-dessus.

Formalisation : celle-ci résulte des présentes

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes morales de droit privé, et plus particulièrement des articles L3231-4 et suivants, R3231-1, D3231-2 et D1511-30 et suivants dudit code.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

- à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.
- à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours.

En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts qui lui seront dues.

Par ailleurs, le garant renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

PIECES DEVANT ETRE PRODUITES AU PRETEUR PAR LE DEPARTEMENT - SIGNATURES

A - ENUMERATION DES PIECES EN QUESTION ET DE CE QU'ELLES DOIVENT PRINCIPALEMENT CONTENIR :

1/ a) L'ORGANE DE DECISION D'OCTROI DE LA GARANTIE EST DIRECTEMENT LE CONSEIL GENERAL :
la DELIBERATION du Conseil Général du Département garant décidant de l'octroi de la garantie et habilitant son Président du Conseil ou l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

b) L'ORGANE DE DECISION D'OCTROI DE LA GARANTIE EST UNE COMMISSION PERMANENTE :
La DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE du Département garant décidant de l'octroi de la garantie et habilitant le Président du Conseil ou l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.
AINSI que la DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL du Département garant ayant délégué de manière générale ses compétences en matière d'octroi de garantie à ladite commission permanente.

2/ Au cas où le présent contrat ne serait pas signé par le Président du Conseil, il devra en sus être produit au Prêteur l'arrêté de délégation, émanant du Président du Conseil habilitant l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer le contrat.

La délibération de garantie devra impérativement comprendre dans le corps de son texte : l'identification de l'établissement prêteur et de l'emprunteur, l'objet exact de l'emprunt, les conditions de l'emprunt (montant, taux, index, durée, marge, type d'amortissement, franchise, etc.) ainsi que la quotité garantie et les conditions de mise en œuvre de la garantie.

Au titre du contrôle de légalité ; L'ENSEMBLE DE CES PIECES DEVRA ETRE CERTIFIE EXECUTOIRE c'est-à-dire revêtu de la mention ou du cachet de la date de transmission aux services Préfectoraux (ou cachet de dépôt émanant de la Préfecture) et de la date de publication ou d'affichage accompagné de la signature du Président du Conseil ou de son représentant dûment habilité.

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

Crédit Coopératif
Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable • RCS Nanterre 349 974 931 • APE 6419 Z
TVA FR 06 349 974 931 • Courtier en assurance ORIAS 07 005 463
Siège social : 12, Boulevard Pesaro • CS 10002 • 92024 Nanterre cedex
Téléphone : 01 47 24 85 00 • www.credit-cooperatif.coop



- parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de ses nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 313,33 € (sept cent soixante-deux mille trois cent treize € et trente-trois centimes) auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

GARANTIE SIMPLE DE LA COMMUNE DE SALAISE SUR SANNE, à hauteur de 33,33 % pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, SANS renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figurent ci-dessus.

Formalisation : celle-ci résulte des présentes

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes morales de droit privé, et plus particulièrement des articles L2252-1 et suivants, D2252-1 et D1511-30 et suivants dudit code.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

- à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.
- à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours.

En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts commissions, frais et accessoires qui lui seront dues.

Par ailleurs, le garant renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

Crédit Coopératif

Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable • RCS Nanterre 349 974 931 • APE 6419 Z

TVA FR 06 349 974 931 • Courtier en assurance ORIAS 07 005 463

Siège social : 12, Boulevard Pesaro • CS 10002 • 92024 Nanterre cedex

Téléphone : 01 47 24 85 00 • www.credit-cooperatif.coop

PIECES DEVANT ETRE PRODUITES AU PRETEUR PAR LE GARANT - SIGNATURES

A - ENUMERATION DES PIECES EN QUESTION ET DE CE QU'ELLES DOIVENT PRINCIPALEMENT CONTENIR :

1/ la DELIBERATION du conseil municipal de la Commune garante décidant de l'octroi de la garantie et habilitant son Maire ou l'un de ses adjoints ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

2/ Au cas où le présent contrat ne serait pas signé par le Maire, il devra en sus être produit au Prêteur l'arrêté de délégation, certifié exécutoire, émanant du Maire, habilitant l'un de ses adjoints ou conseillers à signer le contrat.

La délibération de garantie devra impérativement comprendre dans le corps de son texte : l'identification de l'établissement prêteur et de l'emprunteur, l'objet exact de l'emprunt, les conditions de l'emprunt (montant, taux, index, durée, marge, type d'amortissement, franchise, etc.) ainsi que la quotité garantie et les conditions de mise en œuvre de la garantie.

Au titre du contrôle de légalité, cette DELIBERATION DEVRA ETRE CERTIFIEE EXECUTOIRE c'est-à-dire revêtue de la mention ou du cachet de la date de transmission aux services Préfectoraux (ou cachet de dépôt en Préfecture) et de la date de publication ou d'affichage accompagné de la signature du Maire ou de son représentant dûment habilité.

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

- - parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- - faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de ses nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 313,33 € (sept cent soixante-deux mille trois cent treize € et trente-trois centimes), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

GARANTIE SIMPLE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BIEVRE ET RHONE, à hauteur de 33,33 % pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, SANS renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figurent ci-dessus.

Formalisation : celle-ci résulte des présentes

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes morales de droit privé, et plus particulièrement des articles L2252-1 et suivants, D2252-1 et D1511-30 et suivants dudit code.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

- à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.
- à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours. En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts commissions, frais et accessoires qui lui seront dues.

Par ailleurs, le garant renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

PIECES DEVANT ETRE PRODUITES AU PRETEUR PAR LE GARANT - SIGNATURES

A - ENUMERATION DES PIECES EN QUESTION ET DE CE QU'ELLES DOIVENT PRINCIPALEMENT CONTENIR :

1/ la DELIBERATION du conseil municipal de la Commune garante décidant de l'octroi de la garantie et habilitant son Maire ou l'un de ses adjoints ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

2/ Au cas où le présent contrat ne serait pas signé par le Maire, il devra en sus être produit au Prêteur l'arrêté de délégation, certifié exécutoire, émanant du Maire, habilitant l'un de ses adjoints ou conseillers à signer le contrat.

La délibération de garantie devra impérativement comprendre dans le corps de son texte : l'identification de l'établissement prêteur et de l'emprunteur, l'objet exact de l'emprunt, les conditions de l'emprunt (montant, taux, index, durée, marge, type d'amortissement, franchise, etc.) ainsi que la quotité garantie et les conditions de mise en œuvre de la garantie.

Au titre du contrôle de légalité, cette DELIBERATION DEVRA ETRE CERTIFIEE EXECUTOIRE c'est-à-dire revêtue de la mention ou du cachet de la date de transmission aux services Préfectoraux (ou cachet de dépôt en Préfecture) et de la date de publication ou d'affichage accompagné de la signature du Maire ou de son représentant dûment habilité.

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

- - parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- - faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de ses nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 313,33 €uros (*sept cent soixante-deux mille trois cent treize Euros et trente-trois centimes*), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

2/ D'un commun accord entre les parties, il est convenu de porter le cautionnement du Département de l'Isère à hauteur de 33,34% soit 762 465,80 €uros et les cautionnements de la Commune de Salaise-sur-Sanne et de la communauté de communes de Bièvre-et-Rhône à hauteur de 33,33% soit 762 237,10 €uros chacune.

:

Nous vous rappelons que, concernant les règlements par prélèvements, les dispositions ci-dessous s'appliquent :

1. Prélèvement SEPA

A compter du 20 novembre 2013, le Prêteur adopte, pour ses prélèvements automatiques, le format SEPA (Espace Unique de Paiement en Euro), SEPA étant la zone dans laquelle les particuliers, les entreprises et les autres acteurs économiques peuvent, à compter de cette date, effectuer et recevoir des paiements en euro au sein de l'Europe (actuellement définie comme les 27 Etats membres de l'UE plus l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein, Monaco et la Suisse), que ce soit à l'intérieur des frontières nationales ou à travers elles, dans les mêmes conditions et avec les mêmes droits et obligations quel que soit le lieu où ils se trouvent.

En conséquence, à compter de cette date, les identifiants des comptes bancaires passent au format BIC IBAN.

Dans ce cadre, le mandat de prélèvement SEPA remplace l'ancienne autorisation de prélèvement automatique. Ce mandat est caractérisé par un numéro appelé Référence Unique de Mandat (RUM).

Par ailleurs, s'agissant du créancier émetteur de prélèvements, l'Identifiant Créancier SEPA (ICS) remplace l'ancien Numéro National d'Emetteur (NNE).

2. Champ d'application du prélèvement SEPA

Dans l'hypothèse où le règlement des sommes dues au titre du présent crédit s'effectueraient par prélèvements sur un compte bancaire ouvert auprès d'un autre établissement, les prélèvements réalisés s'effectuent, à compter de la date susvisée selon les conditions et modalités du prélèvement SEPA.

Il en sera également ainsi dans l'hypothèse où l'Emprunteur entendrait transférer le prélèvement des sommes dues au titre du présent crédit sur un autre compte ouvert auprès d'un autre établissement, étant précisé que ce transfert devra être constaté par voie d'avenant à l'occasion duquel il appartiendra à l'Emprunteur d'accorder au Prêteur un mandat de prélèvement SEPA.

3. Dispositions relatives au règlement des commissions, frais et accessoires

Dans l'hypothèse où les commissions, frais et accessoires dus à la date du premier versement du crédit, tels qu'éventuellement stipulés au Chapitre I "Conditions Particulières", ne seraient pas imputés sur le montant versé (versement « brut »), ces commissions, frais et accessoires seront prélevés sur le compte de l'Emprunteur à partir du premier jour ouvrable suivant la première utilisation du crédit.

4. Dispositions relatives aux réaménagements du crédit

En cas de réaménagement du crédit, la première échéance de l'échéancier réaménagé, de même que les commissions, frais et accessoires dus au titre de ce réaménagement, seront prélevés sur le compte de l'Emprunteur à partir du premier jour ouvrable suivant la date de signature de l'avenant constatant ce réaménagement.

5. Dispositions relatives à la représentation des impayés

A défaut de paiement d'une somme devant être réglée par prélèvement SEPA, le Prêteur pourra assurer une nouvelle présentation de son prélèvement SEPA, pour une somme correspondant au montant de l'impayé majoré des frais et intérêts de retard calculés dans les conditions stipulées aux présentes, à compter du cinquième jour ouvrable suivant la date de l'impayé constaté.

6. Réclamations – Révocation

En cas de réclamation ou de révocation relative à un prélèvement SEPA, l'Emprunteur devra adresser ses demandes au siège social du Prêteur.



Pour toutes les autres modalités assortissant ce crédit, les parties s'en réfèrent à l'acte sous seing privé du 25/11/2022, qui fait partie intégrante des présentes, lesquelles n'apportent pas novation.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

Fait à Nanterre, en 5 exemplaires, le 12 mai 2023.

Le Prêteur : CREDIT COOPERATIF

L'Emprunteur :

Cachet commercial + nom et qualité du signataire + "bon pour accord"+signature

Bernard DOUERT, Président du Comité de pilotage de l'E.H.D.
- E.H.D. B - (bon accord)
[Signature]

E.H.D.
Entreprendre pour Humaniser la Dépendance
69 chemin de Vassieux
69300 CALUIRE
Tél. : 04 78 30 33 10 - Fax : 04 27 82 66 00

Le Garant : DEPARTEMENT DE L'ISERE

(nom prénom et qualité du signataire + signature + mention manuscrite)

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de **762 465,80** Euros (sept cent soixante-deux mille quatre cent soixante-cinq Euros et quatre-vingt centimes) auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

Le Garant : COMMUNE DE SALAISE SUR SANNE

(nom prénom et qualité du signataire + signature + mention manuscrite)

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 237,10 €uros (*sept cent soixante-deux mille deux cent trente-sept €uros et dix centimes*), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."



Le Garant : COMMUNAUTE DE COMMUNES

(nom prénom et qualité du signataire + signature + mention manuscrite)

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 762 237,10 €uros (*sept cent soixante-deux mille deux cent trente-sept €uros et dix centimes*), auquel s'ajoutent les intérêts, intérêts de retard, indemnités, frais et accessoires, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

Dans le cadre de la signature et de l'exécution des présentes, et plus généralement de notre relation, le Prêteur recueille et traite des données à caractère personnel concernant l'Emprunteur et les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation. Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont les personnes concernées disposent sur leurs données figurent dans la Notice d'information du Prêteur sur le traitement des données à caractère personnel. Cette notice est portée à la connaissance des personnes concernées lors de la première collecte de leurs données. Elles peuvent y accéder à tout moment, sur le site internet du Prêteur <https://www.credit-cooperatif.coop/Protection-des-Donnees-a-Caractere-Personnel> ou en obtenir un exemplaire auprès de leur centre d'affaires. Le Prêteur communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Crédit Coopératif
Société coopérative anonyme de Banque Populaire à capital variable • RCS Nanterre 349 974 931 • APE 6419 Z
TVA FR 06 349 974 931 • Courtier en assurance ORIAS 07 005 463
Siège social : 12, Boulevard Pesaro • CS 10002 • 92024 Nanterre cedex
Téléphone : 01 47 24 85 00 • www.credit-cooperatif.coop



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**
Séance du 30 juin 2023
DOSSIER N° 2023 CP06 F 34 102

Objet : Garantie d'emprunt pour l'association Sainte Agnès – réhabilitation du foyer Le Planeau à Saint-Martin-Le-Vinoux

Politique : Finances

Programme :

Opération :

Service instructeur : DFI/SFP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

L'an deux mille vingt-trois, le trente juin à onze heures, la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère s'est réunie à l'Hôtel du Département sur la convocation et sous la présidence de M. Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental.

Membres de conseillers départementaux en exercice :	58
Présents :	51
Représentés :	6
Absents :	1

Présents : M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, Mme Nathalie Faure, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay

Représentés : Mme Imen De Smedt donne pouvoir à M. Bernard Perazio, M. Michel Doffagne donne pouvoir à M. Christophe Borg, M. Gérard Dézempte donne pouvoir à Mme Annick Merle, Mme Martine Faïta donne pouvoir à M. Roger Marcel, Mme Joëlle Hours donne pouvoir à M. Franck Benhamou, Mme Frédérique Puissat donne pouvoir à M. Damien Michallet

Absents : M. Pierre-Didier Tchétché

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 F 34 102

Numéro provisoire : 5173 - Code matière : 7.3.3

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :
Finances - accorder les garanties d'emprunt ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 04-07-2023

Exécutoire le : 04-07-2023

Publication le : 04-07-2023

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu la délibération du 24 juin 2022 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère donne délégation à la commission permanente en matière de garanties d'emprunts,

Vu la délibération 2015 BP F34 05 du 17 décembre 2015 par laquelle le Conseil départemental de l'Isère précise les modalités d'attribution des garanties d'emprunts au logement et à l'hébergement social et médico-social,

Vu la demande de l'association Sainte Agnès tendant à obtenir la garantie du Département de l'Isère,

Vu le contrat de prêt références J4629393 entre l'association Sainte Agnès et le Crédit Coopératif,

Vu le rapport du Président N°2023 CP06 F 34 102,

Vu l'avis de la Commission Finances, ressources humaines, moyens généraux,

DECIDE

Article 1 : la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère accorde sa garantie, à hauteur de 70 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 500 000,00 €, souscrit par l'association Sainte Agnès auprès du Crédit Coopératif, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt références J4629393.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 350 000,00 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Ce prêt est accordé pour la réhabilitation du foyer Le Planeau à Saint – Martin - Le Vinoux.

Article 2 : la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée du Crédit Coopératif, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : le Conseil départemental de l'Isère s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article 4 : la commission permanente autorise le Président du Conseil départemental de l'Isère à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et autorise la signature de tout document se rapportant à ce dossier.

Pour :	57	M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Imen De Smedt, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, M. Michel Doffagne, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, M. Gérard Dézempte, Mme Nathalie Faure, Mme Martine Faïta, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Joëlle Hours, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, Mme Frédérique Puissat, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay
Contre :		
Abstention :		
Ne prend pas part au vote :		

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier

Annexe 1 : modalités d'attribution des garanties d'emprunts du Département

A) Dans le cadre de nouvelles demandes de garanties d'emprunts :

Par délibération du 17 décembre 2015, le Conseil départemental a modifié ses modalités d'octroi des garanties d'emprunts au logement et à l'hébergement social et a adopté les modalités d'attribution suivantes :

Concernant la production et la réhabilitation de logements sociaux :

- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est supérieure à 20 000 habitants (population municipale), le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts,
- sur le territoire des groupements intercommunaux à fiscalité propre dont la population est inférieure à 20 000 habitants (population municipale), la caution du Département est de 30 %, uniquement pour les Prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI).

Concernant le logement et l'accueil des populations spécifiques (la réglementation reste inchangée) :

- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) relevant de la compétence du Département, la caution accordée est de 100 %, quel que soit le territoire d'implantation de l'établissement,
- pour le secteur social et médico-social (personnes âgées, personnes handicapées, enfance) ne relevant pas de sa compétence, le Département n'accorde pas de garanties d'emprunts.

B) Dans le cadre de réaménagements impactant la durée résiduelle de l'emprunt :

Par délibération du 12 avril 2019, le Conseil départemental a modifié ses modalités de réitération de la garantie départementale selon les modalités d'attribution suivantes :

- toute demande de rallongement de la garantie départementale lors d'un réaménagement d'emprunt ne pourra intervenir qu'une seule fois dans la durée de vie de l'emprunt,
- le rallongement de la durée résiduelle de l'emprunt ne pourra excéder 5 ans, qu'il s'agisse d'une première demande de réaménagement ou d'une demande relative à des emprunts déjà réaménagés, compactés ou transférés lors d'une cession de créances,
- toute demande portant la durée résiduelle de l'encours réaménagé au-delà de 30 ans ne pourra pas bénéficier de la garantie départementale.

Annexe 2 - Conditions financières
Réhabilitation du foyer Le plateau à Saint-Martin-Le Vinoux
Garantie d'emprunt pour l'association Sainte Agnès

Objet du prêt références J4629393 garanti par le Département de l'Isère : Réhabilitation du foyer Le Plateau à Saint-Martin-Le-Vinoux	Montant total du prêt	% garanti par le Département	Montant garanti par le Département	Prêteur	taux	Durée en années
Prêt du Crédit coopératif	500 000,00 €	70%	350 000,00 €	Crédit Coopératif	3,60 % fixe	15 ans
Montant garanti	500 000,00 €	70%	350 000,00 €			

REFERENCES

Dossier : J4629393
N° Personne : 904068788
Resp. : REA / ZAR
Tél. : 01 47 24 99 77
Mail : rea@credit-cooperatif.coop

Merci de lire l'annexe des pages

Directeur/Verso

Y compris le tableau d'amortissement
- Emprunteur
- Garant

CONTRAT DE PRET

Entre les soussignés :

Le CREDIT COOPERATIF, SOCIETE COOPERATIVE ANONYME DE BANQUE POPULAIRE A CAPITAL VARIABLE, dont le siège est au 12 BOULEVARD PESARO – CS 10002 - 92024 NANTERRE CEDEX, immatriculée au RCS de NANTERRE 349 974 931 représentée par son Directeur général ou par ses délégués,

ci-après dénommée "le Prêteur",

D'une part,

et :

Le ou les Emprunteurs conjoints et solidaires, plus amplement désignés au Chapitre I "Conditions particulières", sous l'appellation, -"L'Emprunteur"- sans que cette appellation nuise à la solidarité stipulée entre eux

ci-après dénommé(s) « l'Emprunteur », même en cas de pluralité d'emprunteurs,

D'autre part,

En présence des personnes qui se sont portées cautions de l'Emprunteur également désignées au Chapitre I "Conditions particulières",

ci-après dénommée(s) « Caution ».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le présent contrat de prêt n'est pas soumis aux dispositions des articles L 312-1 et suivants et des articles L 313-1 et suivants du code de la consommation et comprend des conditions particulières, des conditions générales et, le cas échéant des conditions spécifiques et/ou annexes par type de prêt.

Les conditions particulières précisant l'objet, le montant, la durée, les modalités et garanties, figurent au Chapitre I. Les conditions générales figurent au Chapitre II ci-après.

h
am

REFERENCES

Dossier : J4629393
N° Personne : 904068788
Resp. : REA / ZAR
Tél. : 01 47 24 99 77
Mail : rea@credit-cooperatif.coop

Chapitre I - Conditions Particulières

DATE D'EDITION : 26/04/2023

I - IDENTIFICATION DE L'EMPRUNTEUR

N° Personne : 904068788
DENOMINATION SOCIALE / NOM : ASSOCIATION SAINTE AGNES
FORME JURIDIQUE : Association déclarée, reconnue d'utilité publique
SIEGE SOCIAL / ADRESSE : 4 PL DU VILLAGE
38950 SAINT-MARTIN-LE-VINOUX
RCS N° : 779 609 585

II - OBJET DU (DES) CREDIT(S)

Financement partiel des travaux de rénovation du Foyer de Vie Le Planeau situé à SAINT-MARTIN-LE-VINOUX (38950).

III - DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

L'Emprunteur reconnaît avoir pris connaissance, lu et compris la « Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel ».

IV - CARACTERISTIQUES FINANCIERES DU CREDIT

NATURE DU CREDIT : PRET LONG TERME AVEC PHASE DE PREFINANCEMENT
MONTANT : 500 000,00 Euros (cinq cent mille Euros)

Phases Type d'échéance	Taux d'intérêt Nature du taux	Durée (mois)	Echéance hors assurance et accessoires			Assurances Accessoires (en EUR)	Echéance Ass/Acc. Inclus (en EUR)
			Périodicité/ Jour	Nbre	Montant (en EUR)		
Préfinancement Anticipation	3,60 % Fixe	12	trimestrielle 05	4	Intérêts calculés selon les modalités de recouvrement des intérêts définis au contrat	0,00	0,00 + Intérêts calculés selon les modalités de recouvrement des intérêts définis au contrat
Amortissement Échéance dégressive	3,60 % Fixe	180	trimestrielle 05	60	Pendant cette période, les échéances sont dégressives Le détail des échéances est indiqué dans le tableau d'amortissement.		
Durée totale		192					

Durant la phase de préfinancement, les intérêts sont calculés sur le montant des sommes débloquées, au taux d'intérêt indiqué ci-dessus sur la base d'une année bancaire de 360 jours, d'un semestre de 180 jours, d'un trimestre de 90 jours et d'un mois de 30 jours.

Durant la phase d'amortissement, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû, au taux d'intérêt indiqué ci-dessus sur la base d'une année bancaire de 360 jours, d'un semestre de 180 jours, d'un trimestre de 90 jours et d'un mois de 30 jours.

VERSEMENT DES FONDS

Toute demande de versement des fonds, en tout point conforme au modèle fourni en **Annexe 1**, devra être adressée par l'Emprunteur soit par télécopie, soit par courrier à son agence régionale, au minimum 15 (quinze) jours calendaires avant la date de versement.

Le tableau d'amortissement sera adressé à l'Emprunteur après le versement total du prêt.

Si, au plus tard au terme de la Phase de préfinancement, le montant total du prêt n'est pas entièrement versé, le prêt sera réduit au montant des sommes effectivement utilisées à cette date, sauf prorogation de cette période expressément accordée par le Prêteur.

L'Emprunteur sera alors redevable d'une commission de dédit égale à 3,50 % du montant non mobilisé et non consolidé. Cette commission sera exigible à la fin de la phase de préfinancement. Elle sera prélevée sur le compte mentionné au paragraphe "Paiement des échéances".

TAUX EFFECTIF GLOBAL

* le TEG annuel :

a) se décomposant comme suit :

. charges financières (taux de crédit - commissions) :	3,60 %
. incidence frais de dossiers, d'actes et de prise de garanties y compris les frais d'intervention du Notaire en cas d'intervention de ce dernier et incidence des assurances le cas échéant :	0,02 %

b) ressort à :	3,62 %
----------------	--------

* le TEG périodique trimestriel est de :	0,90 %
--	--------

Le TEG est calculé sur l'année civile. Calculé au jour de la notification, le TEG est donné à titre indicatif et tient compte du déblocage en une seule fois de la totalité du montant du Prêt.

FRAIS DE DOSSIER

- frais d'étude et de réalisation : **500,00 €uros**.
- frais d'actes et de garantie : **Néant**
- * L'intégralité des frais de dossier sera prélevée lors de la mise en place du concours.

* Au cas où il serait précisé au paragraphe "garanties" ci-après que tout ou partie de celles-ci seraient régularisées par un officier ministériel ou un cabinet juridique, les frais de ces derniers de même que tous droits et taxes relatifs à leurs actes, ne sont pas compris dans les frais de dossier dont le montant figure ci-dessus. L'Emprunteur s'engage à les provisionner directement auprès desdits intervenants préalablement à tout versement ou mise en place du présent concours.

Paiement des échéances :

Le paiement des échéances sera effectué pendant toute la durée du prêt au moyen de prélèvements sur le compte n° 42559 1000 08002817167 33 ouvert dans les livres du CREDIT COOPERATIF auprès du Centre d'Affaires de GRENOBLE MISTRAL et dont le nombre, le montant et la date d'échéance sont indiqués dans les conditions particulières et sur le tableau d'amortissement qui sera adressé à l'Emprunteur.

Si l'Emprunteur met fin à cette autorisation sans permettre au Prêteur d'effectuer les prélèvements sur un autre compte, le prêteur pourra, prononcer l'exigibilité de la totalité du prêt.

V- GARANTIES ET CONDITIONS

GARANTIE

GARANTIE DU DEPARTEMENT DE L'ISERE, à hauteur de 70 % pour le remboursement de toutes sommes dues en principal, intérêts et intérêts de retard, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du contrat, SANS renonciation aux bénéfices de division et de discussion.

Durée : jusqu'à remboursement du présent concours dont les modalités et notamment la durée figurent ci-dessus.

Formalisation : celle-ci résulte des présentes

La collectivité ci-dessus est ci-après dénommée sous le vocable "le garant".

En fonction de la nature de l'opération garantie et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la mise en jeu de la garantie du garant pourra porter au choix de celui-ci soit sur la totalité du concours ou de la fraction de concours garanti soit sur les annuités y afférent, déterminées par l'échéancier.

Le garant déclare avoir connaissance des dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales régissant les garanties d'emprunts délivrées par les collectivités territoriales pour les emprunts contractés par des personnes morales de droit privé, et plus particulièrement des articles L3231-4 et suivants, R3231-1, D3231-2 et D1511-30 et suivants dudit code.

Le garant atteste que le présent engagement répond à l'ensemble des dites dispositions et s'engage au cas où l'emprunteur ne s'acquitterait pas de ses obligations :

- à verser au prêteur, de la manière exprimée dans le contrat ou dans leur totalité, les montants dus par l'emprunteur, tant en capital qu'en intérêts et charges, sans jamais pouvoir opposer le défaut de recouvrement des impositions affectées au cautionnement.
- à voter les impositions directes nécessaires pendant toute la durée du concours ; ces impositions seront mises en plein droit en recouvrement en cas de besoin, et affectées à la couverture de la charge du concours.

En cas de mise en jeu du garant, celui-ci sera subrogé dans les droits du prêteur, à concurrence de ses paiements et sans que cela puisse porter préjudice aux droits du prêteur.

De ce fait, le garant renonce à se prévaloir de toutes subrogations, de toutes actions personnelles ou autres qui auraient pour résultat de le faire venir en concours avec le prêteur tant que ce dernier n'aura pas été désintéressé de la totalité des sommes en principal, intérêts commissions, frais et accessoires qui lui seront dues.

Par ailleurs, le garant renonce à tout recours et à toute action réelle, contre toute personne physique ou morale ou tout groupement de quelque nature que ce soit qui se serait porté caution personnelle ou réelle au bénéfice de l'établissement prêteur.

PIECES DEVANT ETRE PRODUITES AU PRETEUR PAR LE DEPARTEMENT - SIGNATURES

A - ENUMERATION DES PIECES EN QUESTION ET DE CE QU'ELLES DOIVENT PRINCIPALEMENT CONTENIR :

1/ a) L'ORGANE DE DECISION D'OCTROI DE LA GARANTIE EST DIRECTEMENT LE CONSEIL GENERAL :

la DELIBERATION du Conseil Général du Département garant décidant de l'octroi de la garantie et habilitant son Président du Conseil ou l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat.

b) L'ORGANE DE DECISION D'OCTROI DE LA GARANTIE EST UNE COMMISSION PERMANENTE :

La DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE du Département garant décidant de l'octroi de la garantie et habilitant le Président du Conseil ou l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer à ce titre le présent contrat. AINSI que la DELIBERATION DU CONSEIL GENERAL du Département garant ayant délégué de manière générale ses compétences en matière d'octroi de garantie à ladite commission permanente.

2/ Au cas où le présent contrat ne serait pas signé par le Président du Conseil, il devra en sus être produit au Prêteur l'arrêté de délégation, émanant du Président du Conseil habilitant l'un de ses vice-présidents ou conseillers à signer le contrat.

La délibération de garantie devra impérativement comprendre dans le corps de son texte : l'identification de l'établissement prêteur et de l'emprunteur, l'objet exact de l'emprunt, les conditions de l'emprunt (montant, taux, index, durée, marge, type d'amortissement, franchise, etc.) ainsi que la quotité garantie et les conditions de mise en œuvre de la garantie.

Au titre du contrôle de légalité ; l'ENSEMBLE DE CES PIECES DEVRA ETRE CERTIFIE EXECUTOIRE c'est-à-dire revêtu de la mention ou du cachet de la date de transmission aux services Préfectoraux (ou cachet de dépôt émanant de la Préfecture) et de la date de publication ou d'affichage accompagné de la signature du Président du Conseil ou de son représentant dûment habilité.

B - PARAPHE - MENTION MANUSCRITE - SIGNATURE DU PRESENT CONTRAT PAR LE GARANT

Il est demandé au représentant habilité de la Collectivité garante de :

- parapher la dernière page des conditions générales, et chacune des pages des conditions particulières ainsi que les annexes du présent contrat (si celui-ci en contient),
- faire précéder sa signature sur la dernière page des conditions particulières de ses nom et qualité, et en cas de représentation de la mention « Par délégation » ou « Par suppléance », du cachet de la Collectivité qu'il représente et de la mention manuscrite suivante :

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 350 000,00 euros (trois cent cinquante mille Euros) auquel s'ajoutent les intérêts et intérêts de retard, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

CONDITION PREALABLE AU VERSEMENT DU CONCONRS :

- ✓ Production du courrier de la demande d'autorisation déposée à la Préfecture pour le recours à l'Emprunt eu égard au caractère RUP de l'Association.

DISPOSITION(S) PARTICULIERE(S)

En complément de l'article « Remboursement anticipé » des Conditions Générales, le Prêteur exigera, à l'occasion de tout remboursement anticipé, une indemnité selon les modalités définies ci-après :

-Remboursement anticipé d'un prêt à taux fixe :

Si le taux d'intérêt du prêt en taux fixe est supérieur au taux de réemploi défini ci-après, le remboursement anticipé, total ou partiel est subordonné au paiement d'une indemnité destinée à compenser la perte financière résultant pour le Prêteur de ce remboursement anticipé.

Dans ce cadre, l'indemnité est égale à la différence entre :

. la valeur actuelle, calculée au taux de réemploi défini ci-dessous, des échéances (intérêts et capital) qu'aurait produit le capital remboursé par anticipation sur la base du taux fixe et sur sa durée résiduelle,
. et le capital remboursé par anticipation.

Le taux de réemploi est le taux de l'OAT à taux fixe dont la vie moyenne résiduelle est la plus proche, à la date de remboursement par anticipation, de la vie moyenne du prêt à taux fixe. Le taux de réemploi est celui constaté le dernier jour de l'avant dernier mois précédant la date du remboursement anticipé.

Dans l'hypothèse où le taux de réemploi est supérieur au taux fixe du prêt donnant lieu au remboursement, l'indemnité est égale à 3 % du capital remboursé par anticipation.

-Remboursement anticipé d'un prêt à taux variable ou révisable :

Le remboursement anticipé, dans le cadre d'un prêt à taux variable ou révisable, est assujéti à une indemnité forfaitaire de 3 % du capital remboursé par anticipation.

Chapitre II - Conditions Générales

Le présent contrat, ci-après dénommé le « Contrat », comprend des conditions particulières, des conditions générales et, le cas échéant, des conditions spécifiques et/ou annexes.

Les conditions particulières prévalent, dans tous les cas, sur les conditions générales et sur les conditions spécifiques et/ou les annexes dès lors qu'elles viennent soit les compléter soit les modifier. En outre, les conditions spécifiques priment les conditions générales lorsqu'elles traitent du même objet.

Définitions

Les termes « Crédit » et « Prêt » s'appliquent aussi bien à un seul qu'à plusieurs prêts composant l'opération de financement, et sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat.

Le terme « Emprunteur » s'applique aussi bien à un seul emprunteur qu'à des co-emprunteurs. En cas de pluralité d'emprunteurs, ceux-ci sont tenus solidairement entre eux des obligations résultant du Contrat et de ses suites.

Le terme « Caution » s'applique aussi bien à une seule qu'à plusieurs caution(s), personne(s) physique(s) et/ou morale(s).

I – CONCLUSION DU CONTRAT

Formation du Contrat

Le Contrat sera valablement formé par la signature de ce dernier par le Prêteur et l'Emprunteur.

Sauf indication contraire, la date de signature du Contrat par le Prêteur correspond à la date d'édition ou d'émission du Contrat.

La signature par l'Emprunteur devra intervenir au plus tard dans les trente (30) jours calendaires à compter de la date d'édition ou d'émission indiquée en début de Contrat. A défaut, l'offre de Contrat faite par le Prêteur sera nulle.

Objet du Contrat

L'objet du Contrat est le financement du Crédit dont les modalités sont mentionnées aux conditions particulières du Contrat.

L'Emprunteur s'engage à n'employer les fonds prêtés qu'au financement de l'objet défini aux conditions particulières du Contrat et à réaliser cet objet.

L'utilisation du Crédit à un objet autre que celui contractuellement prévu ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur, ni lui être opposée le cas échéant par l'Emprunteur, la Caution et/ou le(s) garant(s).

L'Emprunteur s'engage à justifier de l'utilisation des fonds à première demande du Prêteur.

II – EXECUTION DU CONTRAT

Conditions et modalités de versement des fonds

Conditions de versement des fonds

Le versement des fonds est subordonné :

- à la fourniture au Prêteur d'un exemplaire dûment signé du Contrat ;
- au paiement des frais et commissions dues et exigibles au titre du Contrat ;
- à la constitution et à la régularisation des garanties prévues au du Contrat et au paiement des frais afférents à ces dernières ;
- à l'accomplissement des formalités et conditions/clauses particulières, spécifiques, préalables ou suspensives, prévues au Contrat ;
- à l'adhésion à l'assurance emprunteur lorsque cette assurance est exigée par le Prêteur.

Le Contrat pourra être caduc en cas de non-réalisation de l'une quelconque des conditions susvisées. Le cas échéant, l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers resteront en leur acquit.

Sauf indication contraire aux conditions particulières ou spécifiques du Crédit, la phase pendant laquelle intervient le versement des fonds, dénommée la phase de préfinancement, indiquée aux conditions particulières du Contrat, prend fin à la date de point de départ d'amortissement du Crédit telle que prévue ci-dessous.

Tout versement du Crédit a lieu sur demande de l'Emprunteur, en une ou plusieurs fois pour un montant qui ne pourra être inférieur à dix (10) % du montant du Crédit.

Le premier versement de fonds devra intervenir dans le délai de 5 mois à compter de la signature par le Prêteur du Contrat. A défaut, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, le Contrat sera réputé caduc. Le Contrat caduc ne pourra plus donner lieu à un quelconque versement et l'ensemble des frais de toute nature relatifs au Contrat, déjà versés par l'Emprunteur au Prêteur ou à tout tiers, resteront en leur acquit.

Les fonds devront être entièrement versés durant la phase de préfinancement décrite aux conditions particulières du Contrat ou, à défaut, dans le délai indiqué aux conditions spécifiques du Contrat ou, à défaut, dans le délai maximum de **12 (Douze) mois** à compter de la signature du Contrat par le Prêteur.

Passé ce délai, et sauf accord contraire du Prêteur formalisé par tout moyen, l'Emprunteur ne pourra plus procéder à une quelconque nouvelle demande de versement et le montant du Crédit sera réduit à hauteur des sommes déjà versées.

Les demandes de versement de fonds devront toujours parvenir par écrit au Prêteur, au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date de versement souhaitée. Le Prêteur ne sera pas tenu responsable de tout retard indépendant de sa volonté pour quelque motif que ce soit, tant à l'égard de l'Emprunteur qu'à l'égard de tout tiers.

A la convenance du Prêteur, les fonds pourront être versés soit sur le compte désigné par l'Emprunteur dans les conditions particulières du Contrat, soit directement au notaire ou à l'avocat, aux vendeurs, entrepreneurs, promoteurs ou fournisseurs, en une seule fois ou par versements fractionnés.

La preuve du versement du Crédit résultera suffisamment des écritures passées par le Prêteur.

Les documents relatifs au(x) versement(s) des fonds seront constitués, pour les besoins des présentes, par les factures en bonne et due forme, les situations de travaux et/ou tout autre justificatif que le Prêteur jugera nécessaire.

Différé ou franchise d'amortissement

Lorsque les conditions particulières du Contrat le prévoient, la phase d'amortissement du Crédit est précédée d'une phase de différé ou franchise d'amortissement.

Les termes « différé » ou « franchise » sont indifféremment utilisés dans le cadre du Contrat et signifient que le règlement du capital et/ou des intérêts est reporté totalement ou partiellement à une date ultérieure selon les modalités prévues au Contrat. L'existence d'une phase de différé total ou partiel reporte la date d'entrée en amortissement du Crédit.

Différé total ou franchise totale (franchise d'amortissement du capital et des intérêts)

Pendant la phase de différé total, les intérêts du Crédit sont calculés au taux mentionné aux conditions particulières du Contrat sur le montant total des fonds versés et sont, conformément au tableau d'amortissement fourni à l'Emprunteur :

- soit capitalisés et viennent augmenter le capital à rembourser par l'Emprunteur ;
- soit prélevés en une seule fois, à la date du point de départ de l'amortissement ou avec la première échéance ;
- soit exigibles en même temps que le capital, à la date de fin du Crédit.

Durant cette phase, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) ainsi que les commissions périodiques de toute nature, s'il y a lieu, sont prélevées aux dates et selon la périodicité définie aux conditions particulières du Contrat.

Différé partiel ou franchise partielle (franchise d'amortissement du capital)

Pendant la période de différé partiel, les échéances comprennent les intérêts au taux du Crédit, calculés sur le montant total des fonds versés, ainsi que les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature.

Remboursement du Crédit – Amortissement

Le point de départ d'amortissement intervient à la première date d'échéance suivant le versement total des fonds ou à la fin de la phase de préfinancement ou, le cas échéant, à la fin de la phase de différé selon les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat.

Conformément au tableau d'amortissement qui sera fourni à l'Emprunteur, le remboursement du capital prêté se fera à terme échu, suivant les modalités prévues aux conditions particulières du Contrat, notamment :

- Soit de manière constante, auquel cas la part de capital de chaque échéance de remboursement sera égale au montant total du Crédit divisé par le nombre d'échéances ;
- Soit de manière progressive sur la base du taux indiqué aux conditions particulières du Contrat.

Dans les deux cas susvisés, les échéances comprennent l'amortissement en capital, le paiement des intérêts, les primes de l'assurance emprunteur (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur) et les éventuelles commissions périodiques de toute nature payables à terme échu.

- Soit « in fine », auquel cas le remboursement du capital interviendra en une seule fois, au terme de la durée du Crédit mentionnée aux conditions particulières du Contrat.

Calcul et paiement des intérêts

Intérêts Intercalaires

Il sera perçu des intérêts intercalaires sur les fonds versés avant l'entrée en amortissement du Crédit.

Ces intérêts intercalaires sont calculés au taux d'intérêt mentionné aux conditions particulières du Contrat sur la base des sommes effectivement versées jusqu'à la date de point de départ d'amortissement ou la date de première échéance (en phase de différé ou franchise).

Le paiement de ces intérêts se fait, conformément aux modalités prévues aux conditions particulières du Contrat, soit en une seule fois, lors de la première échéance qui suit la date de point de départ d'amortissement du Crédit, soit de manière échelonnée, soit le montant de ces intérêts est capitalisé et augmente le capital à rembourser par l'Emprunteur.

Intérêts pendant la période d'amortissement

Pendant la période d'amortissement, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû, au taux fixé aux conditions particulières du Contrat. Un tableau d'amortissement, comprenant notamment la part en intérêts, est fourni par le Prêteur à l'Emprunteur.

Intérêts en cas de crédit in fine

En cas de crédit in fine, les intérêts sont calculés sur le montant du capital restant dû au taux précisé aux conditions particulières du Contrat. Toute échéance d'intérêts est payable à terme échu selon les modalités mentionnées aux conditions particulières du Contrat.

Intérêts de retard

Toute somme exigible et non payée à bonne date ainsi que tous frais et débours qui seraient avancés par le Prêteur au titre du Contrat supporteront de plein droit des intérêts de retard au taux du Crédit majoré de trois (3) points sans qu'aucune mise en demeure soit nécessaire. Les intérêts se capitaliseront de plein droit lorsqu'ils seront dus pour une année entière, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Mode de paiement – Prélèvement - Compensation

L'Emprunteur autorise le Prêteur à prélever sur le compte ouvert à son nom et désigné aux conditions particulières du Contrat, le montant des frais, des intérêts intercalaires, des primes d'assurance (en cas d'adhésion au contrat d'assurance emprunteur souscrit auprès du Prêteur), des échéances de remboursement et plus généralement de toutes sommes exigibles au titre du Contrat, et ce, dès la conclusion du Contrat et pendant toute sa durée.

En cas de prélèvements SEPA, lorsque le compte de prélèvement n'est pas ouvert dans les livres du Prêteur, le tableau d'amortissement fera office de notification des prélèvements. En tout état de cause, l'Emprunteur accepte de recevoir la notification de prélèvement, par tous moyens appropriés, le cas échéant sous forme électronique (tableau d'amortissement, échéancier, lettres, avis d'échéances, factures...), trois (3) jours au plus tard avant la date du (des) prélèvement(s).

Toute modification affectant le montant à prélever donnera lieu à une nouvelle notification dans les mêmes conditions.

L'Emprunteur s'engage à ce que son compte de prélèvement présente un solde suffisant. A défaut de provision suffisante, le prélèvement pourra s'opérer sur tout autre compte ou sous compte ouvert dans les livres du Prêteur au nom de l'Emprunteur.

De plus, l'Emprunteur autorise le Prêteur à compenser de plein droit les sommes dont il serait redevable, à un titre quelconque, au titre du contrat, avec toutes celles que le Prêteur pourrait lui devoir, et ce, en raison de la nécessaire connexité qui existe entre toutes les conventions conclues entre le Prêteur et l'Emprunteur.

Evénements affectant les taux ou indices de référence

a) Les parties conviennent qu'en cas de modification de la définition, de la méthodologie, de la formule de calcul ou des modalités de publication du taux ou de l'indice de référence ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le fournissant ou le calculant, que celles-ci soient permanentes ou ponctuelles, tout taux ou indice issu de cette modification s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat. Toute référence dans le Contrat à l'indice de référence est réputée être une référence à l'indice de référence tel que modifié.

b) En cas de cessation temporaire de la publication du taux ou de l'indice de référence utilisé ou tout autre indice qui y serait substitué en application des dispositions « Evénements affectant les taux ou indices de référence » résultant d'une erreur ou d'un dysfonctionnement de nature administrative ou opérationnelle, la valeur du taux ou de l'indice sera réputée être la valeur de l'indice publiée le dernier jour ouvré TARGET pour lequel l'indice a été publié. Si la cessation temporaire de publication se prolonge au-delà de huit [8] jours ouvrés TARGET, le paragraphe c) sera réputé applicable comme si une Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence était survenue.

Pour les besoins du paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence », la "Cessation Définitive" signifie (i) la publication d'une information par (x) l'administrateur de l'indice ou (y) par une autorité de régulation, une autorité de résolution, une banque centrale ou une juridiction ayant compétence sur l'administrateur de l'indice, indiquant que l'administrateur a cessé ou va cesser, de manière permanente ou pour une durée indéfinie, de fournir l'indice concerné et (ii) qu'aucun administrateur ne succède à l'administrateur initial pour fournir cet indice.

c) En cas de Cessation Définitive du taux ou de l'indice de référence ou d'impossibilité pour le Prêteur en vertu de la réglementation qui lui est applicable d'utiliser le taux ou l'indice de référence, le Prêteur substituera au taux ou à l'indice de référence concerné (l'« Indice Affecté ») l'Indice de Substitution.

L'Indice de Substitution sera tout taux ou indice de référence officiellement désigné, déterminé ou recommandé, par ordre de priorité, (1) par l'administrateur de l'Indice Affecté, (2) par toute autorité compétente, ou (3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus (ensemble les "Organismes Compétents") comme étant le taux ou l'indice de référence de substitution de l'indice de référence concerné (l'« Indice de Substitution"). Si aucun Indice de Substitution n'a été désigné, le Prêteur agissant de bonne foi désignera comme Indice de Substitution un taux ou un indice présentant les caractéristiques les plus proches de l'Indice Affecté, en tenant compte de la pratique de marché observée à la date de la substitution.

L'Indice de Substitution s'appliquera de plein droit dans les mêmes conditions que celles prévues dans le Contrat.

Le Prêteur agissant de bonne foi pourra procéder à certains ajustements des modalités contractuelles dudit Contrat afin de permettre l'utilisation de l'Indice de Substitution dans des conditions de nature à préserver les caractéristiques économiques du Contrat. Ces ajustements pourront notamment consister en un ajustement, à la hausse ou à la baisse, de la marge applicable afin de réduire ou d'éliminer, dans la mesure du possible dans de telles circonstances, tout préjudice ou avantage économique (le cas échéant) pour chacune des parties résultant de la substitution de l'Indice de Substitution à l'Indice Affecté. Dans la détermination de ces ajustements, le Prêteur tiendra compte dans la mesure du possible de tout ajustement préconisé par un Organisme Compétent.

Le Prêteur informera dans les meilleurs délais l'Emprunteur de la survenance d'un événement visé au point c) ci-dessus et lui communiquera l'Indice de Substitution par tout moyen, et notamment par lettre simple ou sous forme électronique dans l'espace banque à distance de l'Emprunteur.

L'absence de contestation de l'Emprunteur dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'information vaudra acceptation par l'Emprunteur du remplacement de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution et le cas échéant, des ajustements qui lui auront été communiqués. L'Indice de Substitution s'appliquera aux intérêts dus par l'Emprunteur, dans les mêmes conditions que celles prévues au Contrat à compter de la première suivant la disparition ou l'impossibilité d'utiliser le taux ou indice de référence initial.

S'il s'oppose à la substitution de l'Indice Affecté par l'Indice de Substitution ou aux ajustements ci-dessus mentionnés, l'Emprunteur devra en informer le Prêteur par écrit dans un délai d'un mois à compter de la date de l'envoi de l'information.

Dès réception de la notification du refus de l'Emprunteur, le Prêteur se mettra en rapport avec l'Emprunteur afin d'organiser le remboursement par anticipation du capital restant dû. L'Emprunteur devra rembourser le capital restant dû du Prêt majoré des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé, dans un délai maximum de 10 jours calendaires suivant la date à laquelle les montants à rembourser lui auront été notifiés par le Prêteur. Afin de calculer le montant des intérêts courus entre la date de la dernière échéance et la date de remboursement anticipé applicable, il sera fait application de l'Indice Affecté comme si aucune substitution n'était intervenue, tant que l'Indice Affecté est publié et que le Prêteur est en mesure de l'utiliser, et postérieurement à cette date, il sera fait application de l'Indice Affecté à la date de sa dernière publication.

Les stipulations qui précèdent sont sans préjudice des stipulations relatives aux obligations de l'Emprunteur en cas de remboursement anticipé relatives au paiement d'éventuelles indemnités de remboursement anticipé.

Taux effectif global (TEG)

Le taux effectif global du Crédit est déterminé conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat est calculé sur la base d'un versement total, immédiat et en une seule fois du montant du Crédit.

Si le taux d'intérêt du Crédit est variable ou révisable, le TEG est calculé sur la base de ce taux, qui demeurerait inchangé sur toute la durée du Crédit, composé de l'indice ou du taux de référence majoré de la marge, tels qu'indiqués aux conditions particulières.

Le TEG indiqué aux conditions particulières du Contrat peut correspondre, le cas échéant, à des chiffres arrondis selon la règle suivante :

- lorsque la 3ème décimale est inférieure ou égale à 4, la valeur de la deuxième décimale est conservée,
- lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, la valeur de la deuxième décimale est augmentée de 1.

Remboursement anticipé

L'Emprunteur pourra rembourser le Crédit par anticipation en partie ou en totalité, à une date normale d'échéance, moyennant un préavis d'un (1) mois par lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception adressée au Prêteur, et sous réserve que le remboursement représente au minimum 10 % du capital emprunté, sauf s'il s'agit de son solde.

Dans l'hypothèse où le Prêt est un prêt à taux d'intérêt variable et/ou révisable et tant que l'Indice de Substitution » défini au paragraphe « Evénements affectant les taux ou indices de référence » ne sera pas déterminé, tout remboursement par anticipation n'interviendra qu'à titre provisionnel, le montant du remboursement définitif étant établi qu'après détermination du taux ou de l'Indice de Substitution.

Le remboursement anticipé du Crédit donne lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités sont précisées dans les conditions particulières et/ou spécifiques du Contrat.

Sauf prêt à remboursement In Fine, tel que mentionné aux conditions particulières, pour lequel la durée demeure inchangée, le remboursement anticipé partiel, au choix de l'Emprunteur, donne lieu :

- soit à un maintien de la durée du Crédit avec réduction du montant des échéances ;
- soit à une réduction de la durée du Crédit sans modification du montant des échéances.

Déclarations de l'Emprunteur

A la date des présentes, l'Emprunteur déclare et garantit expressément :

- qu'il est régulièrement constitué, qu'il peut valablement conclure le Crédit et remplir toutes les obligations qui en découlent pour lui, et notamment que sa signature, et s'il y a lieu, la signature des actes de garanties, ont été dûment autorisés dans les formes légales et/ou statutaires requises ;
- que les engagements découlant du Contrat, et le cas échéant des garanties y afférentes, ne contreviennent en aucune manière à un quelconque engagement, une quelconque disposition contractuelle, réglementaire ou légale qui pourrait le lier ou lui être applicable ;
- que les documents et informations fournis au Prêteur pour les besoins du Contrat sont exacts et que les documents financiers ont été établis selon les principes comptables généralement appliqués en France et donnent une image fidèle de son actif, de son passif et de ses résultats pour chaque exercice ;
- qu'il n'existe ou n'est survenu aucun événement (y compris réclamation ou procédure judiciaire, arbitrale ou administrative) relatif à son activité, son patrimoine, sa situation économique, juridique ou financière, susceptible d'empêcher la signature et/ou l'exécution du Contrat ou d'avoir un effet défavorable sur sa capacité à rembourser le Crédit ;
- qu'il n'existe pas de fait ou d'évènement susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat ;
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de ses salariés, des administrations fiscales et des organismes de sécurité sociale.

Engagements de l'Emprunteur

L'Emprunteur s'engage pendant toute la durée du Crédit, sous peine de se voir appliquer les dispositions de l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » :

- à fournir au Prêteur, annuellement et au plus tard dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice les documents suivants, s'il y a lieu certifiés par les commissaires aux comptes et accompagnés des rapports de ces derniers : (i) ses comptes sociaux annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes), et le cas échéant (ii), ses comptes consolidés annuels (comprenant notamment un bilan, un compte de résultat, un tableau de financement et leurs annexes) ;
- à communiquer au Prêteur, sur première demande, tout élément justificatif sur sa situation juridique, financière, fiscale, comptable et patrimoniale ;
- à justifier, sur simple demande, être à jour de ses impôts, taxes et cotisations sociales ;
- à informer le Prêteur, dans un délai de huit (8) jours de l'acte ou de la décision concerné(e), de tout fait susceptible de remettre en cause sa capacité de remboursement du Crédit, ainsi que de toute modification concernant sa situation juridique ou la structure de son entreprise, notamment toute modification statutaire ou tout changement de mandataires sociaux ;
- à prévenir ou informer le Prêteur de toute procédure de mandat ad hoc, de conciliation, de sauvegarde (quelle qu'elle soit), de redressement ou liquidation judiciaire, ou de toute mesure similaire ou équivalente ;
- à ne pas démembrer, vendre ou transférer, à quelque titre que ce soit, le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, ou procéder à un changement de sa (leur) nature ou destination, le(s) donner en location ou en gérance, à moins d'en avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Prêteur ;

- à entretenir convenablement le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie au titre du Crédit ;
- à informer sans délai, par lettre recommandée adressée avec accusé de réception, le Prêteur en cas de déclaration d'un patrimoine d'affectation, en tant qu'entrepreneur individuel à responsabilité limitée, ainsi qu'en cas de renonciation audit patrimoine, cession, donation ou apport dudit patrimoine d'affectation, intervenant postérieurement à la signature du Contrat ;
- à signaler dans les quinze (15) jours le décès de toute Caution ou de tout garant afin de permettre le remplacement de la garantie si nécessaire ;
- à notifier au Prêteur toute procédure civile d'exécution et expropriation sur l'(les) immeuble(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie. En cas d'expropriation d'un immeuble financé ou remis en garantie au Prêteur, l'Emprunteur s'engage à céder ou déléguer au Prêteur ses droits et actions contre le débiteur au titre de toute indemnité d'éviction à laquelle l'Emprunteur aurait droit sans que cette cession ou délégation puisse faire obstacle au recouvrement de la créance du Prêteur par toutes autres voies de droit ;
- à informer immédiatement le Prêteur de tout(e) fait, évènement ou circonstance susceptible de constituer l'un quelconque des cas mentionnés à l'article « Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit » du Contrat.

Déchéance du terme et exigibilité anticipée du Crédit

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront immédiatement exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, quinze (15) jours après l'envoi d'une mise en demeure de régler les sommes dues restée infructueuse et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, dans l'un quelconque des cas suivants :

- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre du Contrat ;
- non-paiement à bonne date d'une somme quelconque exigible au titre d'un quelconque autre concours consenti par le Prêteur ou tout autre établissement de crédit en cas de cofinancement ;
- incident de paiement de l'Emprunteur déclaré à la Banque de France, interdiction bancaire ou judiciaire d'émettre des chèques ;
- non-paiement à bonne date de toute prime d'assurance relative au Crédit et/ou au(x) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie ;
- affectation du Crédit à un objet autre que celui prévu au Contrat ;
- défaut de production imputable à l'Emprunteur, dans un délai d'un (1) mois suivant la demande du Prêteur qui en sera faite, des justifications relatives à l'affectation des fonds aux dépenses de l'opération objet du Crédit ;
- non constitution effective de l'une quelconque des garanties prévues au Contrat ;
- non-respect de la réglementation spécifique applicable à chaque type de prêt consenti par le Prêteur et conditionnant l'octroi et le maintien de ces prêts ;
- vente ou transfert à quelque titre que ce soit, et sans l'accord préalable et écrit du Prêteur, du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie, altération de sa (leur) valeur par la faute ou négligence du constituant, ou changement de nature ou de destination du (des) bien(s) financé(s) ou affecté(s) en garantie ;
- déplacement, vente, apport en société du fonds de commerce ou artisanal exploité, cessation, non renouvellement, résiliation du bail des locaux servant à l'exploitation du fonds de commerce ou artisanal de l'Emprunteur ou affectés en garantie, comme en cas de non-paiement d'échéances de loyer lorsque le fonds est nanti ;
- démembrement ou apport du (des) bien(s) objet(s) du Crédit ou donné(s) en garantie sans l'accord écrit préalable et écrit du Prêteur ;
- vente, apport ou retrait de bien(s) nécessaire(s) à l'exploitation sans avoir préalablement recueilli l'accord écrit du Prêteur, lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, sauf en cas de remplacement par un bien de même nature et de même valeur ;
- modification de la répartition du capital social de l'Emprunteur et/ou des droits de vote qui y sont attachés, ayant pour conséquence de faire perdre le contrôle, directement ou indirectement, à l'associé majoritaire existant à la date de signature du Contrat, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de la situation juridique et/ou patrimoniale de l'Emprunteur, notamment en cas de fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif, réduction de capital, cession de l'entreprise de l'Emprunteur, sauf accord préalable et écrit du Prêteur ;
- modification de l'objet social de l'Emprunteur ou transfert de son siège social hors de France Métropolitaine sans accord préalable et écrit du Prêteur ;
- cessation ou changement de l'activité de l'Emprunteur déclarée lors de la demande du Crédit ;
- retrait d'agrément ou d'autorisation d'exercice ou radiation de l'Emprunteur en cas d'exercice par l'Emprunteur d'une activité réglementée ;
- décès de tout obligé ou co-obligé ;
- liquidation judiciaire de l'Emprunteur, sauf maintien de l'activité tel que prévu par les dispositions légales en vigueur ;
- procédure civile d'exécution prononcée à l'encontre de l'Emprunteur ou du tiers garant portant sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit ou affecté(s) en garantie ;
- rapport général des commissaires aux comptes faisant apparaître un refus de certification des comptes, une certification des comptes assortie de réserves ou une révélation de faits délictueux imputables à l'Emprunteur ;
- inexactitude de l'une quelconque des déclarations effectuées par l'Emprunteur sur des éléments essentiels ayant déterminé l'octroi du Crédit par le Prêteur ou pouvant compromettre le remboursement du Crédit ;
- fausse déclaration de la Caution ou du tiers garant dans les questionnaires remis à l'appui de la demande de Crédit et dans les documents justificatifs prévus dans le Contrat ;

- non-respect de l'un quelconque des engagements souscrits par l'Emprunteur au titre du Contrat.

Le Crédit sera résilié et les sommes prêtées deviendront exigibles en capital, intérêts, commissions, indemnitis, frais et accessoires, immédiatement et de plein droit, après l'envoi d'une mise en demeure, et aucun autre versement de fonds ne pourra être sollicité par l'Emprunteur, en cas de comportement gravement répréhensible de l'Emprunteur, comme dans le cas où sa situation s'av rerait irr m diatement compromise au sens des dispositions légales en vigueur.

Lorsque l'Emprunteur est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée, il est convenu qu'il n'y aura pas, sauf accord préalable et écrit du Prêteur, transfert du Crédit et des sûretés y attachées, au cessionnaire ou au donataire du patrimoine affecté, au bénéficiaire de l'apport du patrimoine affecté en cas d'apport à une société, ou encore à un héritier en cas de reprise du patrimoine affecté. Le Prêteur pourra prononcer l'exigibilité anticipée de plein droit du Crédit à l'encontre de l'Emprunteur.

En cas d'exigibilité du Crédit consécutive à la résiliation du Contrat dans les cas prévus ci-dessus, l'Emprunteur devra verser au Prêteur une indemniti  égale à cinq (5) % de l'ensemble des sommes dues au jour du prononcé de l'exigibilité anticipée.

Jusqu'à la date de règlement effectif, les sommes restant dues au titre du Crédit produisent des intérêts de retard selon les modalités prévues à l'article « Calcul et paiement des intérêts » à « Intérêts de retard ».

Assurance décès-invalidité et/ou incapacité de travail

En cas d'adhésion à une assurance « décès invalidité et/ou incapacité de travail » proposée par le Prêteur, l'assurance prend effet dans les conditions indiquées dans la notice d'assurance fournie à l'assuré.

Lorsque l'Emprunteur et/ou la Caution éventuelle adhère(nt) au contrat d'assurance proposé par le Prêteur, les modalités de prise d'effet de l'assurance et de calcul de la prime sont indiquées dans la notice d'information fournie à l'Emprunteur et /ou à la Caution  ventuelle.

Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire son attention sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.

De convention expresse, l'admission définitive à l'assurance proposée par le Prêteur ne sera effective qu'après acceptation de l'assureur, acceptation constatée par la remise ou l'envoi d'un certificat individuel d'affiliation à l'assurance. Dans l'éventualité du non-paiement des primes d'assurance pour quelque cause que ce soit, l'assuré fait son affaire personnelle des risques encourus consécutifs à l'absence de couverture.

En cas d'adhésion auprès d'une entreprise d'assurance autre que celle proposée par le Prêteur, l'assuré devra se reporter aux conditions générales du contrat souscrit auprès de cette entreprise d'assurance.

Assurances dommages

Dans les cas où une assurance n'est pas rendue obligatoire par la réglementation en vigueur, le Prêteur recommande à l'Emprunteur de souscrire auprès d'une entreprise d'assurance une assurance garantissant de tous dommages le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur souscrirait une telle assurance, le Prêteur sera subrogé dans les droits de l'Emprunteur au titre de l'indemniti  d'assurance. Dans l'hypothèse où l'Emprunteur ne souscrirait pas à une telle assurance, le Prêteur attire l'attention de l'Emprunteur sur les conséquences pouvant exister pour lui à raison de ce défaut d'assurance.

L'Emprunteur s'engage à déclarer au Prêteur dans les meilleurs délais par lettre recommandée tout sinistre survenu sur le(s) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.

L'Emprunteur s'engage, pendant toute la durée du Crédit, à fournir, sur demande du Prêteur, tous les justificatifs relatifs à l'assurance du (des) bien(s) objet(s) du Crédit et/ou affecté(s) en garantie.

III- STIPULATIONS DIVERSES

Solidarité et indivisibilité entre emprunteurs et successeurs

En cas de pluralité d'emprunteurs, toute demande ou pièce relative à l'exécution du Contrat, notamment tous reçus, ordres de virement, appels de fonds, pourront être signés par l'un quelconque des emprunteurs, qui se confèrent réciproquement tous pouvoirs et consentements à cet effet, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engagera solidairement et indivisiblement.

Le Crédit étant réputé indivisible, il y aura solidarité et indivisibilité entre les successeurs de l'Emprunteur (notamment les héritiers ou ayants droit). Cette solidarité et cette indivisibilité auront effet sur le paiement de la dette, tant en principal qu'en intérêts, commissions, indemnitis, frais et accessoires. Ainsi, la créance de paiement et de remboursement résultant du Crédit pourra être réclamée à chacun des successeurs de l'Emprunteur.

Les stipulations susmentionnées ne s'appliquent pas aux sociétés de capitaux et associations.

Imputation des paiements

De convention expresse entre les parties, il est convenu et accepté par l'Emprunteur que tout paiement partiel sera imputé dans l'ordre suivant : sur les frais et accessoires, puis sur les indemnités, puis sur les intérêts de retard, puis sur les commissions, puis sur les intérêts conventionnels et enfin sur le principal.

Impôts, frais et droits divers à la charge de l'Emprunteur

L'Emprunteur s'oblige à payer tous les impôts, taxes, commissions, frais, accessoires, droits et honoraires, présents et futurs, afférents au Contrat ou qui en seraient la suite ou la conséquence, notamment ceux exposés pour la constitution, le renouvellement, la conservation ou la réévaluation des garanties, ainsi que ceux liés à l'information de la Caution s'il y a lieu, ceux susceptibles d'être dus au titre de toutes modifications qui seraient apportées au Contrat, et ceux qu'entraînera l'exécution du Crédit .

L'Emprunteur autorise que ces sommes soient débitées du compte de prélèvement du Crédit.

Exercice des droits – Non renonciation

Tous les droits conférés au Prêteur ou à l'Emprunteur, par le Contrat ou par tout autre document délivré en exécution ou au titre du Contrat, comme les droits découlant de la loi, seront cumulatifs et pourront être exercés à tout moment.

Le fait pour le Prêteur ou l'Emprunteur de ne pas exercer un droit, ou le retard à l'exercer ne pourra jamais être considéré comme une renonciation à ce droit, et l'exercice d'un seul droit ou son exercice partiel n'empêchera pas le Prêteur ou l'Emprunteur de l'exercer à nouveau ou dans l'avenir ou d'exercer tout autre droit.

Lutte anti-corruption

L'Emprunteur s'engage (pour lui et le cas échéant les sociétés de son groupe) à ne pas utiliser les fonds empruntés dans l'objectif, partiel ou total, de commettre ou de favoriser, directement ou indirectement, un fait de corruption ou de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics ou de favoritisme en France ou dans toute autre juridiction.

Mobilisation – Transfert - Cession - Transfert des droits

Le Prêteur se réserve la faculté de mobiliser, apporter ou céder, notamment à un organisme de titrisation, la créance résultant du Crédit selon toutes modalités légales ou réglementaires en vigueur, et d'en sous-traiter le recouvrement.

L'Emprunteur ne pourra céder aucun droit ni obligation résultant du Contrat sans l'accord préalable et écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations au titre du Crédit à toutes banques ou établissements de crédit de son choix.

Il est convenu entre les parties que la transmission du patrimoine du Prêteur à une société nouvelle ou déjà existante par l'effet d'une fusion, scission ou d'un apport partiel d'actifs, entraînera transmission à la société nouvelle ou déjà existante des droits et obligations au titre du Contrat et des sûretés attachées qui garantiront les obligations nées antérieurement et le cas échéant, postérieurement.

Circonstances nouvelles

La survenance de circonstances nouvelles à caractère monétaire, financier, bancaire ou fiscal résultant de dispositions légales ou réglementaires ou de directives, recommandations, interprétations émanant d'une autorité officielle ou d'une organisation professionnelle, entraînant pour le Prêteur une obligation nouvelle génératrice de charges supplémentaires, ou de manque à gagner, liés directement ou indirectement aux opérations du Contrat, telles par exemple la constitution de réserves ou dépôts obligatoires, une réglementation quantitative du crédit, l'instauration ou l'augmentation de coefficients de liquidités, entraînera les dispositions suivantes :

- a) le Prêteur en informera l'Emprunteur par écrit dans les meilleurs délais. Le cas échéant, cette notification contiendra le montant estimatif de l'augmentation du coût et de l'indemnisation nécessaire ;
- b) les parties au Contrat, dans le respect de la réglementation en vigueur, se concerteront en vue de parvenir à une solution amiable permettant de poursuivre l'exécution du Contrat ;
- c) si aucune solution ne peut être trouvée dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par l'Emprunteur de la notification susmentionnée, celui-ci devra :

- soit demander au Prêteur de maintenir le Crédit en acceptant expressément de supporter la totalité des éventuels coûts additionnels,

- soit rembourser immédiatement toutes les sommes dues au titre du Crédit en principal, intérêts, commissions, indemnités, frais et accessoires, ainsi que tous les éventuels coûts additionnels qui, jusqu'à la date de remboursement, pourraient résulter pour le Prêteur des circonstances nouvelles.

Refinancement par la Banque de Développement du Conseil en Europe (CEB)

Dans l'hypothèse d'un refinancement du présent prêt, partiellement obtenu auprès de la BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE (CEB), l'Emprunteur déclare, pour toute la durée dudit prêt et pendant un délai maximum de 3 ans après le remboursement du prêt à la CEB :

- . Autoriser le Crédit Coopératif à communiquer à la CEB toutes les informations concernant l'Emprunteur, le présent prêt et les conditions de son remboursement, en ce compris la survenance de tout incident, et
- . Autoriser la CEB et le Crédit Coopératif, agissant conjointement ou séparément, le cas échéant par l'exercice d'un droit de visite, notamment dans les locaux de l'Emprunteur, à effectuer ou faire effectuer toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles concernant l'utilisation des fonds prêtés, en particulier quant à leur conformité avec l'objet du prêt stipulé aux présentes, l'Emprunteur s'engageant dans cette perspective à leur donner toutes facilités à cet effet.

Secret professionnel

Le Prêteur est tenu au secret professionnel conformément à la réglementation en vigueur.

Cependant, le secret doit être levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, douanière, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques...), des organismes de sécurité sociale et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution.

Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale ;
- ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Prêteur peut partager des informations confidentielles concernant l'Emprunteur, les payeurs, les Cautions et/ou garant(s) éventuels, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :

- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,
- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles, dans le strict cadre des prestations confiées par le Prêteur,
- lors de l'étude ou de l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que le Prêteur (BPCE, Banques Populaires, Caisses d'Epargne, ...),
- des entreprises tierces en cas de cessions de créance.

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

L'Emprunteur peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels le Prêteur sera autorisé à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Obligations déclaratives DAC 6

Tout intermédiaire intervenant dans le cadre d'un dispositif transfrontière au titre de DAC 6 (« DAC 6 » désignant (i) la Directive (UE) 2018/822 du Conseil du 25 mai 2018 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (ii) l'Ordonnance N° 2019-1068 du 21 octobre 2019 relative à l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal en rapport avec les dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration, (iii) les dispositions des articles 1649 AD, 1649 AE et 1649 AH du Code général des impôts (sans que cette liste soit limitative) et (iv) tout(e) loi, décret, instruction ou réglementation qui viendrait préciser la mise en œuvre ou modifier les dits textes) impliquant l'Emprunteur se conformera aux obligations déclaratives auxquelles il est soumis, sous réserve de l'obtention préalable de l'accord exprès de l'Emprunteur.

A défaut d'accord écrit de l'Emprunteur autorisant l'intermédiaire concerné à remplir ses obligations déclaratives au titre de DAC 6, l'Emprunteur est informé que chaque intermédiaire concerné devra notifier, si la situation l'exige, à tout autre intermédiaire connu et participant à ce même dispositif, de l'obligation déclarative qui lui incombe. En l'absence d'autre intermédiaire, l'intermédiaire concerné devra adresser à l'Emprunteur la notification d'obligation déclarative lui incombant et lui transmettra les informations nécessaires et connues par lui pour lui permettre de respecter ses obligations déclaratives. Dans ce dernier cas, l'obligation déclarative DAC 6 incombe alors uniquement à l'Emprunteur.

Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du Contrat et plus généralement de leur relation, le Prêteur recueille et traite des données à caractère personnel concernant l'Emprunteur et les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation.

Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont les personnes concernées disposent sur leurs données figurent dans la Notice d'information du Prêteur sur le traitement des données à caractère personnel. Cette notice est portée à la connaissance des personnes concernées lors de la première collecte de leurs données. Elles peuvent y accéder à tout moment, sur le site internet du Prêteur <https://www.credit-cooperatif.coop/Protection-des-donnees-a-caractere-Personnel> ou en obtenir un exemplaire auprès de leur agence.

Le Prêteur communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

Démarchage

Si l'Emprunteur a été démarché en vue de la souscription du Contrat dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, et même si son exécution a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, l'Emprunteur est informé de la possibilité de revenir sur son engagement.

Ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du Contrat en adressant un courrier au Prêteur.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, l'emprunteur personne physique est informé qu'il peut s'inscrire sur une liste d'opposition au démarchage téléphonique. Toutefois, malgré cette inscription, l'emprunteur personne physique peut être démarché par téléphone par le Prêteur dès lors qu'il existe des relations contractuelles antérieures.

Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, les parties conviennent d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil au Contrat.

Nullité partielle

Au cas où une stipulation du Contrat deviendrait illégale, nulle ou inopposable, ceci ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité des autres stipulations du Contrat.

Langue et droit applicables

Les parties choisissent d'un commun accord d'utiliser la langue française durant leurs relations précontractuelles et contractuelles et de rédiger les présentes dispositions contractuelles en langue française.

La loi applicable au Contrat est la loi française.

Election de domicile – Attribution de compétence

Pour l'exécution du Contrat, les parties déclarent élire domicile en son siège social pour le Prêteur, et pour l'Emprunteur, en son siège social ou au lieu de son exploitation principale.

Pour toute contestation pouvant naître du Contrat, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social du Prêteur. La présente clause n'est applicable que si l'Emprunteur a la qualité de commerçant.

Jour ouvré

Le terme « jour ouvré » utilisé dans le Contrat s'entend comme un jour ouvré TARGET où les Banques sont ouverte, en France, pour le règlement d'opérations interbancaires.

Par jour ouvré TARGET, il faut entendre tout jour entier où fonctionne le système TARGET -Trans-European Automated Real-Time Gross Settlement Express Transfer) ou tout autre système de paiement qui s'y substituerait.

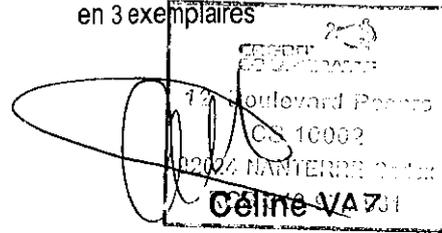


A dater par l'emprunteur

Fait à NANTERRE, le 13 Mai 2023

Le Prêteur : CREDIT COOPERATIF

en 3 exemplaires



ACCEPTATION DU CONTRAT DE PRET(S)

Je(nous) soussigné(es) déclare(ons)

- accepter le présent contrat après avoir pris connaissance des conditions particulières ci-dessus, des conditions générales, des conditions spécifiques éventuelles et des annexes jointes,
- garder en ma possession : un exemplaire de ce contrat, un exemplaire du tableau d'amortissement prévisionnel concernant chaque prêt, un exemplaire de la notice d'information du contrat d'assurance des emprunteurs/cautions le cas échéant l'ensemble tenant lieu de contrat de prêt(s)

Assureur SUP

L'Emprunteur : ASSOCIATION SAINTE AGNES

(Nom Prénom et qualité du signataire + mention manuscrite + signature)

« Bon pour acceptation »

Bon pour acceptation.

Le Garant : DEPARTEMENT DE L'ISERE

(Nom Prénom et qualité du signataire + mention manuscrite + signature)

"Bon pour cautionnement à hauteur d'un montant en principal de 350 000,00 Euros (trois cent cinquante mille Euros) auquel s'ajoutent les intérêts et intérêts de retard, au titre du prêt et conformément aux conditions générales du présent contrat, sans renonciation aux bénéfices de division et de discussion."

AM

**CREDIT COOPERATIF
AGENCE GRENOBLE MISTRAL**

REA / ZAR
Dossier : J4629393
N° Personne : 904068788
MONTANT : 500 000,00 Euros

Messieurs,

Nous faisons référence au contrat de prêt mentionné sous rubrique.

Nous vous demandons un versement selon les modalités suivantes :

- montant du versement :
- date de versement :
- coordonnées du compte bancaire à créditer :
(joindre un RIB)

Ce versement entraînant le versement de l'intégralité des fonds avant la fin de la Période de préfinancement, nous sollicitons votre accord exprès afin de différer le point de départ de la Période d'amortissement à la fin de la Période de préfinancement.

Recevez, Messieurs, nos salutations distinguées.

A _____ le _____

Nom et qualité du signataire
Cachet et signature

NB : à adresser à la BANQUE au minimum 15 jours calendaires avant la date de versement



CREDITS PM

12 BOULEVARD PESARO CS 10002
 92024 NANTERRE CEDEX
 Téléphone : 01 47 24 85 00
 Suivi par : Celine VAZ REBELO
 Références : J4629393/2735159/168752C
 Date d'édition : 07/04/2023

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL

ASSOCIATION STE AGNES LE PLANEAU

Ces charges correspondent à celles d'un prêt intégralement versé en une seule fois.

PRET DEP DECALE AM CST PF TF							
Montant du prêt :		500 000,00 EUR		Première échéance d'amortissement (hors acc.) :		12 833,33 EUR	
Taux d'intérêt :		3,600%		Périodicité :		Trimestrielle	
Durée totale :		180 mois		Quantième :		5	
Rang	MONTANT A RECOUVRER (en EUR)	CAPITAL AMORTI (en EUR)	PART INTERET (en EUR)	COUT ASSURANCES (en EUR)	COUT AUTRES FRAIS (en EUR)	CAPITAL RESTANT DU (en EUR)	
Amortissement d'une durée de 180 mois (Périodicité Trimestrielle)							
1	12 833,33	8 333,33	4 500,00	0,00	0,00	491 666,67	
2	12 758,33	8 333,33	4 425,00	0,00	0,00	483 333,34	
3	12 683,33	8 333,33	4 350,00	0,00	0,00	475 000,01	
4	12 608,33	8 333,33	4 275,00	0,00	0,00	466 666,68	
Intérêts et accessoires dus dans la période :			17 550,00	0,00	0,00		
5	12 533,33	8 333,33	4 200,00	0,00	0,00	458 333,35	
6	12 458,33	8 333,33	4 125,00	0,00	0,00	450 000,02	
7	12 383,33	8 333,33	4 050,00	0,00	0,00	441 666,69	
8	12 308,33	8 333,33	3 975,00	0,00	0,00	433 333,36	
Intérêts et accessoires dus dans la période :			16 350,00	0,00	0,00		
9	12 233,33	8 333,33	3 900,00	0,00	0,00	425 000,03	
10	12 158,33	8 333,33	3 825,00	0,00	0,00	416 666,70	
11	12 083,33	8 333,33	3 750,00	0,00	0,00	408 333,37	
12	12 008,33	8 333,33	3 675,00	0,00	0,00	400 000,04	
Intérêts et accessoires dus dans la période :			15 150,00	0,00	0,00		
13	11 933,33	8 333,33	3 600,00	0,00	0,00	391 666,71	
14	11 858,33	8 333,33	3 525,00	0,00	0,00	383 333,38	
15	11 783,33	8 333,33	3 450,00	0,00	0,00	375 000,05	
16	11 708,33	8 333,33	3 375,00	0,00	0,00	366 666,72	
Intérêts et accessoires dus dans la période :			13 950,00	0,00	0,00		

Exemplaire : Prêteur Emprunteur Caution Notaire

Apposez vos initiales.

Réf : J4629393/2735159/168752C



Rang	MONTANT A RECOUVRER (en EUR)	CAPITAL AMORTI (en EUR)	PART INTERET (en EUR)	COUT ASSURANCES (en EUR)	COUT AUTRES FRAIS (en EUR)	CAPITAL RESTANT DU (en EUR)
17	11 633,33	8 333,33	3 300,00	0,00	0,00	358 333,39
18	11 558,33	8 333,33	3 225,00	0,00	0,00	350 000,06
19	11 483,33	8 333,33	3 150,00	0,00	0,00	341 666,73
20	11 408,33	8 333,33	3 075,00	0,00	0,00	333 333,40
Intérêts et accessoires dus dans la période :			12 750,00	0,00	0,00	
21	11 333,33	8 333,33	3 000,00	0,00	0,00	325 000,07
22	11 258,33	8 333,33	2 925,00	0,00	0,00	316 666,74
23	11 183,33	8 333,33	2 850,00	0,00	0,00	308 333,41
24	11 108,33	8 333,33	2 775,00	0,00	0,00	300 000,08
Intérêts et accessoires dus dans la période :			11 550,00	0,00	0,00	
25	11 033,33	8 333,33	2 700,00	0,00	0,00	291 666,75
26	10 958,33	8 333,33	2 625,00	0,00	0,00	283 333,42
27	10 883,33	8 333,33	2 550,00	0,00	0,00	275 000,09
28	10 808,33	8 333,33	2 475,00	0,00	0,00	266 666,76
Intérêts et accessoires dus dans la période :			10 350,00	0,00	0,00	
29	10 733,33	8 333,33	2 400,00	0,00	0,00	258 333,43
30	10 658,33	8 333,33	2 325,00	0,00	0,00	250 000,10
31	10 583,33	8 333,33	2 250,00	0,00	0,00	241 666,77
32	10 508,33	8 333,33	2 175,00	0,00	0,00	233 333,44
Intérêts et accessoires dus dans la période :			9 150,00	0,00	0,00	
33	10 433,33	8 333,33	2 100,00	0,00	0,00	225 000,11
34	10 358,33	8 333,33	2 025,00	0,00	0,00	216 666,78
35	10 283,33	8 333,33	1 950,00	0,00	0,00	208 333,45
36	10 208,33	8 333,33	1 875,00	0,00	0,00	200 000,12
Intérêts et accessoires dus dans la période :			7 950,00	0,00	0,00	
37	10 133,33	8 333,33	1 800,00	0,00	0,00	191 666,79
38	10 058,33	8 333,33	1 725,00	0,00	0,00	183 333,46
39	9 983,33	8 333,33	1 650,00	0,00	0,00	175 000,13
40	9 908,33	8 333,33	1 575,00	0,00	0,00	166 666,80
Intérêts et accessoires dus dans la période :			6 750,00	0,00	0,00	
41	9 833,33	8 333,33	1 500,00	0,00	0,00	158 333,47
42	9 758,33	8 333,33	1 425,00	0,00	0,00	150 000,14
43	9 683,33	8 333,33	1 350,00	0,00	0,00	141 666,81
44	9 608,33	8 333,33	1 275,00	0,00	0,00	133 333,48
Intérêts et accessoires dus dans la période :			5 550,00	0,00	0,00	

Exemplaire : Prêteur Emprunteur Caution Notaire

Apposez vos initiales.

Réf : J4629393/2735159/168752C

Page 2 / 3



Rang	MONTANT A RECOUVRER (en EUR)	CAPITAL AMORTI (en EUR)	PART INTERET (en EUR)	COUT ASSURANCES (en EUR)	COUT AUTRES FRAIS (en EUR)	CAPITAL RESTANT DU (en EUR)
45	9 533,33	8 333,33	1 200,00	0,00	0,00	125 000,15
46	9 458,33	8 333,33	1 125,00	0,00	0,00	116 666,82
47	9 383,33	8 333,33	1 050,00	0,00	0,00	108 333,49
48	9 308,33	8 333,33	975,00	0,00	0,00	100 000,16
Intérêts et accessoires dus dans la période :			4 350,00	0,00	0,00	
49	9 233,33	8 333,33	900,00	0,00	0,00	91 666,83
50	9 158,33	8 333,33	825,00	0,00	0,00	83 333,50
51	9 083,33	8 333,33	750,00	0,00	0,00	75 000,17
52	9 008,33	8 333,33	675,00	0,00	0,00	66 666,84
Intérêts et accessoires dus dans la période :			3 150,00	0,00	0,00	
53	8 933,33	8 333,33	600,00	0,00	0,00	58 333,51
54	8 858,33	8 333,33	525,00	0,00	0,00	50 000,18
55	8 783,33	8 333,33	450,00	0,00	0,00	41 666,85
56	8 708,33	8 333,33	375,00	0,00	0,00	33 333,52
Intérêts et accessoires dus dans la période :			1 950,00	0,00	0,00	
57	8 633,33	8 333,33	300,00	0,00	0,00	25 000,19
58	8 558,33	8 333,33	225,00	0,00	0,00	16 666,86
59	8 483,33	8 333,33	150,00	0,00	0,00	8 333,53
60	8 408,53	8 333,53	75,00	0,00	0,00	0,00
Intérêts et accessoires dus dans la période :			750,00	0,00	0,00	
Total	637 250,00	500 000,00	137 250,00	0,00	0,00	

Exemplaire : Prêteur Emprunteur Caution Notaire

Apposez vos initiales.

Réf : J4629393/2735159/168752C



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 C 39 68

Objet :	Demandes de subvention Fonds Vert sur des opérations en maîtrise d'ouvrage départementale
Politique :	Toutes

Programme :	Programme 2002P005 - Maintenance dans les collèges ; Programme 2002P010 - Bâtiments administratifs ; Programme 2002P003 - Construction et réhabilitation de collèges - Programme 1999P106 Espaces naturels sensibles ; Programme 1999P114 Sécurité (liste non exhaustive susceptible d'évoluer)
Opération :	Opération 2002P005O208 - PPMA Oasis cours des collèges ; Opération 2002P010O136 - AP5C Mise aux normes des Bâts ; Opération 2002P003OAP6K - AP6K Construction et réhabilitation de collèges; Opération 1999P106O006 - Aménagement de corridors biologiques, Opération 1999P106O001 - Fonctionnement ENS ; Opération 1999P106O003 - Sites départementaux ENS Opération 1999P114PCY Pistes cyclables ; Opération 1999P114RIS Risques naturels ; (liste non exhaustive susceptible d'évoluer)

Service instructeur : DDEV/CRédacteur				
Sans incidence financière				
Répartition de subvention				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
Programmation de travaux				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....

Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
<u>Conventions, contrats, marchés</u>				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Autres (Demandes de financement)	74718	1311		

L'an deux mille vingt-trois, le trente juin à onze heures, la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère s'est réunie à l'Hôtel du Département sur la convocation et sous la présidence de M. Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental.

Membres de conseillers départementaux en exercice :	58
Présents :	51
Représentés :	6
Absents :	1

Présents : M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Besson, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, Mme Nathalie Faure, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay

Représentés : Mme Imen De Smedt donne pouvoir à M. Bernard Perazio, M. Michel Doffagne donne pouvoir à M. Christophe Borg, M. Gérard Dézempte donne pouvoir à Mme Annick Merle, Mme Martine Faïta donne pouvoir à M. Roger Marcel, Mme Joëlle Hours donne pouvoir à M. Franck Benhamou, Mme Frédérique Puissat donne pouvoir à M. Damien Michallet

Absents : M. Pierre-Didier Tchétché

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 C 39 68

Numéro provisoire : 5025 - Code matière : 7.5

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Délibération de référence pour les délégations : Délibération n°2022 BS 2022 F 32 14 du 24 juin 2022 - Finances - autoriser le Président à solliciter des aides financières ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 04-07-2023

Exécutoire le : 04-07-2023

Publication le : 04-07-2023

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP06 C 39 68,

Vu l'avis de la Commission Mobilités, habitat, équipement des territoires, numérique,

DECIDE

- de solliciter le financement de l'Etat au titre du Fonds Vert pour les dix-huit opérations présentées en annexe, correspondant au taux d'aide maximum autorisé ;
- d'autoriser la signature de tous les documents afférents.

Pour :	57	M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Besson, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Imen De Smedt, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, M. Michel Doffagne, Mme Céline Dolgopyatoff Bulet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, M. Gérard Dézempte, Mme Nathalie Faure, Mme Martine Faïta, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Joëlle Hours, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pournier, Mme Frédérique Puissat, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay
Contre :		
Abstention :		
Ne prend pas part au vote :		

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name.

Jean-Pierre Barbier

Plans de financements des opérations (Demandes de financement "Fonds Vert" du Département de l'Isère)

Aménagement d'un passage à petite faune RD 201 a et c Notre-Dame-de-l'Osier (réf. Fonds Vert 11691204)

Dépenses	Travaux	310 000
	Maîtrise d'œuvre	39 692
	Foncier	10 000
	Mandataire	46 510
	TOTAL	406 202

Ressources	Fonds Vert	136 615
	France Relance	158 400
	Autofinancement	111 187
	TOTAL	406 202

Lutte contre les espèces invasives sur les ENS départementaux (Réf. Fonds Vert 11837921)

Dépenses	Travaux	147 000
-----------------	---------	----------------

Ressources	Fonds Vert	73 500
	Autofinancement	73 500
	TOTAL	147 000

Elaboration du schéma directeur des Espaces Naturels Sensibles (réf. Fonds Vert 11838022)

Dépenses	Etudes	137 500
-----------------	--------	----------------

Ressources	Fonds Vert	68 750
	Autofinancement	68 750
	TOTAL	137 500

Routes départementales et habitations de la commune de Pont en Royans - Protection vis-à-vis de chutes de blocs (réf. Fonds Vert 11981588)

Dépenses	Travaux	2 288 000
-----------------	---------	------------------

Ressources	Fonds Vert	1 830 400
	Autofinancement	457 600
	TOTAL	2 288 000

Création d'un itinéraire cyclable entre le point de la Bâtie et le pont de Tencin en rive droite de l'Isère (réf. Fonds Vert 11924374)

Dépenses	Travaux	1 900 000
-----------------	---------	------------------

Ressources	Fonds Vert	950 000
	Autofinancement	950 000
	TOTAL	1 900 000

Réhabilitation du collège des 6 vallées à Bourg d'Oisans

Dépenses	Travaux	6 457 945
-----------------	---------	------------------

Ressources	Fonds Vert	4 340 159
	DSID	826 196
	Autofinancement	1 291 589
	TOTAL	6 457 945

Aménagement d'une cour oasis au collège Martin Luther King de Charvieu Chavagnieu (réf. Fonds Vert 11991816)

Dépenses	Travaux	558 599
-----------------	---------	----------------

Ressources	Fonds Vert	279 299
	Autofinancement	279 299
	TOTAL	558 599

Aménagement d'une cour oasis au collège Jean Ferrat de Salaise sur Sanne (réf. Fonds Vert 11967786)

Dépenses	Travaux	469 000
-----------------	---------	----------------

Ressources	Fonds Vert	234 500
	Autofinancement	234 500
	TOTAL	469 000

Aménagement des espaces extérieurs du collège André Malraux de Voreppe (réf. Fonds Vert 11996155)

Dépenses	Travaux	297 500
-----------------	---------	----------------

Ressources	Fonds Vert	148 750
	Autofinancement	148 750
	TOTAL	297 500

Aménagement d'une cour oasis au collège Le Savouret à Saint Marcellin (réf. Fonds Vert 11972124)

Dépenses	Etudes diagnostic	20 000
	Etudes préalables	27 781
	Travaux	485 794
	Maîtrise d'œuvre	60 000
	Provision pour aléas	80 000
	TOTAL	673 575

Ressources	Fonds Vert	336 788
	Autofinancement	336 788
	TOTAL	673 575

Aménagement d'une cour oasis au collège La Pierre Aiguille au Touvet (réf. Fonds Vert 12000818)

Dépenses	Travaux	344 240
-----------------	---------	----------------

Ressources	Fonds Vert	172 120
	Autofinancement	172 120
	TOTAL	344 240

Rénovation des extérieurs du collège Aimé Césaire à Grenoble en cour oasis (réf. Fonds Vert 12007849)

Dépenses	Etudes préalables	5 030
	Travaux	201 200
	Honoraires sur travaux, Frais de maîtrise	20 120
	Provisions pour aléas	10 060
	Frais de publicité marchés publics	1 000
	TOTAL	237 410

Ressources	Fonds Vert	118 705
	Autofinancement	118 705
	TOTAL	237 410

Rénovation des extérieurs du collège Fantin-Latour à Grenoble en cours oasis (réf. Fonds Vert 12021072)

Dépenses	Etudes préalables	3 341
	Travaux	133 650
	Honoraires sur travaux, Frais de maîtrise	13 365
	Provisions pour aléas	6 683
	Frais de publicité marchés publics	1 000
TOTAL	158 039	

Ressources	Fonds Vert	79 020
	Autofinancement	79 020
	TOTAL	158 039

Réaménagement de la cour de récréation du collège Vercors à Grenoble par végétalisation (réf. Fonds Vert 11937644)

Dépenses	Etudes préalables	7 107
	Travaux	284280
	Honoraires sur travaux, Frais de maîtrise	28428 €
	Provisions pour aléas	14 214
	Frais de publicité marchés publics	1 000
TOTAL	335 029	

Ressources	Fonds Vert	167 515
	Autofinancement	167 515
	TOTAL	335 029

Rénovation des extérieurs du collège Clos Jouvin à Jarrie en cour oasis (réf. Fonds Vert 12022984)

Dépenses	Etudes préalables	4 385
	Travaux	175395
	Honoraires sur travaux, Frais de maîtrise	17540 €
	Provisions pour aléas	8 770
	Frais de publicité marchés publics	1 000
TOTAL	207 090	

Ressources	Fonds Vert	103 545
	Autofinancement	103 545
	TOTAL	207 090

Rénovation des extérieurs du collège Alexander Fleming à Sassenage en cour oasis (réf. Fonds Vert 12022629)

Dépenses	Etudes préalables	2 872
	Travaux	114860
	Honoraires sur travaux, Frais de maîtrise	11486 €
	Provisions pour aléas	5 743
	Frais de publicité marchés publics	1 000
TOTAL	135 961	

Ressources	Fonds Vert	67 981
	Autofinancement	67 981
	TOTAL	135 961

Rénovation de la gendarmerie de Mens (logements et bureaux) (réf. Fonds Vert 11966196)

Dépenses	Travaux	1 091 390
-----------------	---------	------------------

Ressources	Fonds Vert	873 112
	Autofinancement	218 278
	TOTAL	1 091 390

Complément d'aménagement d'un passage à petite faune sur la RD 73 - prolongation (Grand Lemps)

Dépenses	Travaux	182 375
-----------------	---------	----------------

Ressources	Fonds Vert	91 188
	Autofinancement	91 188
	TOTAL	182 375



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 B 23 50

Objet : Site événementiel Alpexpo : avenant n°1 à la convention de réalisation et de financement - plan pluriannuel d'investissement 2020-2024 et avenant n°1 au pacte d'actionnaires de la société publique locale Alpexpo

Politique : Attractivité et tourisme

Programme : Développement touristique local
Opération : Schéma départemental du tourisme

Service instructeur : DDEV/CLP

x **Sans incidence financière**

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

L'an deux mille vingt-trois, le trente juin à onze heures, la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère s'est réunie à l'Hôtel du Département sur la convocation et sous la présidence de M. Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental.

Membres de conseillers départementaux en exercice :	58
Présents :	51
Représentés :	6
Absents :	1

Présents : M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, Mme Nathalie Faure, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay

Représentés : Mme Imen De Smedt donne pouvoir à M. Bernard Perazio, M. Michel Doffagne donne pouvoir à M. Christophe Borg, M. Gérard Dézempte donne pouvoir à Mme Annick Merle, Mme Martine Faïta donne pouvoir à M. Roger Marcel, Mme Joëlle Hours donne pouvoir à M. Franck Benhamou, Mme Frédérique Puissat donne pouvoir à M. Damien Michallet

Absents : M. Pierre-Didier Tchétché

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 B 23 50

Numéro provisoire : 4998 - Code matière : 1.4

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Délibération de référence pour les délégations : Délibération n°2022 BS 2022 F 32 14 du 24 juin 2022

Acte réglementaire ou à publier : Non

Dépôt en Préfecture le : 04-07-2023

Exécutoire le : 04-07-2023

Publication le : 04-07-2023

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP06 B 23 50,

Vu l'avis de la Commission Développement, tourisme, environnement, montagne, forêt, agriculture,

DECIDE

d'approuver et d'autoriser la signature des avenants suivants, tels que joints en annexe :

- avenant à la convention de réalisation et de financement - site événementiel Alpexpo - Plan pluriannuel d'investissement 2020-2026 ;

- avenant au Pacte d'actionnaires de la Société publique locale Alpexpo.

Pour :	57	M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Imen De Smedt, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, M. Michel Doffagne, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, M. Gérard Dézempte, Mme Nathalie Faure, Mme Martine Faïta, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Joëlle Hours, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pournier, Mme Frédérique Puissat, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay
Contre :		
Abstention :		
Ne prend pas part au vote :		

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name.

Jean-Pierre Barbier

AVENANT N°1 A LA

**« CONVENTION DE REALISATION ET DE FINANCEMENT
SITE EVENEMENTIEL ALPEXPO
PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2020-2024 »**

Devenant

**CONVENTION DE REALISATION ET DE FINANCEMENT
SITE EVENEMENTIEL ALPEXPO
PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2020-2026 »**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **La REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES**, dont le siège social est situé à Lyon 101 Cours Charlemagne à Lyon (2^{ème}), représentée par son président, Monsieur Laurent Wauquiez, dûment habilité par délibération de l'Assemblée plénière en date du 12 mai 2023
ci-après dénommée la « **Région Auvergne-Rhône-Alpes** »,
- **GRENOBLE-ALPES METROPOLE**, dont le siège social est situé 3, rue Malakoff à Grenoble, représentée par son président, Monsieur Christophe Ferrari, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil métropolitain en date du 07 avril 2023
ci-après dénommée « **Grenoble-Alpes Métropole** »,
- **Le DEPARTEMENT DE L'ISERE**, dont le siège social est situé 7, rue Fantin Latour à Grenoble, représenté par son président, Monsieur Jean-Pierre Barbier, dûment habilité par délibération de la commission permanente en date du 30 juin 2023
ci-après dénommé le « **Département de l'Isère** »,
- **La VILLE DE GRENOBLE**, dont le siège social est situé 11, boulevard Jean Pain à Grenoble, représentée par son maire, Monsieur Eric Piolle, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du XX,
ci-après dénommée la « **Ville de Grenoble** »,

Les Parties soussignées étant ci-après désignées collectivement les « **Parties** » et, individuellement, une « **Partie** ».

EN PRESENCE DE :

ALPEXPO, Société publique locale au capital de 1.500.000 euros, dont le siège social est situé avenue d'Innsbruck à Grenoble, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 423 367 804 représentée par Monsieur Jérôme RIFF, en sa qualité de directeur général, dûment habilité aux fins des présentes

ci-après la « **Société** ».

PREAMBULE

Grenoble-Alpes Métropole, propriétaire du site événementiel Alpexpo, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Département de l'Isère et la Ville de Grenoble ont souhaité s'engager dans une démarche de rénovation et d'embellissement du site.

Par son activité, ce site contribue au rayonnement économique, touristique et culturel de l'ensemble du territoire, notamment par l'organisation de salons de notoriété internationale, comme « Mountain Planet».

Dans ce cadre, le Conseil métropolitain du 5 avril 2019 a approuvé l'évolution de la répartition du capital de la SPL Alpexpo entre la ville de Grenoble et Grenoble-Alpes Métropole par l'entrée de deux nouveaux actionnaires, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département de l'Isère ainsi que par la concrétisation d'un partenariat entre ces mêmes acteurs, à travers un protocole d'accord, et la validation d'un Plan Pluriannuel d'Investissement sur la période 2020-2024.

Par délibérations concordantes, les organes délibérants de la Ville de Grenoble (23 septembre 2019), de Grenoble-Alpes Métropole (27 septembre 2019), du Département de l'Isère (25 octobre 2019,) et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (18 octobre 2019,) ont approuvé la convention de réalisation et de financement du Plan Pluriannuel d'Investissement 2020-2024 (phase 1) du site événementiel Alpexpo (la « **Convention** »).

Compte tenu de l'évolution économique du secteur des foires et salons, de l'augmentation des coûts de construction en lien avec l'inflation, et de l'avancée de la programmation sur les différents bâtiments du site, il est apparu nécessaire aux partenaires de faire évoluer ce Plan Pluriannuel d'Investissements, dont la clef de répartition entre les différents actionnaires demeure par ailleurs inchangée.

Cette évolution validée par les partenaires lors du Comité de pilotage du 19 janvier 2023 implique de réviser la convention de réalisation signée entre les partenaires, notamment dans sa durée.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Tenant compte du retard pris dans le démarrage des travaux du fait de la pandémie COVID et d'études complémentaires nécessaires pour certains des bâtis, les Parties conviennent de décaler la fin de la période des travaux de la phase 1, objet du Plan Pluriannuel d'Investissement précédemment conclu.

Le titre de la convention, prenant en compte la nouvelle durée d'investissement devient :
« Convention de réalisation et de financement – Site événementiel Alpexpo – Plan pluriannuel d'investissement 2020-2026 ».

Le 1^{er} alinéa de l'article 1 est donc désormais rédigé comme suit :

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de réalisation et de financement du plan pluriannuel d'investissement 2020-2026 (phase 1) du site événementiel Alpexpo, tel que détaillé en annexe 1.

La mise à jour actualisée de cette annexe relative à la répartition des investissements, emporte substitution à l'annexe G - Plan d'investissement au « Pacte d'actionnaires de la Société Publique Locale ALPEXPO » approuvée en 2019.

ARTICLE 6 – CONTROLE ET SUIVI

Tenant compte de sa contribution financière au montant des travaux à hauteur de 70 %, soit 18,27 M€, la Région Auvergne-Rhône-Alpes a indiqué sa volonté de s'impliquer davantage dans le suivi de la maîtrise d'ouvrage. La définition du rôle de suivi renforcé souhaité par la Région est donc explicitée.

L'article 6 est donc désormais complété comme suit :

« Grenoble-Alpes Métropole travaillera en étroite collaboration avec un(e) Chef(fe) de projet du Service Patrimoine et Entretien Immobilier » désigné(e) par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le chef de projet de la Région aura comme principale mission d'aider le Maître d'ouvrage (Grenoble-Alpes Métropole) dans le suivi des projets, autant dans les phases de conception que lors des chantiers. Il interviendra dans le but de parfaire les compétences techniques du Maître d'ouvrage.

Pour ce, le chef de projet sera associé par Grenoble-Alpes Métropole à toutes les étapes des projets. Il participera aux réunions, sera destinataire des tous les échanges liés aux projets. Il sera également destinataire de tous les livrables.

Le chef de projet sera concerté pour toutes les prises de décisions et analyses des stratégies de projets, tant en phase conception qu'en phase chantier.

Lors des chantiers, il participera aux réunions et sera destinataire de tous les éléments (relatifs notamment planning et de budget). »

Toutes les clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de différence.

Fait à Grenoble
Le

En 4 exemplaires originaux

Ville de Grenoble

Représentée par M Eric PIOLLE

Grenoble-Alpes Métropole

Représentée par M Christophe FERRARI

Département de l'Isère

Représenté par M Jean-Pierre BARBIER

Région Auvergne-Rhône-Alpes

Représentée par M Laurent WAUQUIEZ

ANNEXES

Plan d'investissement ALPEXPO

PHASE 1: 2022 à 2026	Coût opération M€ HT compris révisions	Coût travaux M€ HT	Commentaires/détail	Calendrier envisageable Travaux
Tranche 1: Alpes Congrès			Compris révision de prix => avril 2026	
Réhabilitation complète du bâtiment	15,8	10,82	Réhabilitation des façades, étanchéité, espaces intérieurs, équipements de production énergétique, désamiantage, déplombage et renforcement charpente, mises aux normes	2023-2026
Tranche 2: Autres Espaces Alpexpo				
Summum	1,41	0,89	Travaux de remise à niveau des espaces artistes, des espaces d'accueil du public, amélioration locaux de stockage, mises aux normes, création de vestiaire hôtesse, réfection partielle toiture + isolant et relevés d'étanchéité	2024-2025
Cour d'Honneur	1,65	1,00	Traitement de l'entrée avec flux séparés piétons véhicules/ reprises de sol et espaces verts compris CBO(platine visio portail 2)/CBE (prises pour véhicules traiteurs)	2025
Sanitaires JM(R-1)	0,50	0,36	rénovation des sanitaires vétustes R-1	2024
Signalétique intérieures	0,14	0,10	amélioration de la signalétique indispensable	2024-2025
Signalétique extérieure	0,14	0,10	amélioration de la signalétique indispensable	2024-2025
Mermoz rénovation	0,84	0,60	Non prévu initialement dans programme MOE Toiture en fin de vie, rideaux coupe-feu en fin de vie et non réparables	2025
Espace 68 Toiture	1,37	0,85	Non prévu initialement dans programme MOE Toiture en fin de vie.	2025
Hall 89	1,78	1,30	remise à niveau et équipements complémentaires apportant de la modularité sur ce bâtiment	2023-2026
AMO diag stratégique global	0,08	0,08	Aide à la décision sur les aménagements Phase 2	2023
Toiture Hall 89	2,39	1,40	Toiture en fin de vie non isolée	2026
Total PHASE 1 M€ HT	26,10	17,50		

PHASE 1: 2022 à 2026	PRISE EN CHARGE GRENOBLE ALPES METROPOLE au titre du Gros Entretien Réparations (GER)			
Tranche 2: Autres Espaces Alpexpo	Coût opération M€ HT compris révisions	Coût travaux M€ HT	Commentaires/détail	Calendrier envisageable Travaux
Provisions GER sur l'ensemble du site	1,95	1,37	Provisions pour GER permettant de gérer les imprévus techniques et les remises à niveau ponctuels sur les différents bâtiments du site, en attente de la phase 2. Compris : géothermie pour rafraichissement Alpes congrès et Espace 68	2023-2026
Espace 68	1,05	0,74	Mise en place d'un monte-charge/ Améliorations office traiteur et chambre froide/ Mise aux normes/ Mise en place réseau type DECT/ Alarme PPMS / Remise à niveau régie J. Prouvé <i>Fauteuils Jean Prouvé non compris car rénovation housses traitée par SPL</i>	2024
Total PHASE 1 M€ HT	3,00	2,11		

Projections des travaux au-delà de 2026 (phase 2), nécessitant la rédaction d'une nouvelle convention de réalisation et de financement d'un Plan Pluriannuel d'Investissement au-delà de 2026

PHASE 2: 2026 à 2030 HALL JM	Coût opération M€ HT compris révisions	Coût travaux M€ HT	Commentaires/détail	Calendrier envisageable Travaux
Réseaux et sols complets compris RIA	12,07	7,14	compris révision 5% sur 4 ans Possible économie jusqu'à 0,8M en fonction de la charge admissible.	2027
Sanitaires Sud	0,71	0,4	compris révisions 5% sur 5 ans	2028
Rideaux de partitionnement	0,85	0,48	compris révisions 5% sur 5 ans	2028
Etanchéité	9,84	5,12	compris révisions 5% sur 5 ans	2027 ou 2029
Amélioration des usages	5,93	3,36	compris révisions 5% sur 5 ans	2029
Production chauffage				
Amélioration techniques				
Mises aux normes				
Total PHASE 2 M€ HT	29,39	16,50		

PHASE 3: 2030 à 2035 (non chiffrée)
Extérieurs, liaison avec GRANDALPE
Compléments de rénovation sur le Summum

AVENANT N°1

PACTE D'ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE ALPEXPO

ENTRE

La VILLE DE GRENOBLE

GRENOBLE-ALPES METROPOLE

Le DEPARTEMENT DE L'ISERE

La REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

EN PRESENCE DE

La SOCIETE PUBLIQUE LOCALE ALPEXPO

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- **La REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES**, dont le siège social est situé à Lyon 101 Cours Charlemagne à Lyon (2^{ème}), représentée par son président, Monsieur Laurent Wauquiez, dûment habilité par délibération de la Commission permanente en date du 12 mai 2023.
ci-après dénommée la « **Région Auvergne-Rhône-Alpes** »,
- **GRENOBLE-ALPES METROPOLE**, dont le siège social est situé 3, rue Malakoff à Grenoble, représentée par son président, Monsieur Christophe Ferrari, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil métropolitain en date du 07 avril 2023
ci-après dénommée « **Grenoble-Alpes Métropole** »,
- **Le DEPARTEMENT DE L'ISERE**, dont le siège social est situé 7, rue Fantin Latour à Grenoble, représenté par son président, Monsieur Jean-Pierre Barbier, dûment habilité par délibération de la commission permanente en date du 30 juin 2023
ci-après dénommé le « **Département de l'Isère** »,
- **La VILLE DE GRENOBLE**, dont le siège social est situé 11, boulevard Jean Pain à Grenoble, représentée par son maire, Monsieur Eric Piolle, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du XX,
ci-après dénommée la « **Ville de Grenoble** »,

Les Parties soussignées étant ci-après désignées collectivement les « **Parties** » et, individuellement, une « **Partie** ».

EN PRESENCE DE :

ALPEXPO, Société publique locale au capital de 1.500.000 euros, dont le siège social est situé avenue d'Innsbruck à Grenoble, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Grenoble sous le numéro 423 367 804 représentée par Monsieur Jérôme RIFF, en sa qualité de directeur général, dûment habilité aux fins des présentes

ci-après la « **Société** ».

PREAMBULE

Grenoble-Alpes Métropole, propriétaire du site événementiel Alpexpo, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le Département de l'Isère et la Ville de Grenoble ont souhaité s'engager dans une démarche de rénovation et d'embellissement du site.

Par son activité, ce site contribue au rayonnement économique, touristique et culturel de l'ensemble du territoire, notamment par l'organisation de salons de notoriété internationale, comme « Mountain Planet ».

Dans ce cadre, le Conseil métropolitain du 5 avril 2019 a approuvé l'évolution de la répartition du capital de la SPL Alpexpo entre la ville de Grenoble et Grenoble-Alpes Métropole par l'entrée de deux nouveaux actionnaires, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département de l'Isère ainsi que par la concrétisation d'un partenariat entre ces mêmes acteurs, à travers un protocole d'accord et la validation d'un Plan Pluriannuel d'Investissement sur la période 2020-2024.

Par délibérations concordantes, les organes délibérants de la Ville de Grenoble (23 septembre 2019), de Grenoble-Alpes Métropole (27 septembre 2019), du Département de l'Isère (25 octobre 2019,) et de

la Région Auvergne-Rhône-Alpes (18 octobre 2019,) ont approuvé le Pacte d'actionnaires de la Société publique Locale Alpexpo. (le « **Pacte** »).

Compte tenu de l'évolution économique du secteur des foires et salons, de l'augmentation des coûts de construction en lien avec l'inflation, et de l'avancée de la programmation sur les différents bâtiments du site, il est apparu nécessaire aux partenaires de faire évoluer ce Plan Pluriannuel d'Investissements, dont la clef de répartition entre les différents actionnaires demeure par ailleurs inchangée.

Cette évolution validée par les partenaires lors du Comité de pilotage du 19 janvier 2023 sera mise en œuvre par avenant à la *Convention de réalisation et de financement Site événementiel ALPEXPO – Plan Pluriannuel d'Investissement 2020-2026*, voté lors du Conseil métropolitain du 07 avril 2023.

Elle implique par ailleurs de réviser l'annexe G « Plan d'investissement Alpexpo », annexée au Pacte d'actionnaires de la Société Publique Locale Alpexpo (objet du présent avenant),

EN CONSEQUENCE DE QUOI, IL EST CONVENU LA SUBSTITUTION DE L'ANNEXE G PAR L'ANNEXE CI-APRES.

Fait à Grenoble
Le

En 5 exemplaires originaux

Ville de Grenoble

Représentée par M Eric PIOLLE

Grenoble-Alpes Métropole

Représentée par M Christophe FERRARI

Département de l'Isère

Représenté par M Jean-Pierre BARBIER

Région Auvergne-Rhône-Alpes

Représentée par M Laurent WAUQUIEZ

Alpexpo

Représentée par M Jérôme RIFF

ANNEXE G

Plan d'investissement ALPEXPO

PHASE 1: 2022 à 2026	Coût opération M€ HT compris révisions	Coût travaux M€ HT	Commentaires/détail	Calendrier envisageable Travaux
Tranche 1: Alpes Congrès			Compris révision de prix => avril 2026	
Réhabilitation complète du bâtiment	15,8	10,82	Réhabilitation des façades, étanchéité, espaces intérieurs, équipements de production énergétique, désamiantage, déplombage et renforcement charpente, mises aux normes	2023-2026
Tranche 2: Autres Espaces Alpexpo				
Summum	1,41	0,89	Travaux de remise à niveau des espaces artistes, des espaces d'accueil du public, amélioration locaux de stockage, mises aux normes, création de vestiaire hôtesse, réfection partielle toiture + isolant et relevés d'étanchéité	2024-2025
Cour d'Honneur	1,65	1,00	Traitement de l'entrée avec flux séparés piétons véhicules/ reprises de sol et espaces verts compris CBO(platine visio portail 2)/CBE (prises pour véhicules traiteurs)	2025
Sanitaires JM(R-1)	0,50	0,36	rénovation des sanitaires vétustes R-1	2024
Signalétique intérieures	0,14	0,10	amélioration de la signalétique indispensable	2024-2025
Signalétique extérieure	0,14	0,10	amélioration de la signalétique indispensable	2024-2025
Mermoz rénovation	0,84	0,60	Non prévu initialement dans programme MOE Toiture en fin de vie, rideaux coupe-feu en fin de vie et non réparables	2025
Espace 68 Toiture	1,37	0,85	Non prévu initialement dans programme MOE Toiture en fin de vie.	2025
Hall 89	1,78	1,30	remise à niveau et équipements complémentaires apportant de la modularité sur ce bâtiment	2023-2026
AMO diag stratégique global	0,08	0,08	Aide à la décision sur les aménagements Phase 2	2023
Toiture Hall 89	2,39	1,40	Toiture en fin de vie non isolée	2026
Total PHASE 1 M€ HT	26,10	17,50		

PHASE 1: 2022 à 2026	PRISE EN CHARGE GRENOBLE ALPES METROPOLE au titre du Gros Entretien Réparations (GER)			
Tranche 2: Autres Espaces Alpexpo	Coût opération M€ HT compris révisions	Coût travaux M€ HT	Commentaires/détail	Calendrier envisageable Travaux
Provisions GER sur l'ensemble du site	1,95	1,37	Provisions pour GER permettant de gérer les imprévus techniques et les remises à niveau ponctuels sur les différents bâtiments du site, en attente de la phase 2. Compris : géothermie pour rafraîchissement Alpes congrès et Espace 68	2023-2026
Espace 68	1,05	0,74	Mise en place d'un monte-charge/ Améliorations office traiteur et chambre froide/ Mise aux normes/ Mise en place réseau type DECT/ Alarme PPMS / Remise à niveau régie J. Prouvé <i>Fauteuils Jean Prouvé non compris car rénovation housses traitée par SPL</i>	2024
Total PHASE 1 M€ HT	3,00	2,11		

Projections des travaux au-delà de 2026 (phase 2), nécessitant la rédaction d'une nouvelle convention de réalisation et de financement d'un Plan Pluriannuel d'Investissement au-delà de 2026

PHASE 2: 2026 à 2030 HALL JM	Coût opération M€ HT compris révisions	Coût travaux M€ HT	Commentaires/détail	Calendrier envisageable Travaux
Réseaux et sols complets compris RIA	12,07	7,14	compris révision 5% sur 4 ans Possible économie jusqu'à 0,8M en fonction de la charge admissible.	2027
Sanitaires Sud	0,71	0,4	compris révisions 5% sur 5 ans	2028
Rideaux de partitionnement	0,85	0,48	compris révisions 5% sur 5 ans	2028
Etanchéité	9,84	5,12	compris révisions 5% sur 5 ans	2027 ou 2029
Amélioration des usages	5,93	3,36	compris révisions 5% sur 5 ans	2029
Production chauffage				
Amélioration techniques				
Mises aux normes				
Total PHASE 2 M€ HT	29,39	16,50		

PHASE 3: 2030 à 2035 (non chiffrée)
Extérieurs, liaison avec GRANDALPE
Compléments de rénovation sur le Summum



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 C 14 64

Objet :	Dispositif "Petites Villes de Demain" : partenariat avec la Banque des Territoires
Politique :	Solidarité territoriale

Programme :	Equipements communaux et intercommunaux
	Opération : CDC Petites Villes de Demain - AP9Q

Service instructeur : DDEV/CLP				
Sans incidence financière				
Répartition de subvention				
Imputations	AP9Q	.....	.....	.....
Montant budgété	1 200 000 €	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	467 945 €	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	63 894 €	.....	.....	.....
Solde à répartir	668 161 €	.....	.....	.....
Programmation de travaux				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
Conventions, contrats, marchés				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Autres (à préciser)				

L'an deux mille vingt-trois, le trente juin à onze heures, la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère s'est réunie à l'Hôtel du Département sur la convocation et sous la présidence de M. Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental.

Membres de conseillers départementaux en exercice :	58
Présents :	51
Représentés :	6
Absents :	1

Présents : M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, Mme Nathalie Faure, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay

Représentés : Mme Imen De Smedt donne pouvoir à M. Bernard Perazio, M. Michel Doffagne donne pouvoir à M. Christophe Borg, M. Gérard Dézempte donne pouvoir à Mme Annick Merle, Mme Martine Faïta donne pouvoir à M. Roger Marcel, Mme Joëlle Hours donne pouvoir à M. Franck Benhamou, Mme Frédérique Puissat donne pouvoir à M. Damien Michallet

Absents : M. Pierre-Didier Tchétché

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 C 14 64

Numéro provisoire : 5038 - Code matière : 7.5

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Délibération de référence pour les délégations : Délibération n°2022 BS 2022 F 32 14 du 24 juin 2022 - Finances - individualiser les crédits votés par l'assemblée départementale : octroyer ou retirer des subventions, participations, prêts et secours, bourses et allocations diverses, décider du versement de cotisations et d'indemnités diverses, hors celles versées aux conseillers départementaux ; affecter les opérations de travaux ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 04-07-2023

Exécutoire le : 04-07-2023

Publication le : 04-07-2023

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP06 C 14 64,

Vu l'avis de la Commission Mobilités, habitat, équipement des territoires, numérique,

DECIDE

- de désaffecter le reliquat libéré sur les opérations soldées de 2 775 € (listées en annexe) ;
- d'allouer un total de 66 669 € aux 7 opérations listées dans le tableau ci-dessous, dans le cadre des crédits délégués de la Banque des territoires (BDT) pour le dispositif "Petites villes de demain" :

Maitre d'ouvrage	Opération	Montant de l'étude	Autres financeurs	Reste à charge de la commune	Taux de subvention D38	Montant subvention du CD38
Mens	Accompagnement sur l'animation et la stratégie d'un tiers-lieu (suite)	26 855 €	Non	26 855 €	25%	6 714 €
Tullins	Appui à la rédaction de la convention cadre	11 400 €	Non	11 400 €	50 %	5 700 €
Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté	Réalisation d'un schéma de développement et d'aménagement commercial	30 250 €	Non	30 250 €	50 %	15 125 €
Saint-Marcellin	Réalisation d'un cahier de prescriptions architecturales	48 000 €	Oui	36 000 €	25 %	9 000 €
Saint-Marcellin	Etude de cadrage urbain sur le secteur de la Plaine	50 450 €	Non	50 450 €	50 %	25 225 €
Beaurepaire	Audit énergétique de 2 bâtiments communaux	15 245 €	Oui	7 622 €	25 %	1 905 €
La Mure	Accompagnement pour l'étude de réaménagement de la Grande Rue	6 000 €	Non	6 000 €	50 %	3 000 €
Total						66 669 €

Pour :	57	M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Imen De Smedt, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, M. Michel Doffagne, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, M. Gérard Dézempte, Mme Nathalie Faure, Mme Martine Faïta, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Joëlle Hours, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, Mme Frédérique Puissat, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay
Contre :		
Abstention :		
Ne prend pas part au vote :		

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**
Séance du 30 juin 2023
DOSSIER N° 2023 CP06 C 14 65

Objet :	Opération de Revitalisation de Territoire des Balcons du Dauphiné
Politique :	Solidarité territoriale

Programme :	Aide aux communes
Opération :	

Service instructeur : DDEV/CLP				
Sans incidence financière				
Répartition de subvention				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
Programmation de travaux				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
Conventions, contrats, marchés				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Autres (à préciser)				

L'an deux mille vingt-trois, le trente juin à onze heures, la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère s'est réunie à l'Hôtel du Département sur la convocation et sous la présidence de M. Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental.

Membres de conseillers départementaux en exercice :	58
Présents :	51
Représentés :	6
Absents :	1

Présents : M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, Mme Nathalie Faure, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay

Représentés : Mme Imen De Smedt donne pouvoir à M. Bernard Perazio, M. Michel Doffagne donne pouvoir à M. Christophe Borg, M. Gérard Dézempte donne pouvoir à Mme Annick Merle, Mme Martine Faïta donne pouvoir à M. Roger Marcel, Mme Joëlle Hours donne pouvoir à M. Franck Benhamou, Mme Frédérique Puissat donne pouvoir à M. Damien Michallet

Absents : M. Pierre-Didier Tchétché

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 C 14 65

Numéro provisoire : 5185 - Code matière : 7.5

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :Domaine contractuel
- approuver les chartes, plans et schémas divers, protocoles d'accord et conventions diverses, et
leurs avenants ainsi que les transactions ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 04-07-2023

Exécutoire le : 04-07-2023

Publication le : 04-07-2023

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP06 C 14 65,

Vu l'avis de la Commission Mobilités, habitat, équipement des territoires, numérique,

DECIDE

d'approuver et d'autoriser la signature de la convention cadre valant Opération de Revitalisation du Territoire des programmes mis en place sur les communes de Crémieu, Tignieu-Jamezieu, Montalieu-Vercieu, Saint-Chef, Morestel et Les Avenières Veyrins-Thuellin, jointe en [annexe](#).

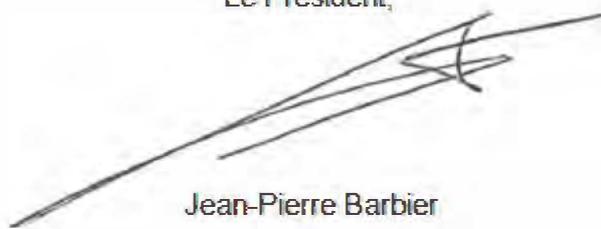
Pour :	57	M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Imen De Smedt, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, M. Michel Doffagne, Mme Céline Dolgopyatoff Bulet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Durantou, M. Gérard Dézempte, Mme Nathalie Faure, Mme Martine Faïta, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Joëlle Hours, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pournier, Mme Frédérique Puissat, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay
Contre :		
Abstention :		
Ne prend pas part au vote :		

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Annexe consultable directement sur <https://www.isere.fr/Deliberations/CP/2023/Annexe-5185.pdf>
ou en effectuant une recherche via le moteur de recherche des délibérations disponible sur <https://www.isere.fr/decisions-assemblee-isere/recherche-des-deliberations/> avec les mots clés "Opération de Revitalisation de Territoire des Balcons du Dauphiné".

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the printed name.

Jean-Pierre Barbier



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 C 14 66

Objet : Dotations territoriales des territoires du Haut-Rhône dauphinois, de la Porte des Alpes et du Voironnais-Chartreuse - 2ème répartition 2023

Politique : Solidarité territoriale

Programme : Aides aux communes
Opération : Dotation des territoires

Service instructeur : DDEV/CLP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations	DOTTER	.....	.....	.....
Montant budgété		.....	.....	.....
Montant déjà réparti		.....	.....	.....
Montant de la présente répartition		.....	.....	.....
Solde à répartir		.....	.....	.....
Programmation de travaux				
Imputations		.....	.....	.....
Montant budgété		.....	.....	.....
Montant déjà réparti		.....	.....	.....
Montant de la présente répartition		.....	.....	.....
Solde à répartir		.....	.....	.....
Conventions, contrats, marchés				
Imputations		.....	.....	.....
Autres (à préciser)				

L'an deux mille vingt-trois, le trente juin à onze heures, la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère s'est réunie à l'Hôtel du Département sur la convocation et sous la présidence de M. Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental.

Membres de conseillers départementaux en exercice :	58
Présents :	51
Représentés :	6
Absents :	1

Présents : M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Besson, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, Mme Nathalie Faure, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay

Représentés : Mme Imen De Smedt donne pouvoir à M. Bernard Perazio, M. Michel Doffagne donne pouvoir à M. Christophe Borg, M. Gérard Dézempte donne pouvoir à Mme Annick Merle, Mme Martine Faïta donne pouvoir à M. Roger Marcel, Mme Joëlle Hours donne pouvoir à M. Franck Benhamou, Mme Frédérique Puissat donne pouvoir à M. Damien Michallet

Absents : M. Pierre-Didier Tchétché

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 C 14 66

Numéro provisoire : 5187 - Code matière : 7.5

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Délibération de référence pour les délégations : Délibération n°2022 BS 2022 F 32 14 du 24 juin 2022 - Finances - individualiser les crédits votés par l'assemblée départementale : octroyer ou retirer des subventions, participations, prêts et secours, bourses et allocations diverses, décider du versement de cotisations et d'indemnités diverses, hors celles versées aux conseillers départementaux ; affecter les opérations de travaux ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 04-07-2023

Exécutoire le : 04-07-2023

Publication le : 04-07-2023

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP06 C 14 66,

Vu l'avis de la Commission Mobilités, habitat, équipement des territoires, numérique,

DECIDE

d'attribuer les montants indiqués au titre de la répartition de la dotation territoriale, pour les opérations listées, par territoire, dans les annexes 1 (origine des crédits ramenés détaillée en annexe 3) :

Territoire	Enveloppe année 2023	Montant déjà réparti	Répartition présente CP	Origine des crédits		
				Enveloppe année 2023	Crédits récupérés 2023	Crédits récupérés 2022
Haut-Rhône dauphinois	2 234 481 €	790 464 €	139 043 €	139 043 €		
Porte des Alpes	1 696 558 €	1 248 925 €	187 410 €	186 114 €		1 296 €
Vals du Dauphiné	1 195 000 €	788 823 €				
Isère-Rhodanienne	2 466 498 €	1 864 079 €				
La Bièvre	2 460 000 €	2 043 053 €				
Voironnais-Chartreuse	2 032 721 €	1 233 311 €	799 410 €	799 410 €		
Sud-Grésivaudan	1 689 403 €	999 666 €				
Grésivaudan	2 210 000 €	994 468 €				
Vercors	672 500 €	221 961 €				
Trièves	1 485 339 €	125 607 €				
Matheysine	1 615 000 €	484 342 €				
Oisans	1 350 000 €	490 750 €				
Agglomération grenobloise	3 892 500 €	1 063 069 €				
TOTAL	25 000 000 €	12 348 518 €	1 125 863 €	1 124 567 €		1 296 €

Pour :	57	M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Imen De Smedt, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, M. Michel Doffagne, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, M. Gérard Dézempte, Mme Nathalie Faure, Mme Martine Faïta, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Joëlle Hours, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, Mme Frédérique Puissat, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay
Contre :		
Abstention :		
Ne prend pas part au vote :		

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,



Jean-Pierre Barbier

Territoire du Haut-Rhone dauphinois

Annexe 1

2ième répartition de la dotation territoriale 2023 - Tranche ferme

Dotation territoriale 2023 (date de caducité : 31/12/2024)

Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable	Taux	Subvention totale	Présente CP	nomenclature comptable	Montant
Morestel	Optevoz	Construction d'une chaufferie bois pour la salle des fêtes et l'école	Bâtiments communaux et intercommunaux	265 910 €	186 270 €	40%	74 508 €	74 508 €	3066	74 508 €
Morestel	Vignieu	Réhabilitation du stade - Création d'une zone sportive et culturelle	Equipement Sportif et/ou Culturel	194 879 €	161 338 €	40%	64 535 €	64 535 €	3066	64 535 €
TOTAL ENVELOPPE 2023								139 043 €		

Versement en une fois < à 15 000 € < à 10 000€ pour commune <500 hab	2436	0 €
Versement avec acompte ≥ à 15 000 € ≥ à 10 000€ pour commune < 500 hab	2448	0 €
	3036	0 €
	3037	0 €
	3065	0 €
	3066	139 043 €
	3069	0 €
	3071	0 €
	Total	139 043 €

Nomenclature Montant

Versement en une fois < à 15 000 € ou < 10 000 €	2436	0 €
Versement avec acompte ≥ à 15 000 € ou ≥ 10 000 €	2448	0 €
	3036	0 €
	3037	0 €
	3065	0 €
	3066	139 043 €
	3069	0 €
	3071	0 €
	Total	139 043 €

2436-204/2041481/54 commune : sub I Biens, mobiliers, matériel, études

2448-204/2041482/54 commune : sub I Bâtiments et installations

3036-204/2041581/54 interco : sub I Biens, mobiliers, matériel, études

3037-204/2041582/54 interco : sub I Bâtiments et installations

3065-204/2324/54 commune : sub I en cours Biens, mobiliers, matériel, études

3066-204/2324/54 commune : sub I en cours Bâtiments et installations

3069-204/2324/54 interco : sub I en cours Biens, mobiliers, matériel, études

3071-204/2324/54 interco : sub I en cours Bâtiments et installations

Territoire du Haut-Rhone dauphinois

Annexe 1bis

2ième Répartition de la dotation territoriale 2023 - Plans de financement

Canton	Maitre d'ouvrage	Opération	Montant travaux HT	Subvention totale Département	AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS										taux de financement prévisionnel		
					EPCI		Région		Etat		Europe		Autre personne publique			TOTAL subventions	
					Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*			Montant
Morestel	Optevoz	Construction d'une chaufferie bois pour la salle des fêtes et l'école	265 910 €	74 508 €	39 648 €	A			35 571 €	A				63 000 €	A	212 727 €	80,00%
Morestel	Vignieu	Réhabilitation du stade - Création d'une zone sportive et culturelle	194 879 €	64 535 €			38 976 €	D	38 976 €	A						142 487 €	73,12%

* Demandé/Attribué

Canton	Maire d'ouvrage	Opération	Domaine	Montants Travaux HT	Depense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Subventions antérieures	CP 31/03/2023	Présente CP	2023 indicative	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
Charvieu-Chavagneu	Annoisin-Chateleins	Installation de toilettes publiques autonomes	Bâtiments communaux	20 650 €	20 650 €	40%	8 260 €							
Charvieu-Chavagneu	Anthorn	Restructuration du pôle scolaire avec construction d'un restaurant scolaire	Scolaire	1 085 000 €	1 000 000 €	40%	400 000 €				100 000 €			
Morestel	Arandon-Passins	Réhabilitation de la Mairie	Bâtiments communaux	747 971 €	747 971 €	25%	186 993 €							86 993 €
Morestel	Bouvesse-Quirieu	Extension et réhabilitation de la mairie de Bouvesse-Quirieu	Bâtiments communaux	951 948 €	750 000 €	25%	187 500 €							87 500 €
La Verpillière	Chamagnieu	Construction d'un local associatif	Bâtiments communaux	218 888 €	218 888 €	40%	87 555 €							87 555 €
La Verpillière	Chamagnieu	Création d'une cour d'école écologique	Scolaire	272 707 €	272 707 €	40%	109 083 €							109 083 €
La Verpillière	Chamagnieu	Extension et réhabilitation de la mairie	Bâtiments communaux	928 703 €	750 000 €	40%	300 000 €		180 000 €					
Morestel	Charette	Création de jeux de boules	Équipements de plein-air	14 130 €	14 130 €	40%	5 652 €							5 652 €
Charvieu-Chavagneu	Chozeau	Extension et aménagement de l'espace multi-activité	Bâtiments communaux	815 953 €	657 802 €	40%	263 121 €	135 275 €			127 846 €			
Charvieu-Chavagneu	Chozeau	Remise en état de deux courts de tennis	Équipements de plein-air	19 964 €	19 964 €	40%	7 986 €				7 986 €			
Morestel	Courtenay	Création d'une plaine de jeux (terrain de rugby)	Équipements de plein-air	662 963 €	500 000 €	40%	200 000 €							100 000 €
Morestel	Courtenay	Création d'un sanitaire aux normes PMR au boulodrome	Bâtiments communaux	22 607 €	22 607 €	40%	9 043 €							
Charvieu-Chavagneu	Crémieu	Désimperméabilisation et végétalisation des cours d'écoles du groupe scolaire Les Dauphins	Scolaire	425 000 €	400 000 €	25%	100 000 €							100 000 €
Morestel	Creys-Mépieu	construction d'une salle polyvalente	Bâtiments communaux	2 846 000 €	750 000 €	25%	187 500 €	107 500 €			80 000 €			
Charvieu-Chavagneu	Dizimieu	Réhabilitation et extension de la mairie	Bâtiments communaux	694 404 €	694 404 €	40%	277 762 €							177 762 €
La Verpillière	Frontonas	Création d'un aménagement multiactivité intergénérationnel de plein-air	Équipements de plein-air	108 411 €	108 411 €	25%	27 103 €		27 103 €					
Charvieu-Chavagneu	Hieres/Arby	installation de jeux extérieurs	Équipements de plein-air	22 942 €	22 942 €	25%	5 736 €							5 736 €
Morestel	Le Bouchage	Aménagement d'un local technique route des Corbassières	Bâtiments communaux	37 867 €	37 867 €	40%	15 147 €							15 147 €
Charvieu-Chavagneu	Leyrieu	Extension de la mairie et travaux d'amélioration des performances énergétiques	Bâtiments communaux	531 837 €	531 837 €	40%	212 735 €							100 000 €
Morestel	Montalieu-Verclieu	Réhabilitation lourde et extension de l'école maternelle	Scolaire	1 437 000 €	1 000 000 €	25%	250 000 €	90 000 €			100 000 €			
La Tour-du-Pin	Montcaira	Extension et réhabilitation de l'école communale (création classes supplémentaires en primaire et maternelle)	Scolaire	902 928 €	460 696 €	45%	207 313 €	62 563 €			7 313 €			
Charvieu-Chavagneu	Moras	Réhabilitation et extension de l'école	Scolaire	514 626 €	500 052 €	40%	200 021 €	50 000 €			50 000 €			
Morestel	Morestel	Réhabilitation de la Maison de l'Amitié	Bâtiments communaux	1 124 813 €	750 000 €	25%	187 500 €							87 500 €
Morestel	Oplevoz	Construction d'une chaufferie bois pour la salle des fêtes et l'école	Bâtiments communaux	265 910 €	186 270 €	40%	74 508 €			74 508 €				

Canton	Maire d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Subventions antérieures	CP 31/03/2023	Présente CP	2023 indicative	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
Morestel	Parmillieu	Aire de jeux du Montey	Equipements de plein-air	77 781 €	73 395 €	40%	29 358 €						29 358 €	
Charvieu-Chavagneux	Pont de Cheruy	Création d'un groupe scolaire primaire avec service de restauration	Scolaire	3 608 000 €	1 000 000 €	25%	250 000 €						250 000 €	
Morestel	Porcieu-Amblagnieu	Création d'un pumptrack	Equipements de plein-air	109 050 €	109 050 €	25%	27 263 €						27 263 €	
Morestel	Porcieu-Amblagnieu	Réhabilitation et extension des locaux périscolaires et restaurant scolaire	Scolaire	864 000 €	864 000 €	25%	216 000 €				116 000 €	100 000 €		
Bourgoin-Jallieu	Saint Chef	Travaux d'isolation de la maison des associations d'Arcisse	Bâtiments communaux	63 839 €	63 839 €	40%	25 536 €		25 536 €					
Bourgoin-Jallieu	Saint Chef	Rénovation de l'école élémentaire du Bourg	Scolaire	522 913 €	375 000 €	40%	150 000 €		150 000 €					
Bourgoin-Jallieu	Saint Chef	Extension des locaux techniques municipaux	Bâtiments communaux	181 544 €	75 000 €	40%	30 000 €						30 000 €	
Bourgoin-Jallieu	Saint Chef	Rénovation toiture et extension de la salle polyvalente	Bâtiments communaux	826 167 €	750 000 €	25%	187 500 €						100 000 €	87 500 €
Charvieu-Chavagneux	Saint Hilaire de Brens	Réhabilitation de la maison des associations	Equipements Sportif et/ou Culturel	41 730 €	41 730 €	40%	16 692 €		16 692 €					
Charvieu-Chavagneux	Saint Hilaire de Brens	Rénovation du city stade	Equipements Sportif et/ou Culturel	26 412 €	26 412 €	40%	10 565 €		10 565 €					
Bourgoin-Jallieu	Saint Marcel Bel Accueil	Rénovation de la toiture de la bibliothèque communale	Bâtiments communaux	20 428 €	20 428 €	25%	5 107 €						5 107 €	
Bourgoin-Jallieu	Saint Marcel Bel Accueil	Rénovation du stade et réalisation d'un système d'arrosage automatique	Equipements Sportif et/ou Culturel	65 320 €	65 320 €	40%	26 128 €						26 128 €	
Morestel	Saint Sorlin de Morestel	Réhabilitation du bâtiment de la mairie et mise au norme de l'accueil	Bâtiments communaux	197 672 €	197 672 €	40%	79 069 €						79 069 €	
Morestel	Saint Sorlin de Morestel	Rénovation de l'ancienne école et transformation en salle polyvalente	Bâtiments communaux	270 500 €	270 500 €	40%	108 200 €						108 200 €	
Bourgoin-Jallieu	Satagnon	Réhabilitation des toilettes de l'école primaire et extension des toilettes filles	Scolaire	86 928 €	86 928 €	25%	21 732 €						21 732 €	
Charvieu-Chavagneux	Sicieu St Julien et Carisieu	Rénovation énergétique de l'école primaire	Scolaire	408 214 €	408 214 €	40%	163 286 €						60 881 €	42 405 €
Morestel	Soleymieu	Création d'une aire de jeux et d'un skate-park	Equipements de plein-air	112 175 €	112 175 €	40%	44 870 €						44 870 €	
Charvieu-Chavagneux	Trept	Réhabilitation de l'ancienne école de Cozance en Etablissement Receptif du Public de 5ème catégorie	Bâtiments communaux	556 517 €	100 000 €	30%	30 000 €						30 000 €	
Charvieu-Chavagneux	Trept	Aménagement de sécurité sur la Route Départementale 517	Aménagement de sécurité	710 692 €	133 333 €	30%	40 000 €						40 000 €	
Charvieu-Chavagneux	Trept	Aménagements d'équipements sportifs au city park (pumptrack et tyrolienne)	Equipements Sportif et/ou Culturel	43 051 €	43 051 €	30%	12 915 €						12 915 €	
Charvieu-Chavagneux	Venerieu	Rénovation énergétique de la salle des fêtes communale	Equipements Sportif et/ou Culturel	35 670 €	35 670 €	40%	14 268 €						14 268 €	

Canton	Maitre d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Subventions années précédentes	CP 31/03/2023	Présente C.P	2023 indicative	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
Charvieu-Chavagneux	Veyssillieu	Changement des menuiseries et portes du bâtiment de l'ancienne école	Bâtiments communaux	36 729 €	36 730 €	40%	14 692 €					14 692 €		
Charvieu-Chavagneux	Veyssillieu	Travaux de sécurisation de l'église	Bâtiments communaux	48 194 €	48 194 €	40%	19 278 €						19 278 €	
Morestel	Vézéronce-Curtin	Réhabilitation et extension de la mairie	Bâtiments communaux	1 614 525 €	750 000 €	25%	187 500 €					100 000 €	87 500 €	
Morestel	Vignieu	Réhabilitation du stade - Création d'une zone sportive et culturelle	Équipement Sportif et/ou Culturel	194 879 €	161 338 €	40%	64 535 €			64 535 €				
Charvieu-Chavagneux	Villemeorieu	Rénovation de l'aire de jeux et verdissement de la cour de l'école maternelle	Scolaire	49 997 €	49 997 €	25%	12 499 €						12 499 €	
Charvieu-Chavagneux	Villette d'Anthon	Eclairage du terrain de football à la Revole	Equipements de plein-air	107 015 €	107 015 €	25%	26 754 €					26 754 €		
Charvieu-Chavagneux	Villette d'Anthon	Rénovation et réaménagement du bâtiment de la cure	Bâtiments communaux	396 000 €	396 000 €	25%	99 000 €				99 000 €			
TOTAL ATTRIBUE									790 464 €	139 043 €	1 040 208 €	1 876 670 €	1 131 542 €	0 €

Dotation territoriale 2023 (date de caducité : 31/12/2024)

Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Présente CP	nomenclature comptable	Montant
Bourgoin-Jallieu	Bourgoin-Jallieu	Travaux de requalification partielle et d'extension du palais des sports	Equipement Sportif et/ou Culturel	1 126 314 €	350 000 €	20%	70 000 €	70 000 €	3066	70 000 €
Bourgoin-Jallieu	Bourgoin-Jallieu	Modernisation du stade Rajon (travaux d'éclairage + transformation du terrain synthétique)	Equipement Sportif et/ou Culturel	1 673 375 €	350 000 €	20%	70 000 €	32 968 €	3066	32 968 €
La Verpillière	Grenay	Remplacement de l'éclairage du stade et du complexe sportif par des dispositifs LED	Equipement Sportif et/ou Culturel	36 205 €	36 204 €	30%	10 861 €	10 861 €	2448	10 861 €
Bourgoin Jallieu	Nivolas-Vermelle	Rénovation du sol sportif du gymnase municipal	Equipement Sportif et/ou Culturel	67 395 €	67 395 €	20%	13 479 €	13 479 €	2448	13 479 €
La Verpillière	Roche	Aménagement de sécurité dans le secteur de Fourméat - Route Départementale 126	Aménagement de sécurité VD	520 386 €	100 000 €	40%	40 000 €	40 000 €	3066	40 000 €
La Verpillière	Saint-Georges-d'Espéranche	Remplacement du système d'éclairage au gymnase de l'Alliance	Equipement Sportif et/ou Culturel	25 421 €	25 421 €	30%	7 626 €	7 626 €	2448	7 626 €
La Verpillière	La Verpillière	Construction d'un Clubhouse pour le club de football	Equipement Sportif et/ou Culturel	55 900 €	55 900 €	20%	11 180 €	11 180 €	2448	11 180 €
TOTAL ATTRIBUE								186 114 €		

Dotation territoriale 2022 (date de caducité : 31/12/2023)

Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Présente CP	nomenclature comptable	Montant
La Verpillière	Diémoz	Réalisation d'un local technique pour l'étang	Batiments communaux	43 957 €	43 957 €	30%	13 187 €	1 296 €	2448	1 296 €
TOTAL ATTRIBUE								1 296 €		

Versement en une fois
 < à 15 000 €
 < à 10 000 € pour
 commune < 500

Versement avec
 hab
 acompte
 ≥ à 15 000 €
 ≥ à 10 000 € pour
 commune < 500 hab

2436-204/2041481/54 commune : sub I Biens, mobiliers, matériel, études 2448-204/2041482/54 commune : sub I Bâtiments et installations

3036-204/2041581/54 interco : sub I Biens, mobiliers, matériel, études

3037-204/2041582/54 interco : sub I Bâtiments et installations

3065-204/2324/54 commune : sub I en cours Biens, mobiliers, matériel, études 3066-204/2324/54 commune : sub I en cours Bâtiments et installations

3069-204/2324/54 interco : sub I en cours Biens, mobiliers, matériel, études 3071-204/2324/54 interco : sub I en cours Bâtiments et installations

Nomenclature

Versement en une fois < à 15 000 € < à 10 000 € pour commune < 500	Versement avec hab acompte ≥ à 15 000 € ≥ à 10 000 € pour commune < 500 hab	Nomenclature	Montant
		2436	0 €
		2448	44 442 €
		3036	0 €
		3037	0 €
		3065	0 €
		3066	142 968 €
		3069	0 €
		3071	0 €
Total			187 410 €

2ième répartition de la dotation territoriale 2023- plan de financement

Annexe 1bis

Territoire de Porte des Alpes

Canton	Maîtrise d'ouvrage	Opération	Montant travaux HT	Montant subvention CG	EPCI		Région		Etat		Europe		Autre personne publique		Total subventions Montant	taux de financement prévisionnel
					Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*			Montant	D/A*
Bourgoin Jallieu	Bourgoin Jallieu	Travaux de requalification partielle et travaux d'extension au palais des sports	1 126 314 €	70 000 €			206 980 €	D	488 559 €	D					765 539 €	67,97%
Bourgoin Jallieu	Bourgoin Jallieu	Modernisation du stade Rajon (travaux d'éclairage + transformation du terrain synthétique)	1 673 375 €	70 000 €			640 000 €	D	0 €	D					710 000 €	42,43%
La Verpillière	Diemoz	Réalisation d'un local technique pour l'étang	43 957 €	13 187 €					0 €	D					13 187 €	30,00%
La Verpillière	Grenay	Remplacement de l'éclairage du stade et du complexe sportif par des dispositifs LED	36 205 €	10 861 €					7 241 €	D					18 102 €	50,00%
Bourgoin Jallieu	Nivolas Vermelle	Rénovation du sol sportif du gymnase municipal	67 395 €	13 479 €			20 218 €	D	13 479 €	D					47 176 €	70,00%
La Verpillière	Roche	Aménagement de sécurité dans le secteur de Fournéat - Route Départementale 126	520 386 €	40 000 €			44 315 €	D	44 315 €	D					128 630 €	24,72%
La Verpillière	Saint Georges d'Espéranche	Remplacement du système d'éclairage au gymnase de l'Alliance	27 624 €	7 626 €					0 €						7 626 €	27,61%
La Verpillière	La Verpillière	Construction d'un Clubhouse pour le club de football	55 900 €	11 180 €					0 €	D					11 180 €	20,00%

Canton	Maire d'ouvrage	Opération	Domaine	Montants Travaux HT	Dépense subventionnable	Taux	Subvention totale	Subventions années précédentes	CP du 28/04/2023	Présente CP	indicative 2023	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
La Verpillière	Bonnefamille	Aménagement d'un carrefour sur la Route Départementale 36 et 24	Aménagement de sécurité VD	238 935 €	100 000 €	40%	40 000 €				40 000 €			
La Verpillière	Bonnefamille	Réhabilitation et mise en accessibilité PMR de la	Bâtiments communaux	428 011 €	100 000 €	30%	30 000 €				11 405 €	18 595 €		
Bourgoin Jallieu	Bourgoin Jallieu	Création d'une salle de restauration à l'école Prié-Benit	Scolaire	288 500 €	280 500 €	20%	56 100 €		56 100 €					
Bourgoin Jallieu	Bourgoin Jallieu	Travaux de reconstruction et rénovation énergétique du gymnase municipal COSEC et de ses vestiaires	Equipement Sportif et/ ou Culturel	278 683 €	270 683 €	20%	54 137 €		54 137 €					
Bourgoin Jallieu	Bourgoin Jallieu	Travaux de requalification partielle et travaux d'extension au palais des sports	Equipement Sportif et/ ou Culturel	126 314 €	350 000 €	20%	70 000 €			70 000 €				
Bourgoin Jallieu	Bourgoin Jallieu	Modernisation du stade Rajon (travaux d'éclairage + transformation du terrain synthétique)	Equipement Sportif et/ ou Culturel	673 375 €	350 000 €	20%	70 000 €			32 968 €		37 032 €		
La Verpillière	Charantonay	Extension du restaurant scolaire - Tranche 2	Scolaire	668 100 €	375 000 €	40%	150 000 €	44 100 €	105 900 €					
La Verpillière	Charantonay	Construction d'un parcours sportif de santé	Equipement Sportif et/ ou Culturel	69 739 €	44 983 €	40%	17 997 €					17 997 €		
La Verpillière	Charantonay	Rénovation des menuiseries extérieures de l'école élémentaire	Scolaire	138 267 €	133 267 €	40%	53 307 €					53 307 €		
Bourgoin Jallieu	Châteauvillain	Travaux d'économie d'énergie sur différents sites (vestiaires football, hall associations, salle des fêtes...)	Bâtiments communaux	30 787 €	30 787 €	40%	12 315 €					12 315 €		
L'Isle d'Abeau	Chezeneuve	Création d'un Etablissement Recevant du Public dans la grange communale existante	Bâtiments communaux	188 376 €	76 000 €	40%	30 000 €		30 000 €					
L'Isle d'Abeau	Crachier	Réhabilitation thermique de la salle des fêtes et accès aux Personnes à Mobilité Réduite	Equipement Sportif et/ ou Culturel	57 300 €	233 334 €	30%	70 000 €					70 000 €		
La Verpillière	Diemoz	Eclairage en LED au stade de football	Equipement Sportif et/ ou Culturel	43 713 €	43 713 €	30%	13 114 €		13 114 €					
La Verpillière	Diemoz	Restructuration du terrain de football synthétique	Equipement Sportif et/ ou Culturel	338 997 €	233 333 €	30%	70 000 €				70 000 €			
La Verpillière	Diemoz	Réfection de la salle de danse	Equipement Sportif et/ ou Culturel	37 413 €	36 830 €	30%	10 749 €		10 749 €					
La Verpillière	Diemoz	Réalisation d'un local technique pour l'étang	Bâtiments communaux	43 957 €	43 957 €	30%	13 187 €			1 286 €		11 891 €		
La Verpillière	Diemoz	Travaux de rénovation énergétique du hall des sports	Equipement Sportif et/ ou Culturel	67 261 €	67 261 €	30%	20 178 €					20 178 €		
Bourgoin Jallieu	Domarin	Création terrain multisports et agrès de fitness	Equipement Sportif et/ ou Culturel	95 401 €	54 876 €	20%	18 975 €		18 975 €					
Bourgoin Jallieu	Domarin	Construction d'un Clubhouse pour le football	Equipement Sportif et/ ou Culturel	358 000 €	350 000 €	20%	70 000 €					70 000 €		
Bourgoin Jallieu	Ecluse Badinières	Remplacement de l'éclairage du terrain de football par un éclairage LED	Equipement Sportif et/ ou Culturel	59 620 €	59 620 €	30%	17 886 €		17 886 €					
Bourgoin Jallieu	Ecluse Badinières	Rénovation et création de locaux associatifs dans l'ancienne école Arc-en-ciel	Equipement Sportif et/ ou Culturel	26 464 €	233 333 €	30%	70 000 €		70 000 €					

Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable	Taux	Subvention totale	Subventions années précédentes	CP du 28/04/2023	Présente CP	indicative 2023	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
L'Isle d'Abeau	Four	Mise en place des éclairages LED dans le gymnase	Equipement Sportif et/ou Culturel	27 364 €	27 364 €	30%	8 209 €		8 209 €					
L'Isle d'Abeau	Four	Réaménagement de la mairie	Bâtiments communaux	159 879 €	100 000 €	30%	30 000 €		30 000 €					
L'Isle d'Abeau	Four	Aménagement et rénovation d'un équipement sportif - stade municipal	Equipement Sportif et/ou Culturel	31 018 €	31 018 €	30%	9 305 €				9 305 €			
La Verpillière	Grenay	Création d'un SAS à l'entrée de la mairie	Bâtiments communaux	75 285 €	75 284 €	30%	22 585 €				22 585 €			
La Verpillière	Grenay	Remplacement de l'éclairage du stade et du complexe sportif par des dispositifs LED	Equipement Sportif et/ou Culturel	36 205 €	36 204 €	30%	10 861 €			10 861 €				
La Verpillière	Heyrieux	Extension du local de boxe au gymnase Tardy	Equipement Sportif et/ou Culturel	113 469 €	113 469 €	20%	22 694 €		22 694 €					
La Verpillière	Heyrieux	Aménagements sécuritaires de la rue Albert ler - chemin de Savoyant (RD 53)	Aménagement de sécurité VD	43 371 €	43 371 €	20%	8 674 €				8 674 €			
La Verpillière	Heyrieux	Extension du centre technique municipal	Equipement Sportif et/ou Culturel	413 158 €	150 000 €	20%	30 000 €				30 000 €			
La Verpillière	Heyrieux	Changement des fenêtres de l'école Pasteur	Scolaire	100 800 €	100 800 €	20%	20 160 €					20 160 €		
La Verpillière	La Verpillière	Réfection du terrain synthétique et éclairage LED du complexe sportif des Loipes	Equipement Sportif et/ou Culturel	849 390 €	350 000 €	20%	70 000 €		70 000 €					
La Verpillière	La Verpillière	Rénovation des quatre courts de tennis à l'extérieur du complexe sportif "Les Loipes"	Equipement Sportif et/ou Culturel	279 266 €	279 266 €	20%	55 853 €		55 853 €					
La Verpillière	La Verpillière	Construction d'un Clubhouse pour le club de football	Equipement Sportif et/ou Culturel	55 900 €	55 900 €	20%	11 180 €			11 180 €				
L'Isle d'Abeau	L'Isle d'Abeau	Rénovation thermique du groupe scolaire 16 "Les Coteaux de Chasse"	Scolaire	1 186 451 €	1 186 451 €	20%	237 290 €		237 290 €					
L'Isle d'Abeau	L'Isle d'Abeau	Amélioration de la performance énergétique et rénovation durable du gymnase Saint Hubert	Equipement Sportif et/ou Culturel	249 921 €	249 921 €	20%	49 984 €		49 984 €					
L'Isle d'Abeau	L'Isle d'Abeau	Amélioration de la performance énergétique au Groupe Scolaire 20 "Le Petit Prince"	Scolaire	120 649 €	120 649 €	20%	24 130 €		24 130 €					
L'Isle d'Abeau	L'Isle d'Abeau	Agrandissement du restaurant scolaire du Groupe scolaire 20	Scolaire	403 700 €	403 700 €	20%	80 740 €				80 740 €			
Bourgoin Jallieu	Meyrié	Réalisation d'un Pump Track autour de la maison Prévert	Equipement Sportif et/ou Culturel	84 860 €	84 833 €	30%	25 450 €				25 450 €			
Bourgoin Jallieu	Meyrié	Création d'un city stade	Equipement Sportif et/ou Culturel	75 576 €	75 576 €	30%	22 673 €					22 673 €		
Bourgoin Jallieu	Nivolas Vermeille	Rénovation du sol sportif du gymnase municipal	Equipement Sportif et/ou Culturel	67 395 €	67 395 €	20%	13 479 €			13 479 €				
Bourgoin Jallieu	Nivolas Vermeille	Remplacement de l'éclairage du stade des Muriers - Passage en LEDES	Equipement Sportif et/ou Culturel	57 920 €	57 920 €	20%	11 584 €					11 584 €		
La Verpillière	Oylier Saint Oblas	Rénovation de la toiture de l'école élémentaire Saint Exupéry	Scolaire	15 161 €	15 161 €	40%	6 064 €					6 064 €		
La Verpillière	Roche	Amélioration de l'accessibilité et isolation de la mairie	Bâtiments communaux	438 889 €	75 000 €	40%	30 000 €				30 000 €			

Canton	Maitre d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable	Taux	Subvention totale	Subventions années précédentes	CP du 28/04/2023	Présente CP	indicative 2023	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
La Verpillière	Roche	Aménagement de sécurité dans le secteur de Fournéat - Route Départementale 126	Aménagement de sécurité VD	520 386 €	100 000 €	40%	40 000 €			40 000 €				
Bourgoin Jallieu	Ruy Montceau	Réhabilitation de la salle de sport "salle verte"	Equipement Sportif et/ou Culturel	26 188 €	26 188 €	20%	5 238 €		5 238 €					
Bourgoin Jallieu	Ruy Montceau	Rénovation du stade de football	Equipement Sportif et/ou Culturel	31 600 €	31 600 €	20%	6 320 €				6 320 €			
Bourgoin Jallieu	Ruy Montceau	Rénovation thermique de l'école maternelle	Scolaire	221 468 €	221 468 €	20%	44 294 €				44 294 €			
L'Isle d'Abeau	Saint Alban de Roche	Aménagements de sécurité devant les établissements scolaires (Route Départementale 124)	Aménagement de sécurité VD	49 323 €	49 323 €	20%	9 865 €		9 865 €					
La Verpillière	Saint Georges d'Espéranché	Construction et éclairage de deux courts de tennis	Equipement Sportif et/ou Culturel	147 000 €	147 000 €	30%	44 100 €				44 100 €			
La Verpillière	Saint Georges d'Espéranché	Réhabilitation du stade Laura (gazon synthétique et éclairage)	Equipement Sportif et/ou Culturel	87 966 €	87 966 €	30%	26 390 €		26 390 €					
La Verpillière	Saint Georges d'Espéranché	Remplacement du système d'éclairage au gymnase de l'Alliance	Equipement Sportif et/ou Culturel	25 421 €	25 421 €	30%	7 626 €			7 626 €				
La Verpillière	Saint Just Chaleyssin	Travaux de menuiseries des salles jaune et orange du Clos Moudru	Bâtiments communaux	21 120 €	21 120 €	30%	6 336 €		6 336 €					
La Verpillière	Saint Quentin Fallavier	Réfection de la toiture et isolation du gymnase du loup	Equipement Sportif et/ou Culturel	122 246 €	122 246 €	20%	24 449 €	5 175 €	19 274 €					
La Verpillière	Saint Quentin Fallavier	Réfection du terrain synthétique du stade de Tharable	Equipement Sportif et/ou Culturel	479 000 €	350 000 €	20%	70 000 €		70 000 €					
La Verpillière	Saint Quentin Fallavier	Réhabilitation énergétique de l'école élémentaire "Les Maronniers"	Scolaire	4 369 000 €	750 000 €	20%	150 000 €				150 000 €			
La Verpillière	Saint Quentin Fallavier	Réhabilitation thermique et réaménagement intérieur de l'école Bellevue	Scolaire	700 000 €	700 000 €	20%	140 000 €		140 000 €					
Bourgoin Jallieu	Saint-Savin	Reprise/Mise en conformité des installations de ventilation à l'école maternelle du Bourg	Scolaire	57 913 €	57 913 €	30%	17 374 €		17 374 €					
Bourgoin Jallieu	Saint-Savin	Travaux d'aménagements de sécurité sur la Route Départementale 19 (croisement route de Saint Chef / chemin des Sablons et chemin des Muriers)	Aménagement de sécurité VD	68 784 €	68 784 €	30%	20 635 €				20 635 €			
Bourgoin Jallieu	Saint-Savin	Travaux de rénovation de l'éclairage des terrains de rugby, remplacement par des LEDS	Equipement Sportif et/ou Culturel	91 800 €	91 800 €	30%	27 540 €					27 540 €		
La Verpillière	Satolas et Bonce	Aménagement d'un terrain de football en pelouse synthétique et création de gradins	Equipement Sportif et/ou Culturel	863 954 €	350 000 €	20%	70 000 €					70 000 €		
La Verpillière	Valencin	Réhabilitation énergétique de l'école de musique	Equipement Sportif et/ou Culturel	146 603 €	146 603 €	30%	43 981 €					43 981 €		
La Verpillière	Valencin	Réhabilitation énergétique du Club de l'Amitié	Bâtiments communaux	59 610 €	59 610 €	30%	17 883 €					17 883 €		

Canton	Maitre d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable	Taux	Subvention totale	Subventions années précédentes	CP du 28/04/2023	Présente CP	indicative 2023	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative	
La Verpillière	Valencin	Remplacement des menuiseries extérieures de la mairie	Bâtiments communaux	31 423 €	31 423 €	30%	9 427 €		9 427 €						
La Verpillière	Valencin	Transformation en gazon synthétique d'un terrain de football en gazon naturel	Equipement sportif et/ou culturel	692 290 €	233 333 €	30%	70 000 €		70 000 €						
L'Isle d'Abeau	Vaulx Milieu	Changement des menuiseries et des volets au Groupe Scolaire Edouard Herriot	Scolaire	399 000 €	399 000 €	20%	79 800 €					79 800 €			
L'Isle d'Abeau	Villefontaine	Création d'un bike park	Equipement sportif et/ou culturel	39 932 €	39 932 €	20%	7 986 €					7 986 €			
L'Isle d'Abeau	Villefontaine	Réhabilitation énergétique de l'hôtel de ville	Bâtiments communaux	7 540 642 €	150 000 €	20%	30 000 €					30 000 €			
TOTAL ATTRIBUE								Tota	1 248 925 €	187 410 €	261 519 €	980 975 €	0 €	0	
récupéré 2022 Total attribue									- €	1 296 €					
2023									1 248 925 €	186 114 €					

Crédits récupérés 2022

Canton	Maitre d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Présente CP	nomenclature comptable	Montant
Bourgoin Jallieu	Châteauvillain	Aménagement aire de jeux (agrs fitness)	Equipement Sportif et/ou Culturel	22 781 €	22 781 €	40%	9 112 €	-684 €	2448	-684 €
Bourgoin Jallieu	Saint-Savin	Rénovation du bâtiment communal "Maison de la Chasse"	Batiments communaux non productifs de revenus	95 217	95 217	30%	28 565 €	-612 €	2448	-612 €
TOTAL CREDITS RECUPERES 2022										-1 296 €

Nomenclature	Montant
Versement en une fois < à 15 000 € ou < 10 000 €	0 €
	-1 296 €
	0 €
	0 €
	0 €
Versement avec acompte > à 15 000 € ou ≥ 10 000 €	0 €
	0 €
	0 €
	0 €
Total	-1 296 €

Dotation territoriale 2023 (date de caducité : 31/12/2024)

Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Présente CP	nomenclature comptable	Montant
Chartreuse-Guiers	Chirens	Réaménagement de l'école élémentaire phase 2	bâtiment	810 600 €	810 600 €	33%	267 498 €	112 990 €	3066	112 990 €
Chartreuse-Guiers	Miribel les Echelles	Rénovation de l'ancienne école maternelle	bâtiment	1 066 672 €	1 066 672 €	37%	394 669 €	166 705 €	3066	166 705 €
Tullins	Rives	Rénovation de l'école Libération	bâtiment	2 110 289 €	1 200 000 €	31%	372 000 €	157 131 €	3066	157 131 €
Voiron	St Etienne de Crossey	Aménagement de l'IOAP Rossignol	voirie	125 847 €	125 847 €	23%	28 945 €	28 945 €	3066	28 945 €
Chartreuse-Guiers	St Geoire en Valdaine	Projet de développement intergénérationnel	espace public	192 639 €	192 639 €	17%	32 749 €	32 749 €	3066	32 749 €
Tullins	St Jean de Moirans	Renovation et extension de l'école communale	bâtiment	3 150 000 €	1 200 000 €	24%	288 000 €	121 650 €	3066	121 650 €
Chartreuse-Guiers	St Pierre de Chartreuse	Aménagement du Plan de Ville	voirie	550 000 €	202 689 €	43%	87 157 €	87 157 €	3066	87 157 €
Voiron	Voiron	Transfert des locaux de la police municipale dans l'opération îlot Morge	bâtiment	1 448 840 €	908 340 €	24%	218 002 €	92 083 €	3066	92 083 €
TOTAL ENVELOPPE 2023								799 410 €		

Versement en une fois < à 15 000 €	2436	0 €
< à 10 000 € pour commune	2448	0 €
Versement avec acompte > à 15 000 €	3036	0 €
> à 10 000 € pour commune	3037	0 €
Versement avec acompte > à 15 000 €	3065	0 €
> à 10 000 € pour commune	3066	799 410 €
	3069	0 €
	3071	0 €
Total		799 410 €

2436-204/2041481/54 commune : sub I Biens, mobiliers, matériel, études 2448-204/2041482/54 commune :

sub I Bâtiments et installations

3036-204/2041581/54 interco : sub I Biens, mobiliers, matériel, études

3037-204/2041582/54 interco : sub I Bâtiments et installations

3065-204/2324/54 commune : sub I en cours Biens, mobiliers, matériel, études 3066-204/2324/54

commune : sub I en cours Bâtiments et installations

3069-204/2324/54 interco : sub I en cours Biens, mobiliers, matériel, études 3071-204/2324/54 interco : sub I

en cours Bâtiments et installations

Nomenclature

Montant

Canton	Maitre d'ouvrage	Opération	Montant travaux HT	Subvention totale Département	AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS										taux de financement prévisionnel		
					EPCI		Région		Etat		Europe		Autre personne publique			TOTAL subventions	
					Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*	Montant	D/A*		Montant	D/A*
Chartreuse-Guiers	Chirens	Réaménagement de l'école élémentaire phase 2	810 600 €	267 498 €												267 498 €	33,00%
Chartreuse-Guiers	Miribel les Echelles	Rénovation de l'ancienne école maternelle	1 066 672 €	594 669 €				D								851 337 €	79,81%
Tullins	Rives	Rénovation de l'école Libération	2 110 289 €	572 000 €		750 000 €	D									1 322 000 €	62,65%
Voiron	St Etienne de Crossey	Aménagement de l'OAP Rossignol	125 847 €	28 945 €				D								56 656 €	45,02%
Chartreuse-Guiers	St Geoire en Valdaine	Projet de développement intergénérationnel	192 639 €	32 749 €				D								129 068 €	67,00%
Tullins	St Jean de Moirans	Renovation et extension de l'école communale	3 150 000 €	288 000 €				D					190 000 €	D		678 000 €	21,52%
Chartreuse-Guiers	St Pierre de Chartreuse	Aménagement du Plan de Ville	550 000 €	87 157 €				D								204 523 €	37,19%
Voiron	Voiron	Transfert des locaux de la police municipale dans l'opération Ilôt Morge	1 448 840 €	218 002 €		500 000 €	D									1 080 212 €	74,56%

* Demandé/Attribué

Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Subventions années précédentes	CP du 28 avril 2023	Présente CP	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
Le Grand Lemps	Billieu	Mise aux normes du terrain de football	espace public	37 535 €	37 535 €	21%	7 883 €		7 883 €				
Le Grand Lemps	Billieu	Rénovation et extension du restaurant scolaire	bâtiment	540 124 €	540 124 €	42%	226 853 €						226 853 €
Le Grand Lemps	Billieu	Extension du cimetière	espace public	90 773 €	90 773 €	21%	19 063 €						19 063 €
Le Grand Lemps	Billieu	Création d'un chemin piétons au Petit Billieu	voirie	99 586 €	80 000 €	50%	40 000 €						40 000 €
Voiron	Buisse (La)	Extension de l'école élémentaire et extension du restaurant scolaire	bâtiment	2 231 041 €	1 200 000 €	26%	312 000 €					312 000 €	
Voiron	Buisse (La)	Construction d'une nouvelle MJC	bâtiment	1 982 080 €	1 200 000 €	26%	312 000 €						312 000 €
Interco	CAPV	Création d'un local multifonctions au campus de la Brunerie	bâtiment	304 200 €	230 000 €	20%	46 000 €		46 000 €				
Interco	CAPV	ZA Centr'alp - reprise et création de cheminements piétons normés PMR rue Bergès	voirie	258 125 €	200 000 €	20%	40 000 €						40 000 €
Interco	CC Cœur de Chartreuse	Extension du pôle tertiaire	bâtiments	1 150 000 €	813 000 €	30%	243 900 €		243 900 €				
Interco	CC Cœur de Chartreuse	Réhabilitation bâtiment ZA Grange Venin	bâtiment	1 650 000 €	1 200 000 €	30%	360 000 €				360 000 €		
Chartreuse-Guiers	Charancieu	Construction d'une nouvelle école et d'une cantine scolaire dans un bâtiment existant à réhabiliter	bâtiment	1 967 280 €	1 200 000 €	19%	228 000 €					228 000 €	
Le Grand Lemps	Charavines	Aménagement de sécurité rue de Grolandière	voirie	70 815 €	70 815 €	50%	35 408 €						35 408 €
Le Grand Lemps	Chirens	Reconstruction et extension de l'école élémentaire	bâtiment	1 328 172 €	1 006 989 €	34%	342 377 €	200 000 €	142 377 €				
Le Grand Lemps	Chirens	Réaménagement de l'école élémentaire phase 2	bâtiment	810 600 €	810 600 €	33%	267 498 €			112 990 €	154 508 €		
Voiron	Coublevie	Construction d'un bâtiment vestiaire pour le stade de la Dalmassière	bâtiment	575 500 €	575 500 €	22%	126 610 €		126 610 €				
Voiron	Coublevie	Construction d'un nouveau pôle maternelle	bâtiment	5 080 000 €	1 200 000 €	23%	276 000 €				76 000 €	200 000 €	
Voiron	Coublevie	Stade Paul Martel et Bois Roux, création et rénovation d'un espace multisports et loisirs extérieur	espace public	325 618 €	325 618 €	11%	35 818 €				35 818 €		

Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Subventions années précédentes	CP du 28 avril 2023	Présente CP	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
Chartreuse-Guiers	Entre deux Guiers	Agrandissement de l'école communale	bâtiment	1 237 823 €	1 200 000 €	24%	288 000 €				288 000 €		
Chartreuse-Guiers	Entre deux Guiers	Sécurisation de voiries communales	voirie	27 935 €	27 935 €	24%	6 705 €		6 705 €				
Chartreuse-Guiers	Entre deux Guiers	Réparation des voiries communales Chantouvent et Lorzier	voirie	207 396 €	200 000 €	22%	44 000 €		44 000 €				
Le Grand Lempis	Massieu	Remplacement des fenêtres de la mairie	bâtiment	13 228 €	13 228 €	42%	5 556 €		5 556 €				
Le Grand Lempis	Massieu	Travaux d'accessibilité du cimetière	espace public	28 531 €	28 531 €	21%	5 992 €						5 992 €
Chartreuse-Guiers	Merlas	Travaux de réparation des voies communales	voirie	45 720 €	45 720 €	35%	16 002 €					16 002 €	
Chartreuse-Guiers	Miribel les Echelles	Réfection de la voie communale chemin de Chailles	Voirie	62 749 €	62 749 €	37%	23 217 €		23 217 €				
Chartreuse-Guiers	Miribel les Echelles	Rénovation de l'ancienne école maternelle	bâtiment	1 066 672 €	1 066 672 €	37%	394 669 €			166 705 €	227 964 €		
Chartreuse-Guiers	Miribel les Echelles	Travaux d'accessibilité PMR du cimetière	espace public	27 855 €	27 855 €	18%	5 014 €						5 014 €
Chartreuse-Guiers	Miribel les Echelles	Isolation thermique de la bibliothèque	bâtiment	14 698 €	14 698 €	37%	5 439 €						5 439 €
Tullins	Moirans	Mise en accessibilité et sécurisation du trottoir de la rue de la République du N°75 au 92	accessibilité	51 410 €	51 410 €	24%	12 338 €				12 338 €		
Le Grand Lempis	Montferrat	Aménagement du chemin du Vernatet	voirie	46 442 €	46 442 €	33%	15 326 €		15 326 €				
Le Grand Lempis	Montferrat	Extension école primaire Pégoud	bâtiment	1 117 454 €	1 117 454 €	32%	357 586 €						357 586 €
Voiron	Murette (La)	Réhabilitation et extension de l'école de la Murette	bâtiment	760 132 €	760 132 €	38%	288 850 €					288 850 €	
Voiron	Murette (La)	Réhabilitation de la voirie communale "Descente du Pavé" à la Murette	voirie	29 065 €	29 065 €	38%	11 045 €		11 045 €				
Tullins	Réaumont	Réfection du mur d'enceinte Est du cimetière communal	espace public	43 110 €	43 110 €	14%	6 035 €				6 035 €		
Tullins	Rives	Rénovation de l'école Libération	bâtiment	2 110 289 €	1 200 000 €	31%	372 000 €			157 131 €		214 869 €	
Voiron	St Aupre	Aménagement des Grands Prés création d'un pôle ludo sportif	espace public	136 513 €	75 884 €	17%	12 900 €		12 900 €				
Tullins	St Blaise du Buis	Refecton enrobé - Route du Guichard	Voirie	101 262 €	101 262 €	30%	30 379 €		30 379 €				

Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Subventions années précédentes	CP du 28 avril 2023	Présente CP	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
Chartreuse-Guiers	St Bueil	Restauration église St Baudille	bâtiment	259 744 €	259 744 €	42%	109 092 €						109 092 €
Voiron	St Cassien	Aménagement de sécurité RD12 - Tronçon entrée ouest de la commune et la place Molozza	voirie	375 220 €	300 000 €	31%	93 000 €					93 000 €	
Chartreuse-Guiers	St Christophe sur Guiers	Voirie 2022 - Route de Pérères	voirie	47 320 €	47 320 €	38%	17 982 €		17 982 €				
Voiron	St Etienne de Crossey	Aménagement de l'OAP Rossignol	voirie	125 847 €	125 847 €	23%	28 945 €			28 945 €			
Voiron	St Etienne de Crossey	Travaux d'aménagement de sécurité (VC) "Route de St Aupre	voirie	55 385 €	55 385 €	50%	27 693 €						27 693 €
Chartreuse-Guiers	St Geoire en Valdaine	Projet de développement intergénérationnel	espace public	192 639 €	192 639 €	17%	32 749 €			32 749 €			
Tullins	St Jean de Moirans	Création d'un skate park et d'une aire de jeux	espace public	90 000 €	90 000 €	12%	10 800 €		10 800 €				
Tullins	St Jean de Moirans	Renovation et extension de l'école communale	bâtiment	3 150 000 €	1 200 000 €	24%	288 000 €			121 650 €	166 350 €		
Chartreuse-Guiers	St Joseph de Rivière	Création d'une aire de jeux et d'un city stade	espace public	188 000 €	186 037 €	24%	44 649 €		44 649 €				
Chartreuse-Guiers	St Joseph de Rivière	Aménagement du lavoir au centre bourg	espace public	43 550 €	43 550 €	23%	10 017 €				10 017 €		
Chartreuse-Guiers	St Laurent du Pont	Réhabilitation de la cure de Vilette	bâtiment	380 000 €	380 000 €	24%	91 200 €		91 200 €				
Chartreuse-Guiers	St Pierre de Chartreuse	Aménagement du Plan de Ville	voirie	550 000 €	202 689 €	43%	87 157 €			87 157 €			
Chartreuse-Guiers	St Pierre de Chartreuse	Réfection des routes et ouvrages communaux suite aux intempéries du 29/12/21	voirie	200 000 €	200 000 €	43%	86 000 €		86 000 €				
Chartreuse-Guiers	St Pierre d'Entremont	Aménagement de la place centrale	espace public	381 640 €	381 640 €	20%	76 328 €		76 328 €				
Chartreuse-Guiers	St Pierre d'Entremont	Construction de nouveaux garages et locaux techniques	bâtiment	500 000 €	500 000 €	41%	205 000 €				205 000 €		
Chartreuse-Guiers	St Pierre d'Entremont	Travaux de restauration du pont Noirfond	voirie	289 905 €	289 905 €	42%	121 760 €		37 065 €			84 695 €	
Le Grand Lemps	St Sulpice des Rivoires	Réhabilitation ancienne usine Gaillard	bâtiment	468 323 €	468 323 €	34%	159 230 €						159 230 €
Tullins	Tullins	Optimisation de l'éclairage d'équipement sportifs non couverts	espace public	58 000 €	58 000 €	14%	8 120 €						8 120 €
Chartreuse-Guiers	Velanne	Construction d'un pôle associatif - salle des fêtes	bâtiment	654 416 €	654 416 €	42%	274 855 €					274 855 €	
Le Grand Lemps	Villages du lac de Paladru	Aménagement local "Epicierie Paladru"	bâtiment	296 192 €	296 192 €	29%	85 896 €					85 896 €	

Canton	Maitre d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Subventions années précédentes	CP du 28 avril 2023	Présente CP	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
Voiron	Voiron	Travaux de réparation des désordres structurels - Groupe scolaire Criel	bâtiment	487 798 €	487 798 €	24%	117 072 €	72 996 €	44 076 €				
Voiron	Voiron	Réparation de la route des Bois	voirie	192 879 €	112 966 €	24%	27 112 €		27 112 €				
Voiron	Voiron	Transfert des locaux de la police municipale dans l'opération Ilôt Morge	bâtiment	1 448 840 €	908 340 €	24%	218 002 €			92 083 €	125 919 €		
Voiron	Voreppe	Securisation du mur de soutènement - route de Racin	Voirie	166 666 €	166 666 €	23%	38 333 €		38 333 €				
Voiron	Voreppe	Securisation du mur de soutènement - rue Hector Berlioz	Voirie	300 000 €	200 000 €	23%	46 000 €		46 000 €				
Voiron	Voreppe	Isolation et étanchéité de la toiture et isolation extérieure du restaurant scolaire du GS de Debelle	bâtiment	244 000 €	244 000 €	23%	56 120 €						56 120 €
INTERCO	CAPV	Création d'un local de stockage pour le Grand Angle à Voiron	bâtiment	838 100 €	838 100 €	20%	167 620 €						167 620 €
Tullins	Charnières	Création d'un parvis commun à la mairie, à l'école et aux salles polyvalentes	espace public	457 297 €	457 297 €	14%	64 022 €				64 022 €		
Le Grand Lemps	Chirens	Réfection de la VC "Route de Clemont"	voirie	170 227 €	170 227 €	33%	56 175 €				56 175 €		
Le Grand Lemps	Chirens	Travaux de sécurisation et réfection des VC "Le Gayet et La Garangère"	voirie	87 924 €	80 000 €	50%	40 000 €						40 000 €
Chartreuse-Guiers	Entre-Deux-Guiers	Réfection VC route de la Sagne	voirie	34 128 €	34 128 €	24%	8 191 €				8 191 €		
Chartreuse-Guiers	Merlas	Travaux de réparation d'un bâtiment communal	bâtiment	103 235 €	103 235 €	34%	35 100 €				35 100 €		
Chartreuse-Guiers	Miribel les Echelles	Réfection chemin de Pierre Aigue	voirie	54 998 €	54 998 €	37%	20 349 €					20 349 €	
Chartreuse-Guiers	SIS	Construction du nouveau gymnase - Pôle Sportif	bâtiment	1 700 000 €	1 200 000 €	20%	240 000 €						240 000 €
Chartreuse-Guiers	St Bueil	Aménagement accès PMR cimetière communal	espace public	62 145 €	62 145 €	21%	13 050 €				13 050 €		
Voiron	St Cassien	Réfection d'une VC	voirie	40 300 €	40 300 €	29%	11 687 €				11 687 €		
Chartreuse-Guiers	St Christophe sur Guiers	Rénovation et réouverture du dernier commerce de la commune	bâtiment	524 575 €	378 047 €	38%	143 658 €					100 000 €	43 658 €

Canton	Maître d'ouvrage	Opération	Domaine	Montant Travaux HT	Dépense subventionnable totale HT	Taux	Subvention totale	Subventions années précédentes	CP du 28 avril 2023	Présente CP	2024 indicative	2025 indicative	2026 indicative
Chartreuse-Guiers	St Joseph de Rivière	Sécurisation des chemins piétons entre la sortie du centre bourg et le secteur des Lards	voirie	31 500 €	31 500 €	50%	15 750 €					15 750 €	
Voiron	St Nicolas de Macherin	Travaux d'amélioration du renouvellement d'air du groupe scolaire	bâtiment	72 084 €	72 084 €	25%	18 021 €				18 021 €		
Voiron	St Nicolas de Macherin	Travaux de sécurité Route de la croix blanche Route de St Sixte (RD 49C)	voirie	50 169 €	50 169 €	50%	25 085 €				25 085 €		
Chartreuse-Guiers	St Pierre d'Entremont	Construction d'une Maison pour Tous	bâtiment	1 611 000 €	300 562 €	42%	126 236 €						126 236 €
Le Grand Lemps	St Sulpices des Rivoires	Grosses réparations VC chemin des Courrières et route de Champbouquet	voirie	21 400 €	21 400 €	34%	7 276 €				7 276 €		
Le Grand Lemps	Villages du Lac de Paladru	Construction d'une épicerie à le Pin	bâtiment	372 000 €	335 820 €	28%	94 030 €					94 030 €	
Voiron	Voiron	Requalification de la rue Vaucanson et de l'amorce de la rue Expilly	voirie	530 149 €	300 000 €	24%	72 000 €				72 000 €		
Voiron	Voreppe	Sécurisation de quatre ouvrages	voirie	279 684 €	200 000 €	23%	46 000 €				46 000 €		
								TOTAL ATTRIBUE	1 235 443 €	799 410 €	2 024 556 €	2 028 296 €	2 025 124 €
								TOTAL CREDITS RECUPERES 2022	2 132 €				
								TOTAL ENVELOPPE 2023	1 233 311 €	799 410 €			



EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 F 31 87

Objet : Adaptation des emplois

Politique : Ressources humaines

Programme : Effectifs budgétaires

Opération :

Service instructeur : DRH/P2E

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

L'an deux mille vingt-trois, le trente juin à onze heures, la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère s'est réunie à l'Hôtel du Département sur la convocation et sous la présidence de M. Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental.

Membres de conseillers départementaux en exercice :	58
Présents :	51
Représentés :	6
Absents :	1

Présents : M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, Mme Nathalie Faure, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay

Représentés : Mme Imen De Smedt donne pouvoir à M. Bernard Perazio, M. Michel Doffagne donne pouvoir à M. Christophe Borg, M. Gérard Dézempte donne pouvoir à Mme Annick Merle, Mme Martine Faïta donne pouvoir à M. Roger Marcel, Mme Joëlle Hours donne pouvoir à M. Franck Benhamou, Mme Frédérique Puissat donne pouvoir à M. Damien Michallet

Absents : M. Pierre-Didier Tchétché

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 F 31 87

Numéro provisoire : 5192 - Code matière : 4.1.1.1

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Administration générale - adapter les emplois et les effectifs dans le respect du budget voté pour les ressources humaines et dans la limite de l'effectif maximum autorisé par l'assemblée départementale

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 04-07-2023

Exécutoire le : 04-07-2023

Publication le : 04-07-2023

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP06 F 31 87,

Vu l'avis de la Commission Finances, ressources humaines, moyens généraux,

DECIDE

- **d'approuver** les adaptations de postes ci-après :

1. Suppressions / créations de postes

Direction des finances

Service pilotage et méthodes

- Suppression d'un poste de rédacteur
- Création d'un poste d'adjoint administratif

Service administratif et financier 4

- Suppression d'un poste de technicien paramédical
- Création d'un poste de rédacteur

Direction des ressources humaines

Service recrutement mobilité et compétences

- Suppression d'un poste d'attaché
- Création d'un poste de rédacteur
- Suppression d'un poste de rédacteur
- Création d'un poste d'attaché

Service gestion du personnel

- Suppression d'un poste de rédacteur
- Création d'un poste d'adjoint administratif

Direction des constructions publiques et de l'environnement de travail

Service programmation, conseils et maintenance

- Suppression d'un poste d'ingénieur
- Création d'un poste de technicien

Direction de la culture et du patrimoine

Musée Berlioz

- Suppression d'un poste d'adjoint du patrimoine
- Création d'un poste d'adjoint administratif

Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport

Service moyens des collèges

- Suppression d'un poste d'attaché

- Création d'un poste de rédacteur

Direction des solidarités

Direction

- Suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif
- Création d'un poste d'attaché

Service prévention santé publique

- Suppression d'un poste d'adjoint technique
- Création d'un poste d'adjoint administratif

Direction territoriale du Vercors

Service solidarité

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif
- Création d'un poste de rédacteur

Direction territoriale du Trièves

Service aménagement

- Suppression d'un poste d'adjoint technique
- Création d'un poste d'agent de maîtrise

Direction de l'éducation et de l'action territoriale de l'agglomération grenobloise

Service éducation

- Suppression d'un poste de technicien
- Création d'un poste d'adjoint technique

Direction du social de l'agglomération grenobloise

Service enfance famille

- Suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif
- Création d'un poste de puéricultrice

Toutes directions

- Suppression treize postes d'adjoints techniques
- Création de treize postes d'agents de maîtrise

- Suppression d'un poste d'adjoint du patrimoine
- Création d'assistant de conservation du patrimoine

- Suppression cinq postes de rédacteurs
- Création de cinq postes d'attachés

- Suppression de trois postes de techniciens
- Création de trois postes d'ingénieurs

- Suppression six postes d'adjoints administratifs
- Création de six postes de rédacteurs

- Suppression de deux postes d'agents de maîtrise
- Création de deux postes de techniciens

Par ailleurs, un cadre d'emploi, dont le libellé complet est désormais « pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens, orthoptistes, techniciens de laboratoire médical, manipulateurs d'électroradiologie médicale, préparateurs en pharmacie hospitalière et diététiciens territoriaux » a été récemment créé.

Les techniciens paramédicaux relevant de ces spécialités et qui occupent un emploi dans la catégorie sédentaire sont intégrés dans ce nouveau cadre d'emploi, en conséquence il convient de prendre en compte les évolutions suivantes :

- Suppression de 10 postes de techniciens paramédicaux
- Création de 10 postes de pédicures-podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens, orthoptistes, techniciens de laboratoire médical, manipulateurs d'électroradiologie médicale, préparateurs en pharmacie hospitalière et diététiciens territoriaux

- **d'approuver** les propositions ci-après :

2. Précisions sur certains emplois

Direction des constructions publiques et de l'environnement de travail

Un poste de chargé(e) de gestion immobilière et foncière est vacant au service des biens départementaux. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique. Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Direction territoriale du Haut Rhône dauphinois

Un poste de gestionnaire des dispositifs sociaux est vacant au service développement social. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique. Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Direction territoriale de Porte des Alpes

Un poste d'assistant(e) social(e) de polyvalence est vacant au service action médico-sociale ouest. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique. Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Direction territoriale Isère rhodanienne

Un poste de travailleur social ASE est vacant au service enfance famille. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique. Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Un poste d'assistant(e) social(e) de polyvalence est vacant au service développement social Roussillon. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique. Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Direction territoriale du Vercors

Un poste de secrétaire médico-sociale est vacant au service solidarité. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du Code général de la fonction publique. Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Direction de l'éducation et de l'action territoriale de l'agglomération grenobloise

Un poste d'agent polyvalent de cuisine mutualisée est vacant au service éducation. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du code général de la fonction publique. Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Direction du social de l'agglomération grenobloise

Un poste de chargé(e) de parcours insertion jeunes est vacant au service local de solidarité de Saint-Martin d'Hères. Face à la difficulté de recruter un titulaire : proposition d'ouvrir la possibilité de recruter un agent contractuel en application de l'article L332-8 du code général de la fonction publique. Les niveaux de recrutement et de rémunération sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux et le régime indemnitaire fixé conformément à la délibération du 21/06/2019 (DM1 2019) modifiée.

Pour :	57	M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Imen De Smedt, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, M. Michel Doffagne, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Durantou, M. Gérard Dézempte, Mme Nathalie Faure, Mme Martine Faïta, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Joëlle Hours, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, Mme Frédérique Puissat, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay
Contre :		
Abstention :		
Ne prend pas part au vote :		

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

#signature#

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Service gestion du personnel

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté n°2023-3128

Direction des ressources humaines
Service gestion du personnel

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ET ATTRIBUTION POUR
LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES, DES ACHATS ET DES MARCHES**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'arrêté n°2023-984 portant organisation des services du Département ;

Vu l'arrêté n°2021-6162 portant délégation de signature et attribution pour la direction des affaires juridiques, des achats et des marchés ;

Vu l'arrêté n°2023-2393 nommant Madame **Caroline REICHERT**, cheffe du service marchés et contrats complexes à compter du 1^{er} juin 2023,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

ARRETE :

Article 1 :

L'arrêté n°2021-6162 portant délégation de signature et attribution pour la direction des affaires juridiques, des achats et des marchés est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 2 :

Les directions départementales pilotent des politiques publiques entrant dans le cadre de leurs attributions. A ce titre, elles conduisent des projets stratégiques, gèrent la commande publique, pilotent des dispositifs d'aide, participent à la construction du budget, animent des partenariats départementaux, élaborent des délibérations, assurent le secrétariat des commissions préalables aux séances publiques et commissions permanentes et administrent les logiciels métiers.

Article 3 :

La Direction des Affaires Juridiques, des Achats et des Marchés (DAJAM) pilote les politiques départementales relatives à l'achat public et à la sécurité juridique des actions départementales. A ce titre, elle est notamment dotée des compétences suivantes :

Au titre de la politique d'achat public

- Mettre en œuvre et piloter une politique d'achat performante ;
- Recenser les besoins de la collectivité en terme de travaux, de fournitures et de services.

Au titre de la politique de sécurisation juridique

- Sécuriser les procédures liées à la commande publique et aux contrats complexes en accompagnant les directions en matière de passation et d'exécution des marchés publics ;
- Organiser la tenue des instances liées à la commande publique et aux contrats complexes ;
- Conseiller la collectivité dans tous les domaines d'activité de la collectivité ;
- Gérer et suivre les procédures contentieuses ;
- Mettre en œuvre des modes alternatifs de règlement des conflits ;
- Participer aux choix des assistants à maîtrise d'ouvrage en matière juridique sur les projets départementaux
- Suivre et gérer les contrats d'assurance et sinistres de la collectivité ;
- Traiter les demandes d'accès aux documents administratifs.

Article 4 :

Délégation est donnée à Madame **Véronique AMAT-SCHOLASTIQUE**, directrice, et à Madame **Catherine HOLVOËT**, directrice adjointe et cheffe du service juridique, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction des affaires juridiques, des achats et des marchés, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission pour l'étranger ou utilisant un autre moyen de transport que le train ou la voiture.

Article 5 :

Délégation est donnée à :

- Madame **Catherine HOLVOËT**, cheffe du service juridique,
Monsieur **Gilles TERRAGNOLO**, adjoint à la cheffe du service juridique,
- Madame **Caroline REICHERT**, cheffe du service marchés et contrats complexes,
- Madame **Maud VIOLLET**, cheffe du service achats,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 4 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés, avenants, et actes de sous-traitance en procédure formalisée,
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,

- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de Madame **Véronique AMAT-SCHOLASTIQUE** et de Madame **Catherine HOLVOËT**, la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction du même pôle.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service de la Direction des Affaires Juridiques, des Achats et des Marchés, la délégation qui leur est conférée par l'article 5 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la Direction des Affaires Juridiques, des Achats et des Marchés.

Article 8 :

Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de l'accomplissement des mesures de publicité adéquates (affichage, publication, mise en ligne) et de la transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 02/06/2023

Le Président du Conseil départemental

Jean-Pierre Barbier

Date d'affichage : 02/06/2023

Date de dépôt en Préfecture : 02/06/2023



Arrêté n°2023-3378

Direction des ressources humaines
Service gestion du personnel

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ET ATTRIBUTION POUR
LA DIRECTION TERRITORIALE DU HAUT-RHONE DAUPHINOIS**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'arrêté n°2023-984 portant organisation des services du Département ;

Vu l'arrêté n°2021-6182 portant délégation de signature et attribution pour la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois ;

Vu l'arrêté n°2023-3381, nommant Madame **Marlène CHANDIOUX**, adjointe à la cheffe du service développement social a compter du 1^{er} juin 2023,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

L'arrêté n°2021-6182 portant délégation de signature et attribution pour la direction territoriale du Haut-Rhône dauphinois est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 2 :

Les Directions territoriales accueillent, informent et orientent le public, gèrent les partenariats locaux et suivent les instances locales. Elles conduisent la mise en œuvre des politiques publiques déclinées au niveau du territoire, et notamment l'instruction des dispositifs d'aide, la conduite des opérations, et la délivrance des autorisations relevant de leur périmètre d'attribution.

Article 3 :

La Direction Territoriale du Haut-Rhône Dauphinois (THRD) est responsable de la mise en œuvre des missions déconcentrées du Département dans le cadre de son ressort territorial. A ce titre, elle est dotée notamment des compétences suivantes :

Au titre de la politique Aménagement du territoire

- Assurer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre d'opérations d'aménagements routiers, le pilotage de l'exploitation, de l'entretien routier et de la gestion du domaine public étendus aux traitements limites ;
- Garantir la mise en œuvre de la politique d'aménagement routier.

Au titre de la politique Education, Sport, Jeunesse, Vie associative et Culture

- Assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux de maintenance et d'aménagement des collèges et autres bâtiments départementaux ;
- Assurer la responsabilité des agents des collèges ;
- Garantir la mise en œuvre des compétences éducation, sport, jeunesse, vie associative et culturelle.

Au titre de la politique Protection de l'Enfance

- Assurer la responsabilité territoriale dans la mise en œuvre :
 - Des compétences d'accueil de la petite enfance
 - Des missions de PMI
 - Des compétences d'Aide Sociale à l'Enfance

Au titre de la politique Autonomie

- Assurer la mise en œuvre territoriale de la politique départementale en faveur des personnes âgées ;
- Assurer la mise en œuvre territoriale de la politique départementale en faveur des personnes handicapées.

Au titre des politiques Action sociale, Insertion et Logement

- Assurer la mise en œuvre des actions sociales polyvalentes ;
- Mettre en œuvre les dispositifs d'accompagnement des allocataires du RSA ;
- Mettre en œuvre les dispositifs liés à l'accès et au maintien dans le logement.

Article 4 :

Délégation est donnée à Monsieur **Olivier LIBERELLE**, directeur, et à Madame **Delphine BRUMENT**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale du Haut-Rhône Dauphinois, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission pour l'étranger ou utilisant un autre moyen de transport que le train ou la voiture.

Article 5 :

Délégation est donnée à :

- Monsieur **Laurent BONNAIRE**, chef du service aménagement,
- Monsieur **Romuald MAIGROT**, chef du service éducation,
- Monsieur **Luc JOYE**, chef du service enfance-famille,
Madame **Joëlle GANI**, adjointe au chef de service enfance-famille,
- Madame **Maëlys POMPIER**, cheffe du service autonomie,
- Madame **Myriam HAMADOU**, cheffe du service développement social,
Madame **Marlène CHANDIOUX**, adjointe à la cheffe du service développement social,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 4 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés, avenants, et actes de sous-traitance en procédure formalisée,
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de Monsieur **Olivier LIBERELLE** et de Madame **Delphine BRUMENT**, la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction territoriale.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service de la Direction territoriale du Haut-Rhône Dauphinois, la délégation qui leur est conférée par l'article 5 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la Direction territoriale du Haut-Rhône Dauphinois.

Article 8 :

Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de l'accomplissement des mesures de publicité adéquates (affichage, publication, mise en ligne) et de la transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 09/06/2023

Le Président du Conseil départemental

Jean-Pierre Barbier

Date d'affichage : 09/06/2023

Date de dépôt en Préfecture : 09/06/2023



Arrêté n°2023-3379

Direction des ressources humaines
Service gestion du personnel

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ET ATTRIBUTION POUR
LA DIRECTION TERRITORIALE DE LA BIEVRE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'arrêté n°2023-984 portant organisation des services du Département ;

Vu l'arrêté n°2023-1658 portant délégation de signature et attribution pour la Direction Territoriale de la Bièvre;

Vu l'arrêté n°2023-3336 nommant Madame **Isabelle RICHARD**, cheffe du service développement social à compter du 1^{er} juin 2023,

Vu l'arrêté n°2023-3404 nommant Madame **Sophie MERIAUX**, cheffe du service accompagnement enfance famille à compter du 1^{er} juin 2023,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

L'arrêté n°2023-1658 de délégation de signature et d'attribution est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 2 :

Les Directions territoriales accueillent, informent et orientent le public, gèrent les partenariats locaux et suivent les instances locales. Elles conduisent la mise en œuvre des politiques publiques déclinées au niveau du territoire, et notamment l'instruction des dispositifs d'aide, la conduite des opérations, et la délivrance des autorisations relevant de leur périmètre d'attribution.

Article 3 :

La Direction Territoriale de la Bièvre (TBV) est responsable de la mise en œuvre des missions déconcentrées du Département dans le cadre de son ressort territorial. A ce titre, elle est dotée notamment des compétences suivantes :

Au titre de la politique Aménagement du territoire

- Assurer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre d'opérations d'aménagements routiers, le pilotage de l'exploitation, de l'entretien routier et de la gestion du domaine public étendus aux traitements limites ;
- Garantir la mise en œuvre de la politique d'aménagement routier.

Au titre de la politique Education, Sport, Jeunesse, Vie associative et Culture

- Assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux de maintenance et d'aménagement des collèges et autres bâtiments départementaux ;
- Assurer la responsabilité des agents des collèges ;
- Garantir la mise en œuvre des compétences éducation, sport, jeunesse, vie associative et culturelle.

Au titre de la politique Protection de l'Enfance

Assurer la responsabilité territoriale dans la mise en œuvre :

- Des compétences d'accueil de la petite enfance
- Des missions de PMI
- Des compétences d'Aide Sociale à l'Enfance

Au titre de la politique Autonomie

- Assurer la mise en œuvre territoriale de la politique départementale en faveur des personnes âgées ;
- Assurer la mise en œuvre territoriale de la politique départementale en faveur des personnes handicapées.

Au titre des politiques Action sociale, Insertion et Logement

- Assurer la mise en œuvre des actions sociales polyvalentes ;
- Mettre en œuvre les dispositifs d'accompagnement des allocataires du RSA ;
- Mettre en œuvre les dispositifs liés à l'accès et au maintien dans le logement.

Article 4 :

Délégation est donnée à Monsieur **Gilles LAPERROUSAZ**, directeur et à Monsieur **Didier BALAY**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale de la Bièvre, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 5 :

Délégation est donnée à :

- Monsieur **Eric VALLET**, chef du service aménagement,
Monsieur **Dominique SAVIGNON**, adjoint au chef du service aménagement,
- Madame **Estelle FAURE**, cheffe du service éducation,
- Madame **Sophie MERIAUX**, cheffe du service accompagnement enfance famille,
Madame **Emeline FONTAINE-HUDRY**, adjointe à la cheffe du service accompagnement enfance famille,
- Madame **Sylvie DELEPINE**, cheffe du service autonomie,
- Madame **Isabelle RICHARD**, cheffe du service développement social,
Madame **Audrey PHILIPPY**, adjointe à la cheffe du service développement social,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 4 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés, avenants, et actes de sous-traitance en procédure formalisée,
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de Monsieur **Gilles LAPERROUSAZ** et de Monsieur **Didier BALAY**, la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction territoriale.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service de la Direction territoriale de la Bièvre, la délégation qui leur est conférée par l'article 5 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la Direction territoriale de la Bièvre.

Article 8 :

Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de l'accomplissement des mesures de publicité adéquates (affichage, publication, mise en ligne) et de la transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 09/06/2023

Le Président du Conseil départemental

Jean-Pierre Barbier

Date d'affichage : 09/06/2023

Dépôt en préfecture : 09/06/2023



Arrêté n°2023-3406

Direction des ressources humaines
Service gestion du personnel

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ET ATTRIBUTION POUR
LA DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA MODERNISATION DU SERVICE AU PUBLIC**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'arrêté n°2022-984 portant organisation des services du Département ;

Vu l'arrêté n°2023-897 portant délégation de signature et attribution pour la direction de la performance et de la modernisation du service au public ;

Vu l'arrêté n°2023-921 nommant Madame **Odile PETERMANN**, chef du service communication interne et innovation à compter du 1^{er} mars 2023,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

L'arrêté n°2023-987 portant délégation de signature et attribution pour la direction de la performance et de la modernisation du service au public est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 2 :

Les directions départementales pilotent des politiques publiques entrant dans le cadre de leurs attributions. A ce titre, elles conduisent des projets stratégiques, gèrent la commande publique, pilotent des dispositifs d'aide, participent à la construction du budget, animent des partenariats départementaux, élaborent des délibérations, assurent le secrétariat des commissions préalables aux séances publiques et commissions permanentes et administrent les logiciels métiers.

Article 3 :

La Direction de la Performance et de la Modernisation du service au public (DPM) pilote les politiques de Modernisation de l'action départementale ainsi que la politique de Performance des services départementaux afin de garantir la continuité d'un service public renouvelé et adapté aux transformations sociétales et techniques. A ce titre, elle est notamment dotée des compétences suivantes :

Au titre de la politique de Modernisation

- Assurer l'accueil physique et téléphonique des sites départementaux ;
- Piloter les dispositifs de relation aux usagers ;
- Développer la communication interne ;
- Piloter les démarches d'innovation.

Au titre de la politique de Performance

- Conduire l'évaluation des politiques publiques ;
- Produire des données d'observation et des analyses thématiques ou territoriales ;
- Assurer la veille informationnelle et constituer un centre de ressources documentaires ;
- Mener des missions d'audit interne et de contrôle des structures partenaires ;
- Animer le dispositif de gestion des risques ;
- Animer et suivre le projet d'administration.

Article 4 :

Délégation est donnée à Madame **Agnès BACHELOT-JOURNET**, directrice et à Madame **Odile PERTEMANN**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction de la performance et de la modernisation du service au public, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission pour l'étranger ou utilisant un autre moyen de transport que le train ou la voiture.

Article 5 :

Délégation est donnée à :

- Madame **Odile PETERMANN**, chef du service communication interne et innovation,
- Madame **Marie-Christine DE GOURNAY**, cheffe du service audit,
- Madame **Ariane PONT**, cheffe du service accompagnement au pilotage des objectifs et des risques,
- Madame **Sophie ROBERT**, cheffe du service observation, documentation et évaluation,
- Madame **Valérie MICHAUD**, cheffe du service relations à l'utilisateur,
Monsieur **Stéphane CONTREMOULIN**, adjoint à la cheffe du service relations à l'utilisateur,
Madame **Ségolène OLIVIER**, adjointe à la cheffe du service relations à l'utilisateur,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 4 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés, avenants, et actes de sous-traitance en procédure formalisée,
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,

- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de Madame **Agnès BACHELOT-JOURNET** et de Madame **Odile PETERMANN**, la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction du même pôle.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service de la Direction de la Performance et de la Modernisation du service au public, la délégation qui leur est conférée par l'article 5 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la Direction de la Performance et de la Modernisation du service au public.

Article 8 :

Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de l'accomplissement des mesures de publicité adéquates (affichage, publication, mise en ligne) et de la transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 09/06/2023

Le Président du Conseil départemental

Jean-Pierre Barbier

Date d'affichage : 09/06/2023

Date de dépôt en Préfecture : 09/06/2023



Arrêté n°2023-3666

Direction des ressources humaines
Service gestion du personnel

**ARRETE PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE ET ATTRIBUTION POUR
LA DIRECTION DU SOCIAL
DU TERRITOIRE DE L'AGGLOMERATION GRENOBLOISE**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu l'arrêté n°2023-984 portant organisation des services du Département ;

Vu l'arrêté n°2023-2280 portant délégation de signature et attribution pour la direction du Social du Territoire de l'Agglomération Grenobloise ;

Vu l'arrêté n°2023-3577 nommant Madame **Marjorie LACOSTE**, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble sud à compter du 1^{er} juin 2023,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

L'arrêté n°2023-2280 portant délégation de signature et attribution pour la direction du Social du Territoire de l'Agglomération Grenobloise est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 2 :

Les Directions territoriales accueillent, informent et orientent le public, gèrent les partenariats locaux et suivent les instances locales. Elles conduisent la mise en œuvre des politiques publiques déclinées au niveau du territoire, et notamment l'instruction des dispositifs d'aide, la conduite des opérations, et la délivrance des autorisations relevant de leur périmètre d'attribution.

Article 3 :

La Direction du Social du Territoire de l'Agglomération Grenobloise (DSTAG) assure la mise en œuvre des missions déconcentrées en matière sociale du Département dans le cadre de son ressort territorial. A ce titre, elle est dotée notamment des compétences suivantes :

Au titre de la politique Protection de l'Enfance

- Assurer la responsabilité territoriale dans la mise en œuvre :
 - Des compétences d'accueil de la petite enfance
 - Des missions de PMI
 - Des compétences d'Aide Sociale à l'Enfance

Au titre de la politique Autonomie

- Assurer la mise en œuvre territoriale de la politique départementale en faveur des personnes âgées,
- Assurer la mise en œuvre territoriale de la politique départementale en faveur des personnes handicapées.

Au titre des politiques Action sociale, Insertion et Logement

- Assurer la mise en œuvre des actions sociales polyvalentes ;
- Mettre en œuvre les dispositifs d'accompagnement des allocataires du RSA ;
- Mettre en œuvre les dispositifs liés à l'accès et au maintien dans le logement.

Article 4 :

Délégation est donnée à Monsieur **Stéphane CESARI**, directeur du social, et à Madame **Coralie GIRARD**, directrice adjointe du social, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction du social du territoire de l'Agglomération Grenobloise, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission pour l'étranger ou utilisant un autre moyen de transport que le train ou la voiture.

Article 5 :

Délégation est donnée à :

- Madame **Fabienne BREYSSE**, cheffe du service développement social,
- Madame **Marine GIULIANI**, adjointe à la cheffe du service développement social,
- Madame **Hélène VIDAL**, cheffe du service enfance famille,
(Poste vacant), adjointe au chef du service enfance famille,
- Monsieur **Frédéric BLANCHET**, chef du service autonomie,
Madame **Perrine ROSTAINGT**, adjointe au chef du service autonomie,
- Madame **Pauline MERLET**, cheffe du service local de solidarité Echirolles,
Monsieur **Jérôme ROLLAND**, adjoint à la cheffe du service local de solidarité Echirolles,
- Madame **Claire DROUX**, cheffe du service local de solidarité Fontaine,
Madame **Emmanuelle DRONIOU**, adjointe à la cheffe du service local de solidarité Fontaine,

- Madame **Marie DE BOVADILLA**, cheffe du service local de solidarité Grenoble nord,
Madame **Alice FRUGIERE**, adjointe à la cheffe du service local de solidarité Grenoble nord,
- Madame **Pascale PLATINI**, cheffe du service local de solidarité Grenoble sud,
Madame **Marjorie LACOSTE**, adjoint à la cheffe du service local de solidarité Grenoble sud,
- Madame **Elisabeth ROUCHDI** cheffe du service local de solidarité Grenoble est,
Madame **Véronique MOSER**, adjointe à la cheffe du service local de solidarité Grenoble est,
- Monsieur **Michel FLEUROT**, chef du service local de solidarité Grenoble ouest,
Madame **Chantal BERGER**, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble ouest,
- Monsieur **Pascal HOCHEPOT**, chef du service local de solidarité Meylan,
- Madame **Caroline DUSSART**, cheffe du service local de solidarité Pont-de-Claix,
Madame **Marie-Pierre CAVALLOTTO**, adjointe à la cheffe du service local de solidarité Pont-de-Claix,
- Madame **Sylvie BONNARDEL**, cheffe du service local de solidarité Saint-Martin-d'Hères,
Madame **Ségolène MARTIN**, adjointe à la cheffe du service local de solidarité Saint-Martin-d'Hères
- Madame **Marion LORON**, cheffe du service local de solidarité Saint-Martin-le-Vinoux,
- Madame **Véronique CONTE**, cheffe du service local de solidarité Vizille,
- Madame **Geneviève GOY**, cadre d'appui,
- Madame **Alice CONTAMIN**, cadre d'appui,
- Madame **Manon MASSA**, cadre d'appui,
- Madame **Annabelle SAUNIER**, cadre d'appui,
- Madame **Laurie CUYNAT**, cadre d'appui,
- Madame **Anne-Laure VINCENT**, cadre d'appui,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 4 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés, avenants, et actes de sous-traitance en procédure formalisée,
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de Monsieur **Stéphane CESARI**, directeur et de Madame **Coralie GIRARD**, directrice adjointe, la délégation qui leur est conférée peut être assurée par Madame **Louisa SLIMANI**, directrice générale adjointe chargée du pôle « Equité territoriale », ou par la directrice de la Direction de l'Éducation et de l'Action Territoriale de l'Agglomération Grenobloise.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service de la Direction du Social du Territoire de l'Agglomération Grenobloise, la délégation qui leur est conférée par l'article 5 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la Direction du Social du Territoire de l'Agglomération Grenobloise.

Article 8 :

Le présent arrêté entrera en vigueur à compter de l'accomplissement des mesures de publicité adéquates (affichage, publication, mise en ligne) et de la transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Fait à Grenoble, le 09/06/2023

Le Président du Conseil départemental

Jean-Pierre Barbier

Date d'affichage : 09/06/2023

Dépôt préfecture : 09/06/2023



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 F 33 99

Objet : Convention UGAP : fourniture d'électricité pour les bâtiments départementaux

Politique : Bâtiments départementaux

Programme : Gestion des bâtiments et foncier

Opération : Gestion des bâtiments

Service instructeur : DCET/PCM

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations 60612/020

Autres (à préciser)

L'an deux mille vingt-trois, le trente juin à onze heures, la commission permanente du Conseil départemental de l'Isère s'est réunie à l'Hôtel du Département sur la convocation et sous la présidence de M. Jean-Pierre Barbier, Président du Conseil départemental.

Membres de conseillers départementaux en exercice :	58
Présents :	57
Représentés :	6
Absents :	1

Présents : M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, Mme Céline Dolgopyatoff Bulet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, Mme Nathalie Faure, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay

Représentés : Mme Imen De Smedt donne pouvoir à M. Bernard Perazio, M. Michel Doffagne donne pouvoir à M. Christophe Borg, M. Gérard Dézempte donne pouvoir à Mme Annick Merle, Mme Martine Faïta donne pouvoir à M. Roger Marcel, Mme Joëlle Hours donne pouvoir à M. Franck Benhamou, Mme Frédérique Puissat donne pouvoir à M. Damien Michallet

Absents : M. Pierre-Didier Tchétché

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 30 juin 2023

DOSSIER N° 2023 CP06 F 33 99

Numéro provisoire : 5337 - Code matière : 1.1.1

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) : Domaine contractuel
- approuver les chartes, plans et schémas divers, protocoles d'accord et conventions diverses, et
leurs avenants ainsi que les transactions ;

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 30-06-2023

Exécutoire le : 30-06-2023

Publication le : 30-06-2023

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2023 CP06 F 33 99,

Vu l'avis de la Commission Finances, ressources humaines, moyens généraux,

DECIDE

- d'approuver la nouvelle convention proposée par l'UGAP (vague ELEC 2025), ci-annexée, qui a pour objet la mise à disposition au Département de marchés de fourniture et d'acheminement d'électricité passés sur le fondement d'accords-cadres ;

- d'autoriser la signature de la convention susmentionnée et tous les documents y afférents.

Pour :	57	M. Jean-Pierre Barbier, M. Daniel Bessiron, M. Thierry Badouard, M. Franck Benhamou, M. Simon Billouet, Mme Mireille Blanc Voutier, M. Olivier Bonnard, M. Christophe Borg, Mme Anne-Sophie Chardon, M. Christophe Charles, M. Vincent Chriqui, Mme Pauline Couvent, M. Jérôme Cucarollo, M. Patrick Curtaud, Mme Imen De Smedt, Mme Claire Debost, Mme Amandine Demore, M. Michel Doffagne, Mme Céline Dolgopyatoff Burlet, Mme Isabelle Dugua, M. Robert Duranton, M. Gérard Dézempte, Mme Nathalie Faure, Mme Martine Faïta, Mme Françoise Gerbier, Mme Amandine Germain, Mme Amélie Girerd, Mme Christelle Grangeot, Mme Annick Guichard, Mme Anne Gérin, Mme Delphine Hartmann, Mme Joëlle Hours, Mme Éléonore Kazazian-Balestas, Mme Martine Kohly, M. Franck Longo, M. Cyrille Madinier, M. Roger Marcel, Mme Sandrine Martin-Grand, Mme Annick Merle, M. Damien Michallet, Mme Isabelle Mugnier, M. Fabien Mulyk, M. Jean Papadopulo, M. Bernard Perazio, M. Julien Polat, Mme Annie Pourtier, Mme Frédérique Puissat, M. David Queiros, Mme Marie Questiaux, M. Fabien Rajon, M. Christophe Revil, Mme Sophie Romera, Mme Catherine Simon, M. Gilles Strappazon, M. Christophe Suszylo, M. André Vallini, Mme Aurélie Vernay
Contre :		
Abstention :		
Ne prend pas part au vote :		

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping lines that form a stylized, somewhat abstract shape. The signature is positioned above the name 'Jean-Pierre Barbier'.

Jean-Pierre Barbier



CONVENTION ELECTRICITE

Ayant pour objet la

**mise à disposition d'un (de) marché(s)
de fourniture, d'acheminement d'électricité et services associés
passé(s) sur le fondement d'accords-cadres à conclure par l'UGAP**

**Date limite de réception du dossier complet sur www.ugap.fr/elec :
vendredi 30/06/2023**

Entre, d'une part :

Entité bénéficiaire :

SIREN :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Représenté(e) par :

agissant en qualité de :

ci-après dénommé « le Bénéficiaire »,

Et d'autre part :

L'Union des groupements d'achats publics (UGAP), établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, représenté par le Président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié précité ;

ci-après dénommée « l'UGAP »,

PRÉAMBULE :

Afin d'accompagner les personnes publiques initialement confrontées à la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) puis ayant besoin de mettre en concurrence leurs achats d'énergie, l'UGAP met en œuvre des dispositifs d'achat groupé d'énergie.

Les appels d'offres groupés d'énergie nécessitent l'engagement du Bénéficiaire en amont de la publication afin de garantir la bonne tenue de la mise en concurrence et ne pas mettre en risque l'économie générale du marché.

Pour ces raisons, l'engagement ferme et définitif du Bénéficiaire est nécessaire pour intégrer ce dernier dans la procédure d'appel d'offres public.

Eu égard à l'exigence de loyauté des relations contractuelles, le bénéficiaire s'engage par la signature de la présente convention, à faire application de toutes les stipulations qui la composent.

- Vu les articles 1^{er}, 17 et 25 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, disposant, pour le premier, que l'UGAP « *constitue une centrale d'achat au sens du code de la commande publique* », pour le deuxième, que « *l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions du code de la commande publique* » et, pour le troisième, que « *les rapports entre l'établissement public et une collectivité [...] peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement* ».
- Vu l'article L 2113-2 du code de la commande publique prévoyant qu'une centrale d'achat est un acheteur qui a pour objet d'exercer de façon permanente, au bénéfice des acheteurs, l'une au moins des activités d'achat centralisées suivantes :
 - 1° L'acquisition de fournitures ou de services ;
 - 2° La passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services.
- Vu l'article L 2113-4 du code de la commande publique prévoyant que l'acheteur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confiées.

Il a été convenu :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'intégration dans une procédure d'appel d'offres public de fourniture, d'acheminement d'électricité et services associés, dans le cadre du dispositif ELEC 2025.

Seuls sont concernés, au titre de la présente convention, les sites raccordés au réseau de distribution d'électricité d'ENEDIS et de celui des Gestionnaires de Réseau de Distribution (GRD) des Entreprises Locales de Distribution suivantes : Strasbourg Électricité Réseaux, GreenAlp.

Les prestations de fourniture en électricité du(es) marché(s) ne pourront débuter qu'à compter du 01/01/2025. Le nouveau Bénéficiaire (dont les sites ne sont pas concernés par le dispositif UGAP ELEC 3) fait son affaire de la fourniture en électricité de ses sites dont l'échéance contractuelle arrive avant cette date. Il lui est cependant possible d'intégrer des sites dont l'échéance contractuelle arrive après cette date (le tableau de recensement des besoins permet de distinguer les dates de début de fourniture site par site).

Par la signature de la présente convention, le Bénéficiaire donne mandat au Président de l'UGAP ou au représentant du pouvoir adjudicateur par délégation, qui l'accepte, en son nom et pour le compte du Bénéficiaire, représenté par la personne physique mentionnée en première page de la présente convention, à l'effet :

- d'autoriser l'UGAP, son conseil ou tout fournisseur candidat à l'appel d'offres à accéder aux données de consommation disponibles relatives aux Points De Livraison (PDL) du Bénéficiaire des GRD concernés et autoriser ces derniers à les communiquer à l'UGAP, son conseil ou à tout fournisseur candidat à l'appel d'offres;
- de signer la décision d'attribution du(des) marché(s) ;
- de signer et adresser le(s) courrier(s) de rejet(s) ;
- de signer le(s) acte(s) d'engagement du(des) marché(s) pour le compte du Bénéficiaire ;
- de réaliser toutes opérations nécessaires dans le cadre de la stratégie d'achat (achat dynamique multi-clics) ;
- de signer tout avenant ou tout document d'exécution qui impacterait l'ensemble des bénéficiaires (à titre indicatif et d'exemple, une évolution de l'acheminement, activité en monopole régulé, un événement d'ordre réglementaire, des ordres d'achats aux titulaires dans le cadre de l'achat dynamique multi-clics ...);
- d'autoriser l'UGAP à mentionner le fait que le Bénéficiaire fait ou a fait partie du dispositif d'achat groupé de l'UGAP.
- réaliser, le cas échéant, les formalités mentionnées à l'article L622-13 du code de commerce (mise en demeure de l'administrateur, saisine du juge-commissaire...);
- résilier, le cas échéant, l(es) accord-cadre et le(s) marché(s) subséquent(s).

L'UGAP ne prend pas en charge l'établissement et la mise en œuvre des actes d'exécution propres à chaque bénéficiaire (à titre indicatif et d'exemple, avenant de transfert, certificat administratif, actes pouvant découler des modifications de périmètre et de transfert de compétences, changement de comptable assignataire, de coordonnées, nantissement du marché, cession de créance...).

Par l'effet du présent mandat, le Bénéficiaire est engagé à l'égard de l'UGAP et du(des) titulaire(s) du(des) marché(s) sur toute la durée du(des) marché(s) conclus en son nom.

Le Bénéficiaire est informé qu'en cas de désengagement de sa part intervenant après signature de la présente convention, les frais présentés à l'articles 4.2.4 du présent document lui seront appliqués et qu'il s'expose à des demandes d'indemnisation du(des) titulaire(s) du(des) marché(s) relatifs aux frais et investissements engagés pour l'exécution du (des) marchés.

La signature de la présente convention vaut engagement définitif du Bénéficiaire.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont :

- la présente convention
- l'annexe tableau de recensement (fichier numérique).



Le processus mis en place est le suivant :

- Téléchargement du dossier d'adhésion (contenant la présente convention, le tableau de recensement des besoins et le mode d'emploi) sur www.ugap.fr/elec par le bénéficiaire avec ses identifiants UGAP.fr
- Retour des documents conformément aux indications du mode d'emploi, exclusivement via www.ugap.fr/elec (confirmation à l'écran suite au dépôt et adressée par mail)
- Contrôle des documents retournés, par l'UGAP
- Confirmation définitive d'embarquement (automatique lors du dépôt complet et/ou après la fin de la campagne de recensement)

Les documents d'adhésion correctement renseignés et signés doivent être reçus par l'UGAP impérativement et EXCLUSIVEMENT via le portail www.ugap.fr/elec au plus tard à la date figurant en première page du présent document.

A défaut de réception des documents susvisés dans les délais et selon les modalités prévues, le Bénéficiaire ne sera pas intégré dans le présent dispositif d'achat groupé et ne pourra y prétendre.

Le(s) site(s) restant en anomalie (mal renseignés sans respecter les consignes du mode d'emploi, références fictives ou erronées...) dans le tableau de recensement ne sera(seront) pas intégré(s) dans les dispositifs précités et ce malgré la signature de la présente convention. Dans le cas où le bénéficiaire n'aurait qu'un seul site et que celui-ci serait en anomalie, sa participation au dispositif ne serait pas valide.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée courant de la date de signature par le Bénéficiaire de la présente convention jusqu'au terme du (des) marché(s) passé(s), par l'UGAP pour le compte du Bénéficiaire, fixé au 31 décembre 2027.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 - OBLIGATIONS DE L'UGAP

L'UGAP procède, dans le respect du droit de la commande publique à l'ensemble des opérations de mise en concurrence en vue de la conclusion du (des) marché(s).

Précisément, l'UGAP est ainsi chargée :

- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- de collecter les besoins exprimés ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de réception et d'analyse des offres ;
- de signer le(s) marché(s) pour le compte du bénéficiaire.

4.1.1) Conclusion de marché(s)

Afin de respecter les fondamentaux de l'amont industriel et de stimuler la concurrence, et si cela s'avère nécessaire la procédure sera allotie selon divers critères, dont notamment les typologies de bénéficiaires, la localisation géographique des sites, la typologie et les caractéristiques techniques des points de livraison, la volumétrie des lots...

L'appel d'offres sera lancé sous la forme d'une consultation ainsi allotie visant à la conclusion de marché(s) sous la seule responsabilité de l'UGAP.

4.1.2) Mise à disposition des éléments nécessaires à l'exécution du marché

Suite à l'attribution et signature du (des) marché(s) par l'UGAP pour le compte du Bénéficiaire, les éléments nécessaires à l'exécution seront mis à disposition, dans son espace bénéficiaire sur le portail www.ugap.fr/elec afin que ce dernier assure ses obligations.

4.2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

4.2.1) Obligations au stade de l'inscription sur le portail en ligne

Le Bénéficiaire s'engage à :

- utiliser exclusivement la présente convention et son tableau de recensement téléchargés sur le portail en utilisant exclusivement un compte ugap.fr (identifiant et mot de passe) appartenant à l'entité signataire de la présente convention ;
- respecter le mode d'emploi téléchargeable avec le tableau de recensement sur le portail, destiné à en faciliter le renseignement et à fiabiliser les données collectées. Il appartient en particulier au Bénéficiaire de lister sans erreur les identifiants Points Référence Mesure (PRM) / Référence Acheminement Electricité (RAE) de ses Points De Livraison (PDL), figurant sur ses factures d'électricité en respectant le format du Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD). Les PDL dont l'identifiant sera erroné, ne seront pas intégrés à la consultation en dépit de la signature de la présente convention, cette donnée étant indispensable à la collecte des données de consommation auprès du GRD ;
- transmettre à l'UGAP exclusivement via le portail dédié, le tableau de recensement dûment renseigné et la convention signée ;

Par la signature de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage à ne pas exprimer des besoins identiques à ceux qui constituent l'objet de la présente convention dans d'autres procédures, et de conclure de marchés publics avec d'autres opérateurs économiques que l'UGAP, ainsi :

- **il remplit les obligations liées à l'intégration dans la procédure d'appel d'offres et à l'exécution du(des) marché(s) lancé(s) par l'UGAP pour son compte ;**
- **il s'engage à ce que les Points de Livraison figurant dans le tableau de recensement n'aient pas été et/ou ne soient pas intégrés dans toute autre procédure de mise en concurrence ou contrat dont l'exécution serait concomitante avec celle des marchés passés par l'UGAP dans le cadre de la présente convention.**

Par ailleurs, le sujet de la flexibilité¹ étant devenu prégnant avec la hausse des marchés de l'énergie rencontrée depuis la crise énergétique, fait qu'à l'avenir, le rajout de sites en cours de marché pourrait éventuellement générer un surcoût pour le Bénéficiaire. Ainsi, l'attention du Bénéficiaire est attirée sur le fait qu'il est judicieux pour lui de déclarer tous ses sites, de la manière la plus exhaustive possible, y compris les sites qui arriveraient en cours de marché à une date connue (même approximative).

Si après avoir retourné ses documents d'adhésion, le Bénéficiaire souhaitait se désister, il ne peut le faire que pendant la période d'adhésion, c'est-à-dire jusqu'à la date limite indiquée en première page du présent document.

Pour être valable, le désistement se fait uniquement par suppression des documents déposés sur www.ugap.fr/elec avant cette date limite. Tout autre moyen de manifester l'intention du Bénéficiaire de se désister (par téléphone, courrier électronique, courrier, courrier avec accusé de réception ou autre), avant ou après la date limite, ne vaut pas désistement et le Bénéficiaire sera considéré comme participant à l'appel d'offres et donc intégré à l'appel d'offres publié.

Tous les dossiers d'adhésion présents sur www.ugap.fr/elec lors de la fermeture du portail d'adhésion sont considérés comme participants à l'appel d'offres.

En effet, le traitement des données automatisées et informatisées ne permet pas d'intervention manuelle risquant de modifier ou d'invalider une participation d'un Bénéficiaire par erreur.

¹ Flexibilité : rajout de sites en cours de marché et donc de volumes additionnels achetés par les fournisseurs titulaires à des prix de marchés potentiellement plus hauts que les prix établis au BPU et servant à la facturation.

4.2.2) Obligation au stade de la notification du (des) marché(s)

Le Bénéficiaire est tenu de notifier le(s) marché(s) le concernant. Suite à la mise à disposition sur le portail www.ugap.fr/elec des pièces de marché conclu par l'UGAP, la notification doit être faite dans les meilleurs délais au(x) titulaire(s).

4.2.3) Obligations relatives à l'exécution du(des) marché(s)

Dans le cadre de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage à :

- assurer la bonne exécution du(des) marché(s) (régler ses factures, correspondre en direct avec le fournisseur retenu...);
- gérer les litiges relatifs à l'exécution du(des) marché(s) avec le(s) titulaire(s) ;
- se conformer aux règles de fonctionnement du gestionnaire d'infrastructures de réseau en monopole.

4.2.4) Responsabilité et engagement du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions lui étant applicables dans le cadre de la présente convention et des marchés passés sur son fondement.

Tout fait imputable au Bénéficiaire à l'origine d'un dommage causé à l'UGAP ou au(x) titulaire(s) des marchés, notamment la résiliation (quelle qu'en soit la raison) de sa convention avant ou après la publication de l'appel d'offres, le non-respect des engagements, le retrait d'un point de livraison pour toute autre raison que celles légitimes (fermeture, vente, cession, changement définitif d'énergie), l'absence de notification et/ou la résiliation du(des) marché(s), l'expose à la prise en charge de tous les frais afférents exposés par le titulaire et au paiement d'une somme forfaitaire de quinze mille euros au bénéfice de l'UGAP.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

Le Bénéficiaire s'engage à ne pas divulguer sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements ou documents (mémoire technique, bordereau de prix unitaire...) couverts par le secret professionnel et industriel dont il aurait connaissance dans le cadre de la présente convention et des marchés. En cas de non-respect de cette stipulation, l'UGAP et/ou le(s) titulaire(s) peu(ven)t prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations recueillies dans le cadre de la présente convention et son annexe font l'objet de traitements informatiques par l'UGAP, responsable de traitement, aux fins d'assurer la gestion administrative des marchés.

Ces informations sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes physiques et susceptibles de concerner l'identité (et contiennent les données personnelles suivantes : nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du bénéficiaire : adresse, numéro de téléphone, adresse de courrier électronique.).

Les traitements mis en œuvre peuvent avoir pour finalité : effectuer les opérations relatives à la gestion des clients (assurer le contact et le suivi du dispositif objet de la présente convention, ainsi que de permettre la bonne exécution du marché avec les fournisseurs titulaires).

Les données sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution de la présente convention et sont destinées exclusivement aux membres de l'équipe projet UGAP, ainsi qu'aux titulaires de marchés pour les besoins de l'exécution des prestations de celui-ci.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'information, d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité des informations qui les concernent ainsi qu'un droit de limitation du traitement et de ne pas faire l'objet d'une prise de décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Ils peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits peut être effectué auprès du Délégué à la protection des données via l'adresse suivante : donneespersonnelles@ugap.fr. Les personnes concernées disposent enfin d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, ainsi que du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données à caractère personnel après leur mort.

Enfin, dans le cadre de l'exécution de la prestation du marché visé à l'article « Objet de la convention », les stipulations énoncées ci-dessus ne font pas obstacle à ce que le Bénéficiaire et le titulaire du marché s'acquittent des formalités qui leur incombent au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel (notamment au titre de l'article 28 du RGPD).

ARTICLE 7 : RESILIATION

Bien qu'une résiliation entre en contradiction avec l'engagement nécessaire à ce type de marché, son exercice se ferait aux conditions suivantes :

- un délai de prévenance de 90 jours est prévu entre la notification à l'UGAP de la décision de résiliation et la date d'effet. Pendant ce délai la convention continue de s'appliquer : ainsi, par exemple, si le Bénéficiaire envoie sa demande de résiliation avant la clôture du portail d'adhésion, il est de sa responsabilité de supprimer ses fichiers déposés sous peine d'être malgré tout intégré à l'appel d'offres (cf. article 4.2.1) et être susceptible de payer une pénalité (cf. article 4.2.4) ;
- au surplus, quelle que soit la date à laquelle intervient la résiliation de la présente convention ou de non-respect des engagements, le(s) titulaire(s) ont droit à être indemnisés par le Bénéficiaire du montant des frais exposés et investissements engagés et strictement nécessaires à l'exécution des prestations pour la période restant à courir entre la date d'effet de la résiliation et l'échéance du(des) marché(s). De plus, une somme forfaitaire sera due par le Bénéficiaire à l'UGAP conformément au paragraphe 4.2.4.

En effet, par la signature de la convention, le Bénéficiaire donne mandat à l'UGAP notamment pour mettre en concurrence les fournisseurs et signer des marchés sur un volume identifié selon l'ensemble des tableaux de recensement. La modification des volumes et donc des conditions de mise en concurrence peuvent modifier substantiellement les conditions économiques du marché. Le titulaire peut donc en cas de non-respect des engagements d'un bénéficiaire solliciter auprès de ce dernier des indemnités à la hauteur du préjudice subi.

ARTICLE 8 : DIFFERENDS ET LITIGES

Toute réclamation dûment motivée et relative à l'exécution de la présente convention doit être présentée par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de la réclamation. En cas de persistance du différend ou du litige, le Bénéficiaire s'adresse à la direction centrale du développement territorial de l'UGAP au siège de l'établissement public.

ARTICLE 9 : AUTORISATION DE COMMUNICATION DE DONNEES

La signature de la présente convention vaut signature des autorisations pour la communication des données auprès des Gestionnaires de Réseau de Distribution (GRD) concernés ainsi, le cas échéant qu'auprès des Gestionnaires de Réseau de Transport concernés.

La responsabilité des GRD ne saurait être engagée par l'UGAP ou le Bénéficiaire en cas de négligence ou d'erreur dans la demande de communication de données d'une des parties à la présente convention.

9.1) Auprès de ENEDIS

Le Bénéficiaire de la présente convention et titulaire de contrats pour la fourniture d'électricité pour le(s) site(s) de consommation mentionné(s) dans le tableau de recensement (annexe de la présente convention), **AUTORISE ENEDIS**, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est situé Tour Enedis - 34 Place des Corolles - 92079 Paris-La Défense, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, **à communiquer directement au Tiers, ou son représentant, ci-après désigné : L'Union des groupements d'achats publics (UGAP)**, établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, sise au 1 Boulevard Archimède – Champs sur Marne, 77444 Marne la Vallée et représenté par le Président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié ;

les données disponibles : historique de consommation, historique des courbes de charges, données techniques et contractuelles (caractéristiques du raccordement, du dispositif de comptage, formule tarifaire d'acheminement, puissances souscrites...) pour chacun des points de livraison figurant sur le tableau de recensement (annexe de la présente convention), dans le but de préparer l'appel d'offres public, objet de la présente convention.

9.2) Auprès de Strasbourg Électricité Réseaux S.A.

Le Bénéficiaire de la présente convention et titulaire de contrats pour la fourniture d'électricité pour le(s) site(s) de consommation mentionné(s) dans le tableau de recensement (annexe de la présente convention), **AUTORISE Strasbourg Électricité Réseaux S.A.**, SA au capital de 9 000 000 €, dont le siège social est situé 26 boulevard du Président Wilson - 67932 STRASBOURG cedex 9, immatriculée au RCS de Strasbourg sous le numéro TI 823 982 954, **à communiquer directement au Tiers, ou son représentant, ci-après désigné : L'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)**, établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret

85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, sise au 1 Boulevard Archimède – Champs sur Marne, 77444 Marne la Vallée et représenté par le Président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié ;

les données disponibles : historique de consommation, historique des courbes de charges, données techniques et contractuelles (caractéristiques du raccordement, du dispositif de comptage, formule tarifaire d'acheminement, puissances souscrites...) pour chacun des points de livraison figurant sur le tableau de recensement (annexe de la présente convention), dans le but de préparer l'appel d'offres public, objet de la présente convention.

9.3) Auprès de GREENALP

Le Bénéficiaire de la présente convention et titulaire de contrats pour la fourniture d'électricité pour le(s) site(s) de consommation mentionné(s) dans le tableau de recensement (annexe de la présente convention), **AUTORISE GreenAlp**, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 29 938 412 €, dont le siège est situé au 49 rue Felix Esclangon - 38000 Grenoble – CS 10110, immatriculé au RCS de Grenoble sous le numéro : 833 619 109, **à communiquer directement au Tiers, ou son représentant, ci-après désigné : L'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)**, établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, sise au 1 Boulevard Archimède – Champs sur Marne, 77444 Marne la Vallée et représenté par le Président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié ;

les données disponibles : historique de consommation, historique des courbes de charges, données techniques et contractuelles (caractéristiques du raccordement, du dispositif de comptage, formule tarifaire d'acheminement, puissances souscrites...) pour chacun des points de livraison figurant sur le tableau de recensement (annexe de la présente convention), dans le but de préparer l'appel d'offres public, objet de la présente convention.

Le Bénéficiaire garantit GreenAlp contre l'ensemble des conséquences de tout recours de tiers à raison des informations transmises par GreenAlp à l'UGAP.

La présente autorisation est nominative et est valable jusqu'au terme du (des) marché(s) passé(s), par l'UGAP pour le compte du Bénéficiaire, prolongations éventuelles comprises le cas échéant.

Fait à Champs-sur-Marne	Fait à : Le :
Pour l'UGAP : le Président du conseil d'administration	Pour le Bénéficiaire ² : Le signataire reconnaît engager sa structure et est dûment habilité à cet effet. ↓↓↓ Zone de signature sous ce trait ↓↓↓

Visa électronique du Contrôleur Général économique et financier de l'Etat placé près de l'UGAP :



² en indiquant le nom, prénom et qualité de la personne signataire, agissant le cas échéant par délégation de pouvoir du représentant légal,

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX –
Tél : 04.76.00.38.38
Directrice de la publication : Séverine Battin
Rédaction et abonnement : service relations usagers